

endre des risques

Le Monde

55^e ANNÉE - N° 16813 - 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITaine

DIMANCHE 14 - LUNDI 15 FÉVRIER 1999

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

LE MONDE TÉLÉVISION

- Pierre Lescure juge les Guignols
- Dostoïevski par Kurosawa



■ Le procès du sang

Devant la Cour de justice, le chercheur Michel Seibon, s'appuyant sur une enquête internationale, a déclaré, vendredi 12 février, qu'il n'y a pas de relation de cause à effet entre la mise en place des tests de dépistage et les contaminations. p. 10

■ L'Algérie aux urnes le 15 avril

Le président Liamine Zeroual a annoncé que le premier tour de l'élection présidentielle aurait lieu le 15 avril. p. 5

■ La fausse note de Salt Lake City

La capitale des mormons sera ville olympique en 2002. Mais les affaires de corruption troublent une communauté qui fait de l'honnêteté la première des vertus. p. 12

■ Le « massacre » du 17 octobre 1961

Dans ses réquisitions dans le procès en diffamation intenté par Maurice Papon, le parquet a reconnu que les forces de l'ordre étaient l'ordre à un « massacre » des manifestants algériens le 17 octobre 1961. p. 8

■ L'année du Lapin

La célébration du Nouvel An chinois dépasse désormais en France les frontières communautaires. L'année du Lapin débute mardi 16 février. p. 20

■ Séguin-Pasqua : la rupture

« Prêt » à conduire la liste RPR-DL aux élections européennes, le président du mouvement gaulliste fait état de son « désaccord politique total » avec Charles Pasqua. p. 28

■ Terrorisme breton

Il y a vingt-cinq ans, l'attentat le plus spectaculaire des autonomistes bretons privait la Bretagne de télévision pour plusieurs mois. p. 13

■ L'art français en vedette à Madrid

La France est l'invité d'honneur de la foire d'art contemporain de la capitale espagnole. p. 24

■ Au « Grand Jury »

François Léotard sera l'invité du « Grand Jury RTL-Le Monde-LCI », dimanche 14 février à 18 h 30. p. 30

Allemagne, 2 DM ; Autriche, 2 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grèce, 400 Drachmai ; Irlande, 125 Pounds ; Italie, 400 L ; Maroc, 10 DH ; Mexique, 144 MXN ; Pays-Bas, 3 F ; Portugal, 250 PTE ; République, 8 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 19 KRON ; Suisse, 2,10 F ; Turquie, 1,20 TL ; USA (NY), 2,5 ; USA (Détroit), 2,50 \$.

M 0146-214-7,50 F

Chirac-Jospin : l'enjeu de la parité

- Le blocage du Sénat contredit la volonté du président de « moderniser la vie politique »
- Le premier ministre maintient le projet de loi sur la promotion des femmes ● Robert Badinter propose dans « Le Monde » un compromis constitutionnel entre « paritaires » et « universalistes »

L'ASSEMBLÉE NATIONALE doit examiner en deuxième lecture, mardi 16 février, le projet de révision de la Constitution sur la parité hommes-femmes en politique. Ce texte, adopté à l'unanimité par les députés, en première lecture, le 15 décembre, prévoit que « la loi détermine les conditions dans lesquelles est organisé l'égal accès des hommes et des femmes aux mandats électoraux et aux fonctions électives ». Le 26 janvier, les sénateurs ont balayé cette réforme qu'ils estimaient contraire aux principes fondamentaux de la République que sont l'indivisibilité du peuple et l'universalité du scrutin.

C'est la position qui défend à nouveau, dans un entretien au *Monde*, Robert Badinter, sénateur socialiste et ancien président du Conseil constitutionnel, tout en suggérant un compromis entre la position du Sénat et celle de l'Assemblée. Dans ce débat, la philosophe Sylviane Agacinski, épouse du premier ministre, qui soutient la parité, apparaît isolée parmi les



intellectuelles. La position « universaliste » d'Elisabeth Badinter est partagée par plusieurs femmes écrivains, sociologues, psychanalystes ou historiennes qui ont signé des tribunes hostiles à la parité, notamment dans *Le Monde* et *L'Express*. Elisabeth Guigou et Martine Aubry ont, elles, été sollicitées pour défendre ce texte.

Au-delà du débat philosophique et constitutionnel, ce conflit sur la parité « voulue par le premier ministre dès juin 1997 et souhaitée par le chef de l'Etat, comme il l'a rappelé dans son discours de Rennes le 4 décembre 1998 - pese sur l'ensemble des réformes engagées ou annoncées par le gouvernement pour moderniser la vie politique (limitation du cumul des mandats, réforme du mode de scrutin sénatorial, limitation de la durée des mandats). Autour de ce thème se dessine l'évolution de la cohabitation dans les prochains mois et l'un des enjeux-clés de la prochaine élection présidentielle.

Lire page 6

La revanche de M. Clinton

- Le Sénat acquitte le président dans l'affaire Lewinsky
- Les deux accusations portées contre lui ont été rejetées
- Les républicains et le juge Kenneth Starr essaient un camouflet
- La Maison Blanche appelle à la réconciliation

Lire pages 2 et 3 et notre éditorial page 14

En 1956, en Suisse, un touriste nommé Josef Mengele

BERNE
de notre correspondant

On savait déjà que des criminels de guerre nazis avaient dissimulé des fonds dans des banques helvétiques et que des « titres de voyage » délivrés par la Croix-Rouge avaient favorisé leur fuite vers l'Amérique du Sud. Mais de nouvelles informations viennent confirmer que certains d'entre eux ont pu se rendre impunément en Suisse après la fin de la guerre. L'un des cas les plus stupéfiant, relaté vendredi 12 février par l'hebdomadaire *Israélite Wochenshette* de Zurich, est sans aucun doute celui de l'ancien médecin-chef du camp d'Auschwitz, Josef Mengele, qui a séjourné à plusieurs reprises sur le territoire de la Confédération jusque dans les années 60.

Les visites en Suisse de celui qu'on a surnommé « l'ange de la mort » avaient déjà été signalées, dès 1985, par divers magazines. Mais c'est la première fois que des détails précis sont fournis, si bien que la Fédération suisse des communautés israélites demande maintenant des comptes aux autorités suisses. Sous le titre « Mengele, la Suisse et le CICR »,

l'hebdomadaire zurichois rappelle d'abord comment Josef Mengele s'est fait remettre, le 21 mai 1949, par le consul de Suisse à Gênes, en présentant une fausse carte d'identité au nom de Helmut Gregor, un document de voyage de la Croix-Rouge internationale qui lui permettra plus tard de gagner l'Argentine. « Cela nous fait de la peine pour les survivants, commente aujourd'hui le porte-parole du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) à Genève. Mais, à l'époque, il fallait agir vite pour venir en aide aux gens dans la détresse. Nous avons délivré soixante-dix mille titres de voyage et nous n'avions pas le temps de tout contrôler. Le CICR le regrette profondément. »

Bien que recherché par Interpol alors qu'il vivait tranquillement en Argentine puis au Paraguay, Mengele a pu s'offrir des vacances en 1956 à l'Hôtel Engel (l'Hôtel de l'Ange), à Engelberg, une station de sports d'hiver de Suisse centrale. Il a également plusieurs fois rendu visite à son fils, interné dans un collège privé à Montreux. Plus encore : en 1961, sa femme, qui habitait à Merano, dans le Tyrol

du Sud, avait loué un petit appartement dans la banlieue de Zurich, où l'ancien tortionnaire séjournera à son tour. C'est d'ailleurs là qu'il réussira à échapper aux policiers suisses qui l'avaient repéré et le surveillaient en attendant que les autorités de Berne délivrent un mandat d'arrêt sur requête du parquet de Francfort. Mais quand le feu vert arrive Mengele était déjà enfui à bord d'une voiture dont la couleur et l'immatriculation furent concrètement consignées par les policiers en faction. Ce qui vaudra à la Suisse une protestation énergique du gouvernement allemand. Ayant réussi à échapper à toute poursuite, Mengele sera finalement mort noyé en 1979 au Brésil.

Interrogé sur ces informations de l'hebdomadaire, Vicktor Schlimph, porte-parole, à Berne, du département de justice et police, s'est borné à déclarer : « C'est une histoire incroyable. Nous allons examiner ces informations de plus près. Mais il faudra une dérogation pour accéder aux archives. »

Jean-Claude Buhler

POINT DE VUE

Pour une communauté des Etats-nations

par Sami Nairi

C'EST une décision grave de s'engager dans une grande bataille électorale : je le sais. Mais ai-je luté intellectuellement depuis si longtemps pour me dérober au moment de défendre politiquement les idées auxquelles je crois ? Aurais-je hésité, que l'appel de Jean-Pierre Chevènement m'aurait convaincu.

On ne nous mettra pas dans une case, on ne fera pas de nous des Français rancis et moisis : la gauche républicaine existe, elle est fière d'appartenir à cette entité qui s'appelle la nation française, à cet Etat républicain qui a pour devise : liberté, égalité, fraternité ; à cet environnement de peuples frères à l'est de l'Europe et au sud de la Méditerranée. Et cette gauche républicaine, je ne la sens pas repliée sur elle-même, je la vois plutôt tendue comme la corde d'un arc vers une Europe plus grande encore, plus généreuse toujours, plus réaliste enfin. Je voudrais que les Etats-na-

tions soient les piliers de l'Europe des citoyens et je crains que l'Europe des finances ne consacre l'oubli des peuples. Ce sommeil-là finit toujours par engendrer des monstres. Les architectes de l'Europe ont senti l'exigence : c'est pourquoi ils ont inventé la subsidiarité. Il faut revenir au sens premier de cette idée : ce n'est pas l'intervention des Etats qui doit être secondaire, c'est celle de l'Union européenne dans les affaires des Etats. Par le seul fait que l'Europe est l'incarnation d'intérêts divers et tous légitimes, de nations-États diverses et tout autant légitimes, la subsidiarité doit garantir la souveraineté des Etats et vice versa.

Lire la suite page 15

Sami Nairi, délégué interministériel au codéveloppement et aux migrations internationales, est tête de liste de la gauche républicaine aux élections européennes de juin, vice-président du MDC.

Lire page 25

Sortie de scène au Rond-Point



MARCEL MARÉCHAL

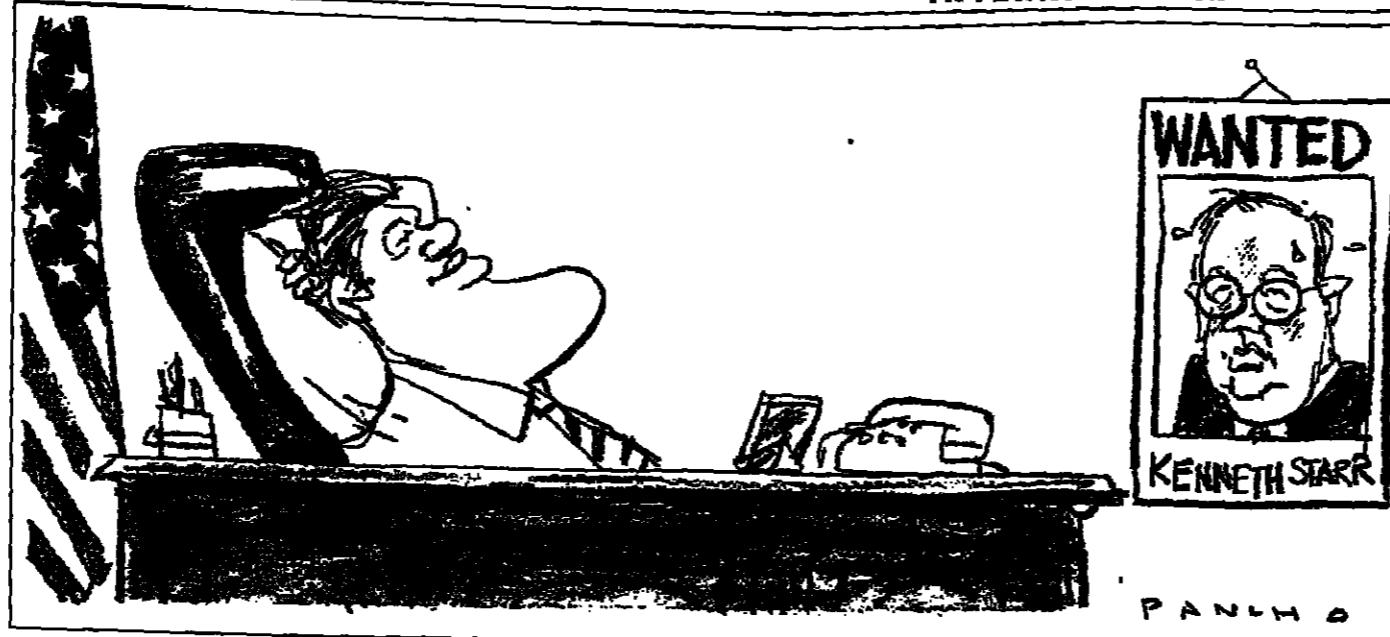
METTEUR EN SCÈNE et comédien, Marcel Maréchal, qui dirige le Théâtre du Rond-Point à Paris depuis 1995, a appris que son contrat, prenant fin en décembre 1999, ne serait pas renouvelé. Le nom de Francis Huster est cité pour sa succession. Critiqué pour sa gestion, celui qui fit du Théâtre de la Criée, à Marseille, une réussite, répond dans un entretien au *Monde* et défend son bilan.

Lire page 25

International	2	Placements	17
France	6	Actualités	28
Société	8	Médiologie	23
Culture	11	Jeux	23
Abonnements	11	Culture	24
Horizons	12	Guide culturel	26
Entreprises	16	Radio-Télévision	27

Choix 150

ampleur inespérée



Les principales étapes de quatre ans d'affaire et treize mois de procédure

● 1995
 - Juin : Monica Lewinsky, vingt et un ans, commence un stage à la Maison Blanche.
 - 15 novembre : première étreinte sexuelle avec Bill Clinton (la dernière aura lieu le 17 avril 1997).
 ● 1996
 - 17 avril : Monica Lewinsky, mutée au Pentagone, y rencontre Linda Tripp.
 - 27 mai : statuant sur la plainte de Paula Jones, qui accuse Bill Clinton de propositions indécentes quand il était gouverneur de l'Arkansas, la Cour suprême estime que le président peut être poursuivi pendant son mandat.
 - 3 octobre : Linda Tripp commence à enregistrer les confidences téléphoniques de Monica Lewinsky.

● 1998
 - 7 janvier : Monica Lewinsky déclare sous serment qu'elle n'a pas eu de relations sexuelles avec Bill Clinton.
 - 12 janvier : Linda Tripp remet au procureur indépendant, Kenneth Starr, les cassettes de ses conversations avec Monica Lewinsky.
 - 15 janvier : M. Starr obtient du ministre de la Justice, Janet Reno, l'autorisation d'enquêter.
 - 17 janvier : interrogé sous serment, Bill Clinton nie toute relation sexuelle avec Monica Lewinsky.
 - 21 janvier : l'affaire Lewinsky est publiée sur Internet puis dans la presse.
 - 28 juillet : Monica Lewinsky obtient l'immunité en échange de son témoignage.
 - 6 août : Mme Lewinsky témoigne devant le Grand Jury.

- 17 août : Bill Clinton, devant le Grand Jury, admet une « relation inconveniente » avec la jeune stagiaire, mais persiste à nier qu'il s'agisse de relations sexuelles.
 - 9 septembre : Kenneth Starr remet au Congrès un rapport qui énumère onze chefs d'accusation justifiant la destitution du président Clinton.
 - 8 octobre : la Chambre des représentants autorise l'enquête.
 - 9 au 19 novembre, et 8 au 10 décembre : audiences à la commission judiciaire, Kenneth Starr témoigne, les avocats du président plaident.
 - 11 et 12 décembre : la commission vote quatre « articles de destitution » pour parjure, obstruction à la justice et abus de pouvoir. Bill Clinton exprime ses « profonds remords ».
 - 19 décembre : la Chambre retient deux articles de

destitution, pour « parjure » et « entrave à la justice ».
 ● 1999
 - 7 janvier : le Sénat ouvre le procès en destitution.
 - 27 janvier : après le réquisitoire des procureurs de la Chambre et les plaidoiries des avocats de Bill Clinton, les sénateurs rejettent un non-lieu et votent pour la convocation de témoins.
 - 1-3 février : Monica Lewinsky, l'amie du président Vernon Jordan et son conseiller Sidney Blumenthal sont interrogés à huis clos.
 - 5 février : le Sénat refuse leur comparution à la barre.
 - 10 février : les sénateurs ouvrent leurs délibérations à huis clos.
 - 12 février : par 55 voix contre 45, et 50 voix contre 50, les sénateurs disent Bill Clinton des deux motifs d'accusation.

La maîtresse, le conseiller et le pasteur annoncent leurs chroniques

L'AMI, l'ennemi, le chroniqueur, le sénateur... sans préjugé peut-être plus tard, de l'avocat, du juge, du procureur... Allez savoir ! Il suffit ces jours-ci d'avoir côtoyé Bill Clinton et de savoir sur lui deux ou trois choses inédites lors du Monicagate pour astiquer le monde de l'édition, et faire monter les enchères. L'affaire Lewinsky, à peine sortie du Capitole, va déferler dans les librairies. Certains prédisent déjà une vague de fond à la Watergate, dont les principaux témoins et protagonistes ont, pendant des années, fait bouillir la marmite de l'édition. Mais il est trop tôt, cette fois, pour savoir comment réagira le public à l'exploitation d'une affaire qui a donné la nausée à beaucoup et qu'il a largement boudée à la télévision. Les éditeurs, en tout cas, rivalisent d'adresse pour annoncer que, loin du journalisme caricatural de représentants ennuyeux, partisans et mal intentionnés, leur auteur parleront juste et vrai. Et que le public, enfin, pourra se faire sa propre idée.

A tout seigneur tout honneur, Monica Lewinsky devrait ouvrir le bal. Après « Monica la vidéo », voici donc « Monica le livre », fruit d'une collaboration entre la jeune femme et Andrew Morton (le biographe, devenu milliardaire, de la princesse Diana), et sobrement intitulé *L'histoire de Monica*. La date de parution était suspendue non seulement à la clôture du procès Clinton, mais aussi à l'autorisation expresse du pro-

cureur Kenneth Starr, qui continue d'imposer le silence à l'ancienne stagiaire de la Maison Blanche. La couverture du livre à néanmoins été publiée partout et la star de la télévision Barbara Walters attend impatiemment le feu vert du procureur pour recevoir la jeune femme sur son plateau, ABC multipliant les annonces et allusions à l'événement pour attiser l'attente.

Le livre de George Stephanopoulos, ancien conseiller en communication de Bill Clinton, devrait sortir dans la foulée. Le séduisant jeune homme, qui a quitté la Maison Blanche sans déserter les médias, a, semble-t-il, pris quelques distances vis-à-vis du président, dont il dévoilera, dans *All too human*, la face la plus sombre, à la lumière d'un autre conseiller de Bill Clinton, Lanny Davis, entraînera les lecteurs dans les méandres de la Maison Blanche et de ses stratégies de communication, tandis que le sénateur démocrate Joseph Lieberman, qui avait attiré l'attention des médias en septembre 1998 en dénonçant « l'immoralité » du président, écrira un livre de réflexion sur le service de l'Etat.

Paula Jones s'est vu recaler par les éditeurs (« rien de neuf à révéler »), alors que Jennifer Flowers, autre ancienne maîtresse de Clinton, en est à la rédaction de son deuxième livre, et que l'agent littéraire Lucianne Goldberg, conseillère de Linda Tripp — qui révèle les confi-

ances de Monica —, a décidé elle-même de s'abstenir. Il est beaucoup trop tôt pour que les grosses pointures témoins du procès, comme Vernon Jordan et Sidney Blumenthal, fassent entendre leurs voix, et la crainte des perquisitions du procureur Starr leur a interdit de tenir, je m'inquiète.

« Un crime contre l'histoire », estime Sidney Blumenthal, qui ne cache pas sa frustration et se déboulera forcément un jour. Cela laisse un peu de temps aux journalistes qui ont suivi l'affaire pour se glisser dans la brèche et former des scandales explosifs, tel celui qui lie deux reporters issus de l'Arkansas Democrat-Gazette et du New York Observer, ou encore du Washington Post et du Time Magazine.

Mais la surprise est venue du révérend J. Philip Wagaman, conseiller spirituel de Bill Clinton et pasteur de la paroisse fréquentée par sa famille. *Le pasteur du président s'exprime*, annonce le sous-titre de son livre, dont la couverture montre un Clinton songeur ou peut-être en prière.

Pas de confidence personnelle ; aucun secret de confession dévoilé. Mais une réflexion sur la repentance et la grandeur du pardon. Et l'assurance, pour son église, à qui il céde ses droits d'auteur, de bénéfices, disons, non négligeables.

A. Co.

L'institution présidentielle sort renforcée de l'épreuve

MIROIR de l'opinion, le Sénat a condamné la conduite de Bill Clinton, tout en jugeant que ses fautes ne méritaient pas sa destitution. Pour reprendre les termes d'un sénateur, le président a montré qu'il pouvait continuer à diriger du pays alors que ses juges délibéraient sur son sort. Il s'est acharné à prouver qu'il restait apte à gouverner en annonçant quotidiennement des mesures populaires. Soucieux de son image pour la postérité au moins autant que des sondages, le président cherche à séduire l'histoire comme il continue de séduire nombre d'Américains.

En s'obstinant à vouloir destituer et humilier Bill Clinton, ses accusateurs se sont trompés d'époque. Chef des managers, l'ancien combattant Henry Hyde a reconnu que « le peuple américain me laisse perplexe ». Le temps n'est plus où la révélation d'un adultère brisait la carrière d'un Gary Hart. Ni celui où la « First Lady » faisait de la figure : Hillary Clinton s'est battue comme une tigresse, pour sauver la carrière de son époux infidèle, mais aussi la sienne, puisqu'elle envisage de briguer le poste de sénatrice de New York. La génération des baby boomers n'est pas celle de la guerre du Pacifique. Le sexe est peut-être encore diabolisé dans les campagnes du Sud, mais il fait partie de la vie quotidienne et s'étale avec complaisance sur les grands et les petits écrans.

UN PRIX À PAYER
 Importés par la passion de leur allemande dans une procédure sans espoir, les républicains risquent d'en payer le prix. Le parti qui, sous Reagan, était celui des idées, face à des démocrates en désarroi, est devenu pour les Américains un parti obsédé par une vision passéeiste de leur pays et par le seul objectif de chasser Bill Clinton. Il leur faudra se remettre vite au travail, convaincre l'opinion qu'ils ont un programme plus que celui de l'opposition et préférer les chances aux grincements.

Le remède proposé a paru pire que le mal, le dommage causé à l'Union, par une destitution plus grave que les écarts moraux présidentiels, pourtant unanimement condamnés. La stabilité des institutions d'autant que l'accusation s'est plus illustrée par son esprit partagé que par la qualité de son argumentation, suscitant le doute jusque parmi les républicains ; ce qui explique pourquoi cinq élus du Grand Old Party ont voté l'acquittement. D'autant que la peine paraissait démesurée par rapport à la faute : n'est-on pas qualifié l'impeachment de « peine de mort politique » ?

Mais d'un mal peut sortir un bien. Comme l'explique le professeur Fred Greenstein, de Princeton, l'Amérique, qui se révèle d'un mauvais rêve de treize mois un peu plus cynique vis-à-vis de sa classe politique, peut être satisfaite de la solidité de l'institution présidentielle. Celle-ci a résisté à l'orage, et

P. de B.

Les fonds manquent pour contrôler l'évolution de la population mondiale, estime l'ONU

LA HAYE
 de notre correspondant

Etabli un premier bilan de la Conférence du Caire de 1994, préparer la session spéciale de l'ONU sur la population qui aura lieu en juin, et lancer un cri d'alarme à la communauté internationale, qui ne respecte pas ses engagements : tels étaient les objectifs de la Conférence de La Haye, qui a réuni du lundi 8 au vendredi 12 février plus de 1 500 délégués de 180 pays, sous la houlette du Fonds des Nations unies pour la population (Fnuap).

En 1994, l'organisme avait élargi ses objectifs, passant de la seule lutte contre la surpopulation à l'accès des femmes aux méthodes de contrôle de la fécondité et aux soins liés à la maternité. « La démographie n'est pas une histoire de chiffres, mais de capacités de la planète à subvenir aux besoins de tous ses habitants », a résumé Nafis Sadik, à la tête du Fnuap, en ouvrant lundi la conférence.

Pas une histoire de chiffres ? Un peu tout de même. Le Fnuap rappelle régulièrement que, si nous étions 3 milliards d'êtres humains en 1960, la population aura doublé cette année. Les experts ont même retenu une date symbolique : le 12 octobre 1999 naîtra

sur la Terre le six milliardième individu. La croissance est déséquilibrée : les pays en voie de développement (4,74 milliards d'habitants) concentrent 97 % de la croissance démographique mondiale.

Le six milliardième individu naîtra le 12 octobre 1999

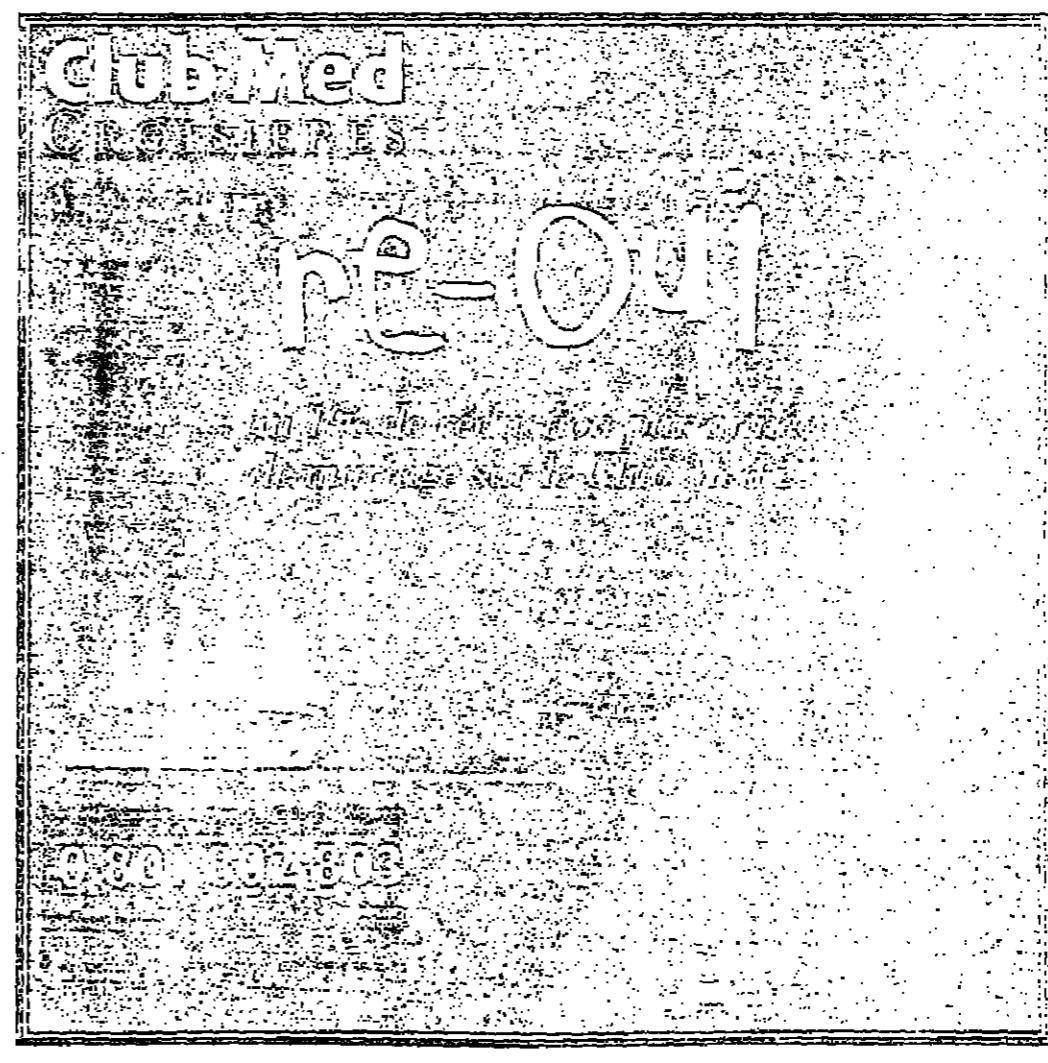
Toutefois, on constate un ralentissement du rythme global de la croissance, de 2 % par an dans les années 60, à 1,3 % de nos jours. Durant cette période, l'usage du planning familial a été multiplié par cinq : environ 60 % des couples mariés ont eu accès à une méthode de contraception en 1995. Si la tendance se poursuit, la population mondiale serait de 10,7 milliards de personnes en 2050. La natalité dans l'Union européenne a, pour sa part, atteint le chiffre de 4,01 millions, contre 4,05 millions en 1997, selon les chiffres révélés, vendredi, par l'agence européenne de statistiques Eurostat, qui ne prévoit pas d'inversion de tendance dans les prochaines années.

« Dans un avenir proche, la natalité continuera probablement à baisser, étant donné le grand nombre de femmes nées en plein « baby boom » au milieu des années 60 qui sortent des tranches d'âge de fécondité optimale, et sont remplacées par un nombre plus faible de femmes nées de 1975 à 1979 », explique Eurostat.

Les Nations unies prévoient que les taux de fécondité baissent plus rapidement et que la population mondiale sera plus vraisemblablement de 8,9 milliards en 2050. Cela alors que les 20 % les plus riches de l'humanité consomment 86 % de tous les biens et services de la planète, tandis que les 5 % les plus pauvres n'en consomment que 1,3 %.

Selon les conclusions du forum, l'opinion publique mondiale a désormais largement pris conscience de la nécessité de contrôler la démographie de la planète, mais les pays riches ne consacrent pas assez d'argent pour changer les choses sur le terrain. « Nous ne pouvons pas trop attendre des gouvernements, nous avons besoin d'autres sources », a estimé l'ambassadeur des Pays-Bas à l'ONU, Nicolas Bleugman, qui présidait le forum de La Haye.

Alain Franco



En Israël, le conflit radicalise entre libéral et ultra-orthodoxes

INTERNATIONAL

LE MONDE / DIMANCHE 14 - LUNDI 15 FÉVRIER 1999 / 5

Le premier tour de l'élection présidentielle en Algérie aura lieu le 15 avril

Le chef de l'Etat promet un scrutin « équitable et transparent »

Le premier tour de l'élection présidentielle anticipée en Algérie aura lieu le jeudi 15 avril 1999, a annoncé, vendredi soir, le président sortant, Lamine Zeroual.

DANS CE QUI RESTERA sans doute comme l'un de ses meilleurs discours télévisés, le président Lamine Zeroual a promis, vendredi soir 12 février, que le scrutin, fixé au jeudi 15 avril 1999, sera « sain et démocratique, libre, transparent et crédible ».

Le chef de l'Etat, qui avait annoncé à la surprise générale, à l'automne 1998, qu'il écourterait son mandat, a consacré l'essentiel de son intervention de vendredi à convaincre que le pouvoir n'avait pas de candidat et qu'il mettrait tout en œuvre pour empêcher la fraude. Reconnaissant que la prise de position d'une douzaine de ministres en faveur d'Abdelaziz Bouteflika, le candidat du FLN, l'ancien parti unique, avait déterminé « le climat de confiance dont doit s'entourer la prochaine élection », M. Zeroual a affirmé que « cela ne saurait amoindrir la garantie que j'ai donnée, devant le peuple, pour un scrutin libre, transparent et crédible ».

Le chef de l'Etat a désavoué ses ministres en estimant que ce type de comportement « doit

mine Zeroual. Au cours d'une allocution télévisée, le chef de l'Etat, qui a décidé d'écourter son mandat, s'est engagé à prendre toutes les me-

asures nécessaires pour que le scrutin soit « équitable et transparent ». Il a appelé l'administration à faire preuve « d'impartialité et de loyauté ».

cesser ». Evoquant l'attitude de l'armée – dont il est le chef au regard de la Constitution – le président algérien a répété que « nul ne peut s'arranger [le droit] de s'exprimer au nom des institutions de l'Etat s'il n'est pas légitimement et légalement habilité à le faire ». Quant à l'administra-

tion, le président Zeroual l'a rappelé à son devoir d'« impartialité ».

Mais le passage le plus remarqué de l'intervention du chef de l'Etat a été celui où il a mis en garde ceux qui, dans la mouvance du pouvoir, seraient tentés, comme le redoutent plusieurs partis politiques, de favoriser la candidature de M. Bouteflika (dont le nom n'a

pas été cité). « Je ne manquerai pas de prendre [...] les mesures qui s'imposent si la tendance à vouloir pervertir le sens de cette élection persiste et si les comportements tendant à dévier ce processus de nos nobles objectifs perdurent », a dit M. Zeroual. Le message de fermeté du chef

Lamine Zeroual : « Je ne manquerai pas de prendre les mesures qui s'imposent si la tendance à vouloir pervertir le sens de cette élection persiste »

de l'Etat a été entendu par la presse de samedi : « Je suis encore là » (Le Matin), « Les énemis de Zeroual » (El Watan, El Khabar), « Les mises en garde de Zeroual » (Liberté), « Zeroual rassure le pays » (La Tribune), « Le président, c'est toujours moi » (Le Jeune Indépendant).

Pour La Tribune, le président Zeroual ne s'est pas exprimé comme un « arbitre » mais

comme le « détenteur des rênes de l'Etat ». Le discours est clair et ne prête pas à interprétations, observe Liberté : Lamine Zeroual a signifié qu'il « ne sera pas le chef d'orchestre d'une compétition électorale fermée ».

Seul Le Matin semble reprocher à Lamine Zeroual de pêcher par excès de démocratie. Dans un éditorial signé de son directeur, le quotidien, le quotidien, reproche des « éradicateurs », écrit : « L'Algérie, qu'il [le chef de l'Etat] n'a pas réussi à relever, doit donc se plier à cet ultime caprice de souverain, celui de subir des « élections propres et honnêtes » auxquelles sont invités, retour de l'histoire, les mêmes auteurs que ceux de 1991 ». Critiquant ce « goût immoderé de la transparence », le journal conclut que « ce caprice est de trop ». Conclusion de L'Authentique, le quotidien du général Betchine (ex-ministre conseiller du chef de l'Etat) : les « 60 jours restants du mandat de Zeroual ne seront pas de tout repos ».

Jean-Pierre Tuquoi

Une dizaine de candidats possibles, dont une femme

La loi électorale algérienne impose de réunir 600 signatures d'élu ou 75 000 signatures d'électeurs. Dans les deux cas, les parrainages doivent provenir de 25 wilayas (départements) différents. Ce filtre devrait réduire à moins d'une dizaine le nombre final de candidats à l'élection présidentielle (comme une bonne trentaine déclarés aujourd'hui). Parmi eux, pourraient figurer :

• **Bélaïd Abdessalam** : C'est le père de l'industrie lourde, un choix économique qui n'est pas étranger aux difficultés actuelles du pays. Silencieux depuis des années, M. Abdessalam partage son temps entre l'Algérie et la France. Son retour sur la scène politique est une surprise. Il aura du mal à réunir les signatures.

• **Hocine Al-Ahmed** : Il est l'un des derniers chefs historiques de la guerre de libération. A ce titre, ce tribun sémiprotagoniste, au parler vrai, bénéficie d'une aura qui dépasse sa Kabylie natale. Parce que le président du FFS a passé ces dernières années en exil volontaire en Suisse, ses détracteurs le surnomment « l'homme de

Lausanne ». • **Abdelaziz Bouteflika** : L'ancien ministre des affaires étrangères de Boumediène, originaire de l'ouest du pays, est catalogué comme « le candidat de l'armée ». Il se présente, lui, comme un « indépendant ». Ses adversaires le respectent. Depuis une vingtaine d'années, il n'est pas intervenu publiquement dans le débat. • **Sid-Almère Ghazouli** : Premier ministre pendant la période-clé 1991-1993, c'est un spécialiste des questions pétrolières. Sa candidature risque de gêner un peu celle de M. Bouteflika. Mais il ne dispose d'aucune assise ni d'aucun parti. La collecte des parrainages ne sera pas facile pour lui.

• **Moutouad Hamroche** : C'est un homme du général (colonel de réserve), mais cet ancien premier ministre du temps du président Chadli incarne la seule vraie tentative pour réformer en profondeur le système algérien. Ses adversaires lui reprochent, à tort, d'avoir fait le lit du FIS.

• **Louisa Hanoune** : Ce sera sans doute la seule femme candidate. Elle est à la tête d'une petite

formation trotskiste, le Parti des travailleurs (PT), et est députée. La retransmission des débats parlementaires à la télévision lui a valu une notoriété qui dépasse, de loin, l'audience de son parti.

• **Ahmed Taleb Ibrahimi** : Ministre pendant plus de vingt ans sous Boumediène et, plus brièvement, sous Chadli, ce fin lettré aux allures d'aristocrate revendique le double héritage de la révolution algérienne et de l'islam. Il devrait bénéficier des suffrages des islamistes.

• **Youssef El Khatib** : Ancien colonel de l'armée de libération (wilaya 4), c'est un homme respecté et intégral. Adversaire de Zeroual, ce député de la présidence Zeroual défend les valeurs morales, des pères de l'indépendance, perverties ensuite, selon lui, par le système.

• **Mahfoud Nahman** : Il a réussi à récupérer une partie de l'électorat de l'ex-FIS. Arrivé en deuxième position à la présidentielle de 1995, cet islamiste « modéré », tout en rondeur, a pratiqué, depuis, un jeu subtil, un plaid au gouvernement, un pied dans l'opposition.

L'islam est devenu majoritaire en Côte-d'Ivoire

ABIDJAN
de notre correspondant

C'est le deuxième ramadan d'Abdoulaye Aouon. Il y a deux ans, ce petit homme de trente-

REPORTAGE

« C'est une religion sans discrimination : si Bédié est en retard, il reste derrière »

neuf ans était encore l'héritier d'une famille profondément animiste, dont les hommes étaient chargés d'entretenir les masques sacrés du village, en pays guéré, dans l'ouest de la Côte-d'Ivoire. Le 5 octobre 1997, il a pris le nom d'Abdoulaye et s'est converti à l'islam, le premier de son village. Mais son cas n'est pas isolé. Comme le dit le père Simeon Atsain, un prêtre catholique, membre de la commission chargée des relations avec les non-chrétiens : « L'islam est majoritaire en Côte-d'Ivoire, même si certains, y compris des évêques, ne veulent pas l'admettre. » Une majorité relative, puisque les disciples du Prophète représentent entre 30 % et 40 % de la population, contre 15 % à 20 % de catholiques.

Dans ce pays d'Afrique de l'Ouest comme dans d'autres, l'islam gagne du terrain de plusieurs manières. Par le jeu de la démographie, par celui des migrations qui amènent les communautés sahéliennes, plus anciennement converties, vers les côtes atlantiques, mais aussi par les conversions. Le phénomène est discret ; il est impossible d'en déterminer l'importance statistique. L'imam Diguiba Cissé dirige la prière à la mosquée du Plateau, le quartier des affaires d'Abidjan. Il affirme recevoir au moins « un nouveau

converti chaque semaine », le vendredi, lorsque les fidèles se réunissent sur le parking de l'hôtel de ville d'Abidjan, en attendant que la Grande Mosquée, depuis longtemps promise par le gouvernement ivoirien, soit enfin terminée.

« Il n'y a pas de prosélytisme, d'action des musulmans envers les non-croyants », explique l'imam Cissé. « La plupart des conversions sont le résultat de recherches personnelles. » Le père Atsain ne le contredit pas, qui estime que les musulmans ne pratiquent pas le « braconnage » de fidèles, contrairement aux sectes protestantes, d'origine américaine ou africaine. Mais il remarque que de nombreuses conversions sont consécutives à des mariages. Il se souvient d'un imam qui lui avait dit lors d'une réunion interconfessionnelle : « C'est un musulman qui très croit qui tolère que sa femme ne se convertisse pas. »

Abdoulaye Aouon retrace ainsi le chemin qui l'amène à l'islam : « J'étais venu à Abidjan pour faire du jardinage. Je travaillais chez un monsieur du nom de Zoumana Traoré. Quand la société qui m'employait a fait faillite, il m'a même payé mon permis de conduire, moi qui n'avais rien. J'ai voulu être son vrai frère. C'est ce qui m'a amené à l'islam. » Depuis, Abdoulaye a abandonné son patronyme guéré et se fait appeler du nom de son bienfaiteur : Traoré.

CHANGEMENTS DE NOM La progression de l'islam en dehors des ethnies qui lui sont traditionnellement associées est souvent masquée par ces changements de nom. En Côte-d'Ivoire, la religion du Prophète a d'abord été celle des Dioulas, ces marchands mandingues d'abord éta-

bis dans le nord du pays. Les convertis d'autres ethnies ont souvent pris des patronymes dioula comme Traoré, Touré, Coulibaly...

Aujourd'hui, l'imam Diguiba Cissé décourage ces renoncements. « Dieu a créé les ethnies pour quelque chose. Les hommes sont aussi définis par leur arbre généalogique. L'association d'un prénom musulman à un nom [qui n'est pas de tradition islamique] les place à un carrefour. » Et l'Imam s'engouffre de compter parmi ses fidèles des Ismaïl Nguessan ou des Mohamed Koffi, nom baoulé, de l'éthnie du président Houphouët-Boigny, qui embrassa la foi catholique avec une ardeur dont témoigne encore la basilique de Yamoussoukro.

RIVALITÉ FAROUCHE Ismaïl Konan est d'origine baoulé. Ses parents étaient animistes. Ils adoraient le fleuve de son village. Scolarisé, devenu technicien en électronique, Ismaïl a rencontré les limites de l'animisme : « qui se limite au monde d'ici-bas » et, suivant l'exemple d'autres membres de sa famille, a choisi l'islam plutôt que le catholicisme, pourtant présent dans son village. « C'est une religion qui n'a pas de discrimination de race, de condition. Quand vous êtes en prière, si Bédié [l'actuel président ivoirien, par ailleurs catholique] arrive en retard, il reste derrière. »

En Côte-d'Ivoire, la problématique religieuse se double d'animosities ethniques et politiques. Depuis la mort de Félix Houphouët-Boigny, en décembre 1993, une rivalité farouche oppose le président Henri Konan Bédié à l'ancien premier ministre Alassane Dramane Ouattara, un musulman originaire du nord du pays. Le camp présidentiel est convaincu

que la plupart des imams sont favorables à M. Ouattara et tente de favoriser – sans grand succès – une association islamique présidée par un député de la majorité. Par ailleurs, il est reproché à l'ancien ministre d'être d'origine burkinabé, et les factions les plus fidèles du parti au pouvoir jouent souvent sur les réflexes xénophobes associant musulmans et étrangers. La Côte-d'Ivoire compte environ 4 millions d'étrangers, et ces immigrants viennent en grande partie de pays presque totalement islamisés, comme le Mali ou la Guinée.

Ce stigmate n'a pas fait reculer Ismaïl Konan ou Abdoulaye Aouon. Pour eux, l'islam prend mieux en compte les réalités de l'Afrique. Pour guérir les malades ou prédire l'avenir, on peut passer du féticheur au marabout. Les deux hommes sont monogames et entendent le rester, mais dans un pays où la polygamie est répandue dans presque toutes les communautés, l'islam part avec une longue d'avance au catholicisme.

« Quand nous devons convertir un polygame, c'est toute une histoire, soupire le père Atsain. Il faut qu'il renonce aux autres femmes tout en assurant leur subsistance. » En revanche, « l'islam n'institute ni ne refuse la polygamie traditionnelle : il l'admet », dit en souriant l'imam Cissé.

Et surtout, souligne-t-il, l'avancée de l'islam en Afrique « a été le fait des Africains eux-mêmes. Ici en Côte-d'Ivoire, il y a de plus en plus d'imams ivoiriens, bien formés, qui prêchent dans la langue des croyants. Contrairement à ce qu'on nous reproche, nous n'avons pas besoin d'étrangers, qui ne connaissent pas nos réalités. »

Thomas Sotinel

Oskar Lafontaine appelle à une relance budgétaire en Europe

BONN. Le ministre allemand des finances, Oskar Lafontaine, a appelé les onze pays de la zone euro à réagir vite par des moyens budgétaires – au fléchissement de l'économie internationale. Dans un memorandum adressé à ses collègues européens, rendu public vendredi 12 février à Bucarest, le ministre envisage « le recours à des mesures budgétaires, car ne rien faire pourrait finir par coûter très cher » dans le contexte actuel de baisse de la demande mondiale.

Le texte ne dit pas quelles « mesures budgétaires » sont envisagées. Le ministère allemand des finances a toutefois démenti les rumeurs selon lesquelles il souhaiterait favoriser le déblocage de vastes programmes de dépenses à l'échelle européenne. Dans son memorandum, Oskar Lafontaine vise par ailleurs – sans la nommer – la Banque centrale européenne (BCE) : « Si les autorités monétaires ne peuvent trouver une réponse au choc négatif sur la demande, d'autres options politiques doivent être envisagées. »

■ Le chancelier Schröder a attaqué son ministre de l'environnement, le Vert Jürgen Trittin, qui a adopté une attitude très combative dans le dossier de l'abandon du nucléaire. Celui-ci ne doit pas avoir l'impression qu'il peut imposer ses seuls intérêts « par ordre du maître », a déclaré le chancelier à la télévision publique ZDF vendredi 12 février. Cetta façon d'agir « ne peut être acceptée que par une petite minorité », a-t-il averti. (AFP)

Les Européens font de moins en moins d'enfants

BRUXELLES. Le nombre de naissances dans l'Union européenne est revenu en 1998 à son niveau de 1995, soit le plus bas depuis l'après-guerre, a indiqué vendredi 12 février l'Office statistique des Communautés européennes (Eurostat). Le nombre de bébés nés en 1998 est tombé à près de 40,000 millions, soit à peu près le même chiffre qu'en 1995. En 1997, le nombre de naissances était de 40,5 millions. Eurostat ne s'attend pas à une reprise des naissances. Les femmes nées lors du « baby boom » des années 60 sont en train de devenir quadragénaires et celles de la génération suivante, nées entre 1965 et 1975, sont beaucoup moins nombreuses. L'évolution est inégale selon les pays. En 1998, les naissances ont diminué fortement en Allemagne, Grèce, Finlande et Autriche, alors qu'elles ont augmenté en France et aux Pays-Bas. L'Irlande a le taux de natalité le plus élevé (environ 14 bébés pour 1 000 habitants) et l'Espagne le plus bas (9,3 pour 1 000). La moyenne européenne est de 10,7 bébés pour 1 000 habitants. (AFP)

Jean Paul II est invité à effectuer sa première visite en terre orthodoxe

LE PAPE JEAN PAUL II a officiellement été invité par le patriarche orthodoxe Teocist à effectuer une visite en Roumanie, a indiqué le patriarche roumain, vendredi 12 février, à Bucarest. Cette visite, si elle a lieu, serait la première du Saint-Père en terre orthodoxe. « Des représentants des deux Églises se rencontreront prochainement pour fixer la date du voyage papal, et il est fort probable que la visite aura lieu en mai », a-t-on précisé de même source. Le saint-synode de l'Église orthodoxe avait autorisé, début février, Mgr Teocist à adresser une invitation à Jean Paul II, « compte tenu des relations œcuméniques internationales et de la récente lettre de Sa Sainteté qui exprime son souhait de se rendre prochainement » dans ce pays. Le patriarche estimait jusqu'à présent qu'une visite du pape était « inopportune, tant que les désaccords patrimoniaux avec les unités (catholiques de rite oriental) ne seraient pas réglés par la voie du dialogue ». La percée actuelle a été possible après l'abandon par le Vatican de certaines exigences, notamment la restitution des églises confisquées aux unités par le régime communiste en 1948 et attribuées aux orthodoxes. (AFP)

DÉPÉCHES

■ CISJORDANIE : le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, a rappelé vendredi 12 février, que les Palestiniens étaient disposés à une confédération avec la Jordanie. « Nous avons une décision du Conseil national palestinien (CNP, l'instance suprême de l'OLP). Nous sommes prêts à créer une entité confédérée avec la Jordanie, si (les jordaniens) le souhaitent », a déclaré M. Arafat, qui s'adressait à quelque 2 000 militants de son mouvement, le Fatah, dans la ville autonome d'Hébron, dans le sud de la Cisjordanie. C'est en 1988, dans la déclaration d'indépendance palestinienne adoptée par le CNP réuni à Alger, que l'OLP s'était prononcée pour une confédération jordanie-palestinienne. (AFP)

■ CÔTE-D'IVOIRE : Robin Cook et Hubert Vedrine devraient faire une brève tournée commune en Afrique de l'Ouest les 10 et 11 mars. Le secrétaire au Foreign Office et le ministre français des affaires étrangères se rendront au Ghana et en Côte-d'Ivoire, où ils présideront une réunion des ambassadeurs britanniques et français de la région. Cette visite permettra essentiellement de promouvoir l'institution d'un mécanisme de prévention des conflits au moment où le Royaume-Uni et la France sont impliquées à des degrés divers dans le maintien de la paix en Sierra Leone et en Guinée-Bissau. (Corresp.)

■ ÉTATS-UNIS : le département du commerce américain exige le versement de droits supplémentaires sur les actes en provenance du Brésil et du Japon. L'administration américaine a justifié cette décision par l'impact particulièrement négatif sur la sidérurgie aux É

Spéciale

FRANCE

LE MONDE / DIMANCHE 14 - LUNDI 15 FÉVRIER 1999 / 7

Mme Comparini cherche à tirer ses orientations budgétaires de l'isolement

Les millonistes rejettent l'appel au dialogue

CHARBONNIÈRES-LES-BAINS (Rhône)

de notre envoyé spécial

Anne-Marie Comparini (UDF), présidente du conseil régional Rhône-Alpes, a présenté, vendredi 12 février, ses orientations budgétaires pour 1999. La politique que le nouvel exécutif entend mettre en œuvre s'inscrit dans le prolongement de celle conduite par Charles Millon avant mars 1998, « dans le respect des engagements pris auprès des Rhônalpins » lors de la campagne des élections régionales.

Amontant le maintien des taux de la fiscalité à leur niveau actuel pour la durée de la mandature et des inscriptions annuelles d'emprunt ne dépassant pas 1 milliard de francs, Mme Comparini défend une ligne de conduite budgétaire « raisonnable ».

Ses objectifs sont de préparer les jeunes, de les accompagner vers l'emploi, de contribuer à la création d'emplois nouveaux ainsi qu'à l'apparition de nouvelles activités et de soutenir l'aménagement du territoire. Soucieuse d'ouvrir un large dialogue avec l'ensemble des élus républicains et avec les acteurs de la région, la présidente annonce le lancement d'*«initiatives transversales concertées»*.

Après neuf mois de troubles, Mme Comparini ne peut compter, pour l'instant, que sur le soutien sans faille de l'UDF. Philippe Langenieux-Villard, président du groupe RPR, a mis en garde « ceux qui refuseront ou refuseraient en bloc ce rapport d'orientation budgétaire », car ils prendraient « la responsabilité de laisser l'exécutif aux mains de la minorité socialiste », mais il a appelé, en même temps,

les partisans de Charles Millon à démontrer, « au-delà des péripéties récentes, qu'il existe en Rhône-Alpes une majorité réelle, déterminée à engager une politique d'initiatives, de responsabilité et d'innovation ».

Au nom des partisans de l'ancien président, Etienne Blanc a rejeté cet appel et dénoncé un budget « sans ambition », qui risque d'amener la région à « vivre » en suivant les idées des « adversaires » socialistes.

BESOIN DE CLARIFICATION

Prenant ses distances avec « une cogestion de fait entre une partie de la droite, qui dirige l'exécutif, et une partie de la gauche, qui dirige le délibératif », le groupe communiste, par la voix de son président, François Auguste, a émis le souhait que le vote du budget « permette une clarification politique ». Les communistes ne pratiqueront pas, toutefois, la politique de la chaise vide et ils entendent participer aux groupes de travail créés dans le cadre des initiatives « transversales ».

« Nous ne sommes pas pour le budget de Charles Millon ni pour celui d'Anne-Marie Comparini » ; présentant une opposition « claire et constructive », les socialistes critiquent des orientations « trop fâcheuses », notamment pour la politique de la ville, le développement économique et la formation. Pour Jean-Jack Queyranne (PS), il existe une possibilité de « gagner des marges budgétaires » en réaménageant la dette et en lancant un grand emprunt sur une longue durée, auquel seraient associées les grandes collectivités de la région.

Vincent Charbonnier

Les médecins évitent les pénalités malgré les dérapages de 1998

Martine Aubry veut négocier un nouveau mécanisme de sanction

Mme Aubry a annoncé, vendredi 12 février, qu'elle va négocier avec les syndicats médicaux un nouveau mécanisme de responsabilisation financière. La ministre

de la solidarité a suspendu toute sanction pour 1998, mais 10 % des praticiens seront contrôlés en 1999, notamment les cardiologues et les ophtalmologues.

peu coûteuses, formation continue (nouvelle suivie). Ce nouveau dispositif devait être introduit dans la loi de financement de la Sécurité sociale pour 2000, « nous avons quatre mois pour le préparer », a-t-elle dit.

Sans attendre, elle a demandé aux caisses d'assurance-maladie de renforcer le contrôle individuel des médecins dont l'activité et leurs prescriptions sont très élevées.

ÉVALUER LE « SERVICE RENDU »

Mme Aubry a annoncé que 10 % des praticiens libéraux seront contrôlés par un médecin-conseil de la Sécurité sociale en 1999. Comme elle l'a fait avec les cardiologues, elle va ouvrir des discussions avec les secteurs où les dépenses ont le plus progressé en 1998 (cardiologues, ophtalmologues, cliniques, laboratoires de analyses).

Doutant de l'efficacité d'un système s'appliquant à tous les médecins, elle prévient : « Nous toucherons ceux qui dérapent fortement, individuellement et spécifiquement ».

Une réforme de la politique du médicament est aussi à l'ordre du jour. Dans le bilan de la Caisse nationale d'assurance-maladie en 1998, Mme Aubry a tenu à dénoncer ces prévisions « catastrophiques », tout en reconnaissant que la forte croissance en 1998, des mesures d'économies et un surcroit de recettes de CSG (2,6 milliards de francs, 396 millions d'euros) ont permis d'éponger une grande partie du dérapage : au bout du compte, la dévise de 9 milliards de francs ne se traduira que par un déficit actu d'environ 2 milliards (304,87 millions d'euros), qui le portera à 15 milliards de francs (2,28 milliards d'euros) pour l'ensemble du régime général (maladie, retraites, famille). Il n'est pas sûr qu'une telle situation se reproduise en 1999.

Jean-Michel Bezat

DÉPÈCHES

■ ÉLECTIONS EUROPÉENNES : Michel Rocard a annoncé, vendredi 12 février, sur Europe 1, qu'il sera « assez vite placé » derrière François Hollande sur la liste socialiste aux élections européennes. Interrogé sur la troisième place qu'il pourrait occuper, il a répondu : « C'est une évidence. » L'ancien premier ministre a rappelé que la deuxième place était réservée à une femme. M. Rocard était la tête de liste socialiste aux élections européennes de 1994 ; il avait recueilli 14,49 % des voix.

■ AGRICULTURE : Alain Juppé a invité le gouvernement, vendredi 12 février, « à défendre avec la détermination nécessaire un modèle européen d'agriculture qui, au fil des années, a pris valeur d'exemple : l'exemple même de l'union et de la solidarité ». Envoquant le « dossier délicat » de la politique agricole commune, dans une « tribune » du Figaro du 12 février, le maire (RPR) de Bordeaux regrette que « les Etats membres [aient] manqué de fermeté », alors que « la Commission est en passe d'imposer sa vision de la politique agricole européenne, qui priviliegié de nouvelles et fortes baisses de prix des productions ». L'ancien premier ministre juge que « la re-nationalisation de la PAC (...) constituerait en particulier un recul inacceptable ».

■ EMPLOIS-JEUNES : le programme emplois-jeunes doit « passer à une action mieux construite et encore plus collective », recommande une étude sur leur « mise en œuvre locale » publiée, vendredi 12 février, par la direction de la recherche du ministère de l'emploi (Dares). La Dares suggère aux « pilotes » chargés d'animer ces emplois-jeunes d'*«aller au-devant»* des petits employeurs, qui restent « hésitants ». Des fonctionnaires en charge du programme sur le terrain expérimentent « souvent la crainte » d'une « pression pour faire du chiffre » de la part des préfets. En outre, la Dares estime que la plupart des projets « ne sont pas réellement innovants », même si ces nouveaux emplois représentent un « grand progrès » par rapport aux travaux d'utilité collective et aux contrats emploi-solidaire.

306 PEUGEOT, POUR ÉVOLUER AVEC SON TEMPS

11814,80€
soit 77 500 F TTC

ABS,
DOUBLE AIRBAG,
DIRECTION
ASSISTÉE

RÉSEAU PEUGEOT PARIS - ILE-DE-FRANCE

Jean-Christophe Cambadélis, numéro deux du PS, comparaîtra en correctionnelle

Il est soupçonné d'avoir été employé fictivement par un gestionnaire de foyers d'immigrés

Un juge d'instruction parisien a décidé, mercredi 10 février, de renvoyer devant le tribunal correctionnel de Paris par le juge d'instruction parisien Henri Pous dans une affaire de rémunérations fictives. M. Cambadélis, aujourd'hui membre du bureau national du PS, chargé des relations extérieures et des fédérations, avait été mis en examen, le 8 novembre 1996, pour « recel d'abus de biens sociaux ».

L'ACTUEL numéro deux du Parti socialiste, Jean-Christophe Cambadélis, a été renvoyé, mercredi 10 février, devant le tribunal correctionnel de Paris par le juge d'instruction parisien Henri Pous dans une affaire de rémunérations fictives. M. Cambadélis, aujourd'hui membre du bureau national du PS, chargé des relations extérieures et des fédérations, avait été mis en examen, le 8 novembre 1996, pour « recel d'abus de biens sociaux ».

La justice le soupçonne d'avoir perçu, entre 1993 et 1995, près de 500 000 francs de salaires injustifiés de l'AGOS, un organisme dépendant de l'Agence des foyers et résidences hôtelières privées (AFRP), dont le président, Yves Laisné, ancien cadre du Front national dans les années 70, est également renvoyé devant le tribunal pour « abus de confiance, abus de

mémo du Parti socialiste. Mis en examen, en 1996, pour « recel d'abus de biens sociaux », M. Cambadélis est soupçonné d'avoir perçu, entre

1993 et 1995, des salaires injustifiés d'un organisme gérant des foyers de travailleurs immigrés, présidé par un ancien cadre du Front national.

quidation judiciaire le 10 mai 1996.

Après son « raid » manqué, M. Laisné a fait appel, début 1993, à Jean-Christophe Cambadélis comme chargé de mission à mi-temps, chargé d'un travail de conseil en communication. L'actuel numéro deux du PS vient alors de perdre son mandat de député du 19^e arrondissement de Paris. Il perçoit grâce à cet emploi un salaire mensuel de 14 000 francs. Au cours de l'enquête, M. Cambadélis a assuré avoir fourni de réelles prestations à l'AFRP sans pour autant être en mesure de fournir de preuves tangibles de ce travail. Ces affirmations ont semble-t-il, été confirmées par M. Laisné au cours de l'instruction.

Par ailleurs, la collaboration entre les deux hommes n'a pas manqué d'étonner au regard de leurs engagements politiques respectifs. Fondateur du Manifeste

contre le Front national et coauteur, en 1993, d'un ouvrage analysant le mouvement lépéniste.

M. Cambadélis paraissait peu inclin à travailler avec un ancien membre du comité central du Front national qui a quitté le parti d'extrême-droite en 1977. Interrogé par *Le Monde*, en 1995, M. Cambadélis avait souligné à propos de son employeur : « Il m'avait dit que, par le passé, il avait été violentement anticommuniste. Tout le monde a fait des erreurs de jeunesse. »

Réagissant, vendredi 12 février, à l'annonce du renvoi de Jean-Christophe Cambadélis devant le tribunal, le secrétaire national du PS, François Hollande, a indiqué : « La justice doit passer. Elle établira s'il y a des raisons à une action pénale et s'il n'y a pas, elle l'acquittera. »

Jacques Follorou

Les chiffres de la délinquance de 1998 orientés à la hausse

APRÈS trois années de baisse, la délinquance a augmenté de 2,06 % en 1998, par rapport à 1997, selon les chiffres rendus publics, vendredi 12 février, par la police nationale et la gendarmerie. Le nombre de crimes et délits constatés s'est élevé à 3 565 525 en 1998 contre 3 493 442 en 1997. Malgré ce résultat, l'année 1998 reste la troisième « meilleure année » de la décennie après 1996 et 1997, a souligné Didier Cuitaux, le directeur général de la police nationale.

Ces statistiques rassemblent les données collectées par les quelque 7 000 services de police et de gendarmerie, à partir des procès-verbaux de police judiciaire. Sur l'ensemble des faits enregistrés, 74,24 % l'ont été par la police nationale, et 25,76 % par la gendarmerie en charge des zones rurales et périurbaines. Les vols représentent près des deux tiers des infractions. Les infractions

économiques et financières constituent 8 %, les atteintes aux personnes 6,2 % et les autres infractions dont les stupéfiants, 21,47 %.

ILE-DE-FRANCE EN TÊTE

Les vols, qui étaient en baisse sensible en 1997 (- 3,72 %), ont augmenté de 2,10 % en 1998 (+ 5,5 % pour les vols avec violences, sans arme à feu). Les infractions économiques et financières ont, quant à elles, diminué de 2,74 %. Les crimes et délits contre les personnes sont orientés à la hausse (2,78 %), tout comme les infractions à la législation sur les stupéfiants (6,78 %). Avec 1 105 000 doses saisies, l'ecstasy connaît la hausse la plus spectaculaire (458 %), confirmant ainsi les analyses de l'Observatoire géopolitique des drogues.

La délinquance de voie publique progresse de

1,31 %, représentant 55 % des crimes et délits. Les résultats de 1998 réaffirment également la hausse importante du nombre de mineurs mis en cause : elle est de 11,23 %, contre 7,38 % en 1997. En 1998, les mineurs représentent 21,77 % du total des personnes mises en cause contre 19,37 % en 1997.

La géographie criminelle conserve la même physionomie. Quatre régions - l'Île-de-France, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Rhône-Alpes, Nord-Pas-de-Calais - regroupent 55,25 % de la totalité des faits constatés. En Île-de-France, seuls les Hauts-de-Seine (- 2,71 %) et le Val-d'Oise (- 1,07 %) échappent au mouvement de hausse. En 1998, un peu plus d'une infraction sur quatre en métropole a été constatée en Île-de-France.

Pascal Ceaux

Sanctions aux RG des Yvelines après le saccage du bureau de Dominique Voynet

À LA SUITE de l'invasion du bureau de Dominique Voynet, la ministre de l'environnement par une centaine d'agriculteurs en colère, lundi 8 février, (*Le Monde* du 10 février), le directeur départemental des renseignements généraux (RG) des Yvelines, André Lacaze, devrait faire l'objet d'une mesure de sanction. Convoqué mardi 16 février par l'administration, il devrait être contraint de quitter son poste.

Alertés par la gendarmerie des risques de désordre liés à la manifestation des agriculteurs et de la cible que pouvait constituer Dominique Voynet, les RG des Yvelines sont soupçonnés de ne pas avoir transmis l'information rapidement à leurs collègues policiers parisiens. Selon une source policière, le renseignement des gendarmes avait cependant eu « au moins sept ou huit destinataires ».

DÉPÉCHES

■ EXCISION : Favocat général Philippe Bilger a requis, vendredi 12 février, à la cour d'assises de Paris, sept ans de prison à l'encontre de Hawa Gréou, une Malienne de cinquante-deux ans accusée d'avoir excisé quarante-huit fillettes. Vingt-six parents de victimes, poursuivis pour « complicité de violences volontaires sur mineures de quinze ans ayant entraîné une mutilation », se voient réclamer une peine de cinq ans d'emprisonnement avec sursis. Hawa Gréou, qui est en détention provisoire depuis bientôt cinq ans, avait déjà été condamnée en 1994, à une peine d'un an d'emprisonnement avec sursis pour des faits similaires.

■ ÉDUCATION : de 3000 à 4000 enseignants d'Île-de-France ont manifesté, vendredi 12 février à Paris, pour réclamer la démission du ministre de l'éducation nationale, Claude Allègre, et l'arrêt de ses réformes. Ce défilé a réuni des professeurs du second degré dont la plupart défilait sous la bannière de leurs établissements et d'autres derrière des banderolles syndicales (SNES, SUD, SGEN-CFDT, CGT, CNT). Selon le ministère, 14 à 18 % des enseignants de collèges et lycées d'Île-de-France étaient en grève vendredi 12 février.

■ AVALANCHES : cinq personnes, évitant hors-piste sont mortes vendredi 12 février dans deux coulées de neige aux Arcs et à Val-d'Isère (Savoie). Aux Arcs, trois skieurs ont été ensevelis et à Val-d'Isère, deux surfeurs ont trouvé la mort. Les deux avalanches, qui ont eu lieu peu après 15 h 00, se sont produites quatre jours après la catastrophe des hameaux du Tour et de Montroc, près de Chamonix (Haute-Savoie), qui a fait douze morts.

■ AVIATION : un Airbus A-320 d'Air France, avec 165 passagers à bord, a été heurté, vendredi 12 février, par un planeur au cours de la phase d'approche de l'aéroport de Montpellier (Hérault), sans faire de victime. L'accident s'est produit au-dessus du pic Saint-Loup, une montagne située à moins de dix minutes à vol d'oiseau de l'aéroport de Montpellier, et fréquentée par de nombreux planeurs en raison des vents portants.

■ POLICE : un rapport préconise d'affecter une partie des 13 000 CRS et des 17 000 gendarmes mobiles dans les départements dits « sensibles ». Ce document de juillet 1998, commandé par Lionel Jospin et publié par *Libération* (samedi 13-dimanche 14 février), révèle que la mission originelle de ces forces mobiles - en l'occurrence le maintien de l'ordre - ne représente plus que 13 % de l'activité des gendarmes mobiles et 18 % de celle des CRS.

EN SEURTEUR CHEZ CITROËN

ABS

4 COUSSINS GONFLABLES DE SÉCURITÉ

XSARA CLIM 89 500 F

XANTIA CLIM 113 000 F

SAXO **À PARTIR DE 49 900 F**

PEINTURE MÉTALLISÉE

AIR CONDITIONNÉ RÉGULÉ

(*) Client achète 6 600 F à la valeur de reprise de votre véhicule pour l'achat d'une Saxo 1.6i 8 portes neuve. La valeur de reprise est calibrée en fonction de l'âge du client et de l'âge du client au moment de l'achat. Celle non cumulable, réservée aux particuliers, vaut pour un véhicule d'une cylindrée inférieure ou égale à la Saxo 1.6i 8 portes neuve, dans les points de vente Citroën.

CITROËN

LE PROCÈS DU SANG CONTAMINÉ

LE MONDE / DIMANCHE 14 - LUNDI 15 FÉVRIER 1999

La Cour s'interroge sur l'absence de sélection des donneurs de sang de 1983 à 1985

La circulaire de juin 1983 qui demandait l'exclusion des « groupes à risque » n'a jamais été appliquée, d'où le nombre de contaminations en France. « Ce serait une illusion de croire que les directives peuvent s'imposer sans heurts à la corporation libérale des médecins », a commenté M. Fabius

QUAND la passion et la colère grondent, faut-il répéter une vérité dix fois, cent fois pour qu'elle soit finalement entendue ? Ce que dit Michel Setbon aux juges de la Cour de justice, vendredi 12 février, qui voulait l'écouter au plus fort de l'affaire, il y a six ou huit ans ? En 1991, ce chercheur au CNRS a acheté une enquête comparative, fruit de deux années de recherche portant sur la mise en place, en 1985, des politiques de dépistage systématique au cours de dons de sang dans trois pays européens : la Suède, la Grande-Bretagne et la France. Et sa conclusion tombe : « Il n'y a pas de relation de cause à effet entre la mise en place des tests de dépistage et les contaminations. »

Généralisé en août 1985 dans l'Hexagone et deux mois plus tard en Suède et en Grande-Bretagne, le dépistage obligatoire, explique ce chercheur, n'a pas empêché la France de comptabiliser un nombre infiniment plus important de contaminations par transfusions (treize fois plus de cas qu'en Grande-Bretagne). Pourquoi ? Michel Setbon rappelle qu'il existait, bien avant la mise au point des tests, « un autre moyen tout aussi efficace » de prévention des contaminations par transfusion : la sélection des donneurs de sang. Retenu dans les trois pays, cette disposition a donné lieu, en France, à l'établissement d'une circulaire du secrétariat d'Etat à la santé le 20 juin 1983, qui a été adressée aux centres de transfusion sanguine (CTS). La Grande-Bretagne et la Suède ont appliquée cette mesure d'exclusions des sujets « à risque ». « de façon effective et rigoureuse ». La France ne l'a pas mise en œuvre.

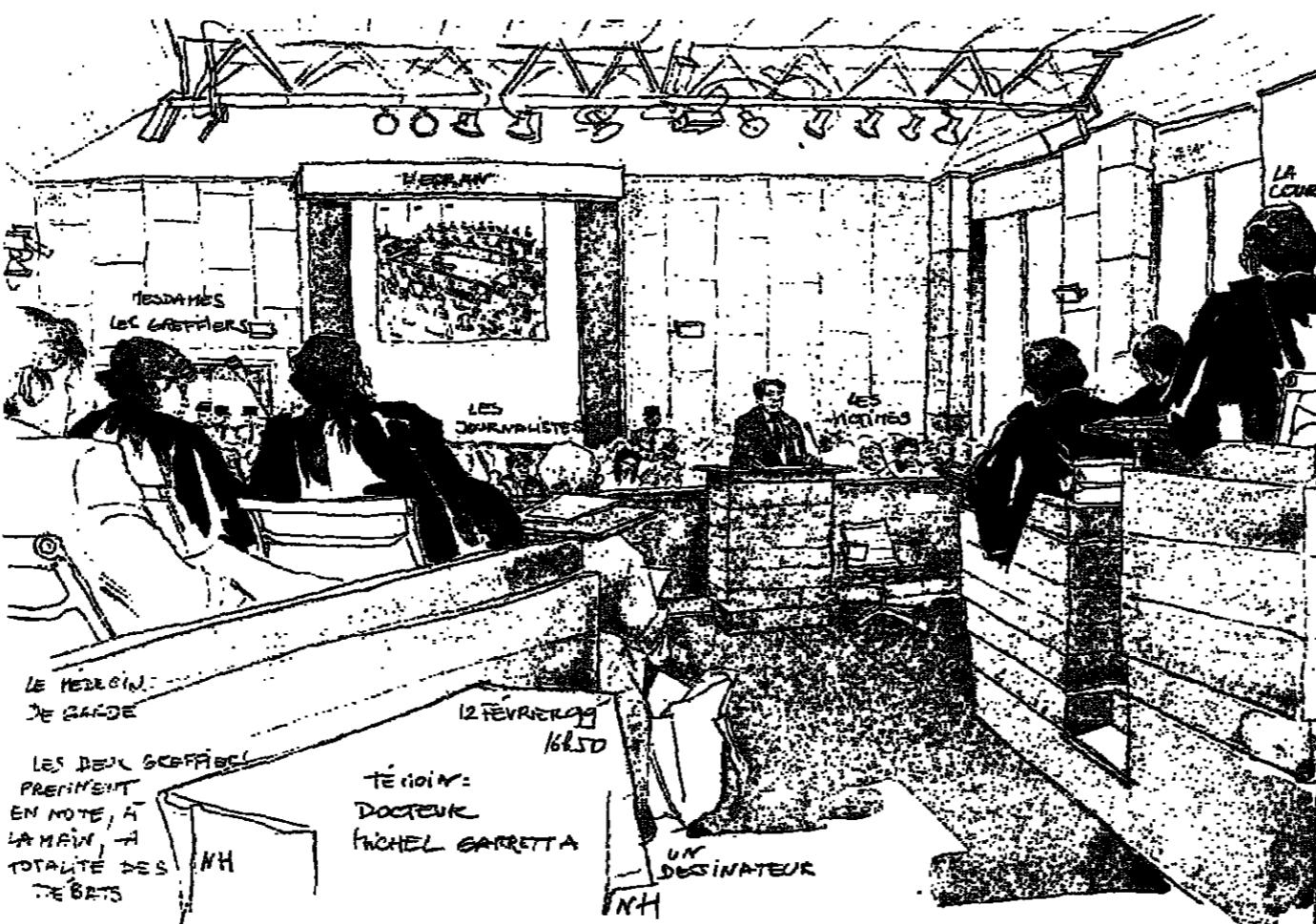
« LE MALADE ET LE MÉDECIN »
C'est précisément cette inapplication par la communauté transfusionnelle française qui est reprochée à l'ancien secrétaire d'Etat à la santé, Edmond Hervé. Le parquet général demande des comptes. Pourquoi cette circulaire n'a-t-elle pas été appliquée ? « Nous touchons à la relation singulière entre le malade et le médecin », explique Edmond Hervé. Soulignant qu'une circulaire de rappel a été adressée au CTS en janvier 1985, l'ancien ministre souhaite dire, plus généralement, combien l'interventionnisme étatique est généralement mal accepté, en France, par les médecins.

« Cet arrêté était aussi difficile parce qu'il désignait des catégories à risque [NDLR : les homosexuels, les tondomane] », ajoute le procureur général Jean-François Burgevin. Mais, à sa droite, l'avocat général Roger Lucas trouve l'explication un peu courte. Membre de la hiérarchie judiciaire, ce magistrat du parquet a, dit-il, lui aussi reçu « des directives du ministère de la justice sous forme de circulaires ». « Et dans les mois qui suivent, affirme-t-il, je recevais toujours un rappel me demandant de faire un rapport sur [leur] mise en œuvre. »

De la part de l'avocat général, c'est peut-être en faire un peu trop. Le 13 janvier 1984, a déjà observé la cour, Myriam Ezratty, directrice de l'administration pénitentiaire, nommée par la suite première présidente de la cour d'appel de Paris, a précisément signé une circulaire visant à encourager les collectes en milieu carcéral, qui furent l'une des principales causes de contaminations. Or personne, ni au ministère de la justice ni à la santé, n'eut la présence d'esprit de relever la contradiction majeure entre cette circulaire et les précautions sanitaires édictées par la circulaire du 20 juin 1983.

Laurent Fabius, assez à l'aise dans son costume à nouveau gris clair après sa journée d'explications en marine profond, intervient. Si la hiérarchie judiciaire doit naturellement se fier aux directives d'Etat, dit-il en substance, « ce serait une assez grande illusion de croire que ces mêmes directives puissent s'imposer sans heurts à la corporation libérale des médecins ». Le procureur général fait cette seule observation : en 1983, dans aucun pays, pour cette mesure « technique », la politique n'était imposée.

Ancien médecin au Centre natio-



nal de transfusion sanguine (CNTS) chargé des questions médicales et scientifiques, Bahman Habibi s'avance maintenant à la barre. Accompagné de son avocat, il est le premier d'une longue série de témoins qui sont mis en examen dans le volet « non ministériel » de l'affaire instruit par la juge parisienne Marie-Odile Bertella-Geffroy qui devraient savoir bientôt s'ils seront ou non renvoyés devant une juridiction. Comme sept autres témoins, ce spécialiste d'immuno-hématologie ne souhaite pas témoigner contre te-

nu de sa situation judiciaire. Contraint par la cour, il accepte de prêter serment. Par « respect envers les victimes » et parce qu'il est « un homme innocent ».

« CAUSES CULTURELLES »

Bahman Habibi veut souligner deux « causes culturelles » du drame du sang contaminé en France. D'une part, « la tradition française d'intégration et de non-exclusion des personnes, forgée par l'école », qui « incite à ne pas marginaliser une couche sociale » ; ce fondement est à la source,

selon lui, de l'inapplication, par les transfuseurs, de la circulaire de juin 1983 sur la sélection des donneurs de sang parce qu'ils souhaitaient conserver l'accès du don à tous. D'autre part, la trop grande prescription, en France, de produits sanguins : les États-Unis, affirme-t-il, consomment deux fois moins de globules rouges, six fois moins de plasma. Une tendance qui s'est orientée à la baisse après la révélation de l'affaire.

En mars 1985, la commission consultative de la transfusion san-

guine (CCTS) a commandé à ce médecin un rapport global sur le sida et la transfusion sanguine. Transmis le 30 mai 1985 à la Direction générale de la santé, puis au cabinet du premier ministre, quelques jours avant l'annonce du dépistage obligatoire, le document formulait trente recommandations, abordant tous les aspects du dossier (dépistage, chauffage, problèmes des stocks non testés, rappel des transfusés, etc.). « J'en ai également adressé une copie au conseil de l'ordre des médecins pour une diffusion auprès du corps médical. »

A l'ouverture de la quatrième journée d'audience, le président de la Cour de justice de la République, Christian Le Guehenec, probablement échaudé par les critiques concernant sa conduite des débats, a fait une courte mise au point expliquant sa vision personnelle de la procédure devant la Cour. « L'audience se tient selon les règles du procès correctionnel, » a-t-il dit, c'est-à-dire que les juges sont des juges qui connaissent tous le dossier, et non des jurés. Nous sommes dans un procès public, pas dans un procès fait pour le public. Le seul but est que les juges puissent acquérir une conviction. »

Fortement critiqué par les familles des victimes pour avoir laissé, jeudi 11, Laurent Fabius mener comme il l'entendait sa défense, le président Le Guehenec a estimé qu'il n'était pas dans les pouvoirs du juge d'interrompre la défense. « Le juge est un arbitre entre la défense et l'accusation. Il ne peut être un accusateur », a-t-il conclu.

Puis, tel un météore, le professeur Jean-Bernard, quatre-vingt-douze ans, apparaît. Le procureur général Burgevin s'adresse à lui comme un ingénieur de Balkonour à la station Mir : « Professeur, vous m'entendez ? » En une courte intervention, l'hématologue de renom, qui personnalise son songe à retenir, répond qu'il « ne [croit] pas beaucoup à la responsabilité des ministres ». Rivé à la déclaration du Comité national d'éthique qu'il présidait le 13 mai 1985, il évoque les « incertitudes » d'alors et la « rapidité des événements » à l'aune planétaire des vieilles maladies.

Reste à l'audience à prendre, avec la comparution du docteur Jean-Pierre Allain, condamné à quatre ans de prison dont deux avec sursis, aujourd'hui professeur à l'université de Cambridge, et celle de Michel Garreta, comme un arrière-gout de « premier procès du sang » pour tromperie sur la qualité substantielle des produits délivrés aux hémodiphiles.

Il reste trois témoins. Le président Le Guehenec suspend l'audience, puis bâtie. Il est cinq heures. Des juges-spectateurs s'éveillent. « Ah ! non. On arrête ! », crie l'un d'eux, excédé. Flottement, chahut et coup de sonnette de l'huisier. Poignée de mains entre Laurent Fabius et un présentateur de journal télévisé. Et comme la Cour de justice « surréaliste » se retire en week-end dans ses circonscriptions, le président Le Guehenec, perdu, n'a plus qu'à constater : « Bon. Eh bien, je crois que l'audience est vraiment suspendue. »

Jean-Michel Dumay
Dessin : Noëlle Herrenschmidt

Michel Garreta invoque « une erreur collective »

A SON ARRIVÉE, on fait silence. Est-il un autre homme ? Michel Garreta, cinquante-quatre ans, ancien directeur général du Centre national du centre de transfusion sanguine (CNTS), était hier la figure emblématique et sans nuances de la contamination de la communauté des hémodiphiles. Condamné à quatre ans de prison ferme et 500 000 francs d'amende pour tromperie sur la qualité des produits, il a été nouveau mis en examen, en 1994, pour empoisonnement. Il est aujourd'hui, sans moustache, conseiller en recrutement.

D'emblée, il prévient : « Je ne veux pas prêter serment. J'ai déjà été jugé deux fois pour la même affaire, condamné, puis à nouveau rentré en examen au mépris de l'autorité de la chose jugée. » L'homme à qui s'adressent ces propos ne l'ignore pas. Le président de la Cour de justice, Christian Le Guehenec, présida la chambre criminelle de la Cour de cassation lorsqu'elle ouvrit la voie, en 1994, à de nouvelles poursuites contre le docteur Garreta. Le président l'interrompt : « La Cour de justice n'est pas en charge de vous juger. » Michel Garreta insiste : « Dans ma situation, je ne vois pas comment je pourrais prêter serment. Cela dit, j'ai toujours répondu aux questions. Il est essentiel que on puisse s'expliquer, dire ce qui s'est passé à ceux qui ont souffert. »

Il précise rapidement, pour remettre chacun à sa place. « Mes interlocuteurs n'étaient pas les ministres, ni les conseillers des ministres. » Le CNTS était en contact, au sein du secrétariat à la santé, avec la direction générale de la santé (DGS). La parole est fluide. Le discours n'a pas changé. Mais l'écoute de ceux qui l'entendent ? Qu'il s'agisse des produits antihémophiles et parle de la sélection des donneurs de sang, et certains découvrent qu'il avait donné instruction, dès juin 1983, pour que son centre suspende les collectes de sang « à risque » dans les prisons, quand d'autres ont continué de prélever en milieu carcéral jusqu'en 1986.

« LA COMPRÉHENSION N'ÉTAIT PAS LA MÊME »

S'agissant du chauffage des produits sanguins, Michel Garreta réaffirme que « la notion de contamination statistique était connue de tout le monde », résultat de la technique du « poolage » des plasmas. « Le ministère de la santé était informé de la même manière. » Quant aux médecins, « ils auraient pu prescrire des cryoprécipités [NDLR : produits issus de quelques donneurs seulement], mais ils ne l'ont pas fait, parce que la compréhension des risques n'était pas la même. » Enfin, alors que le CNTS avait la mainmise sur les importations de produits sanguins en France, Michel Garreta maintient qu'« il n'était pas possible d'importer massivement des produits

chauffés ». De quoi justifier, jusqu'au 1er octobre 1985, la double distribution d'extraits chauffés et non chauffés.

« Aujourd'hui, assure-t-il, on juge que c'est une erreur collective assumée par une dizaine de gens dont le mérité était de sauver les hémodiphiles. » Parmi les victimes, seule cette phrase provoque des remous. Alors on rappelle une lettre que Michel Garreta a adressé le 7 mai 1985, à la DGS. « Consciente que trois mois de retard signifie la mort de cinq à dix hémodiphiles et d'un certain nombre de leur proche (...), l'équipe de direction du CNTS estime que c'est maintenant une urgence absolue d'interrompre la propagation de cette contamination chez les hémodiphiles et leur famille. »

Cette lettre seraient-elle arrivée au cabinet du ministre ? Au ministre ? L'avocat général suit pas à pas le cheminement des notes, de fonctionnaires en conseillers, et constate : « De dilution en dilution, il n'arrive plus guère d'information au ministre... Les conseillers ministériels sont peut-être le confort des ministres, mais ils deviennent franchement la malédiction des citoyens ! » Debout, Edmond Hervé ne dit mot. Michel Garreta regarde. Ce n'est plus son procès.

J.-M. Dy

« Ils nous auront sur leur dos toute leur vie »

« MENTEUR ! Menteur ! » Les cris fusent du premier rang du public de la Cour de justice de la République, où se tiennent une demi-douzaine de victimes réfugiées là puisqu'elles ne peuvent se porter parties civiles. A chaque déposition à décharge, elles commentent ou insultent témoins ou prévenus. Seule la déposition de Michel Garreta, qui soutenait les inconvénients, à l'époque incriminée, d'un dépistage du sida trop précoce, l'échappe à l'assignation pour « faux témoignage » parce qu'il se serait, selon le président de l'APT, Olivier Duplessis, resté « prudent et évasif sur ce point ».

En revanche, il lui est intenté, outre un procès pour « délit de fausse nouvelle », un référé d'heure à heure demandant la suppression de passages de son

livre paru chez Stock le 20 janvier, « La vie est une maladie sexuellement transmissible et constamment mortelle. »

« AUCUN N'A CE RESENTIMENT »

Pourtant, à l'issue de sa déposition, jeudi 12 février, Willy Rozenbaum, conscient de l'émotion qu'il suscitait, était resté auprès des victimes, parvenant à instaurer ce qu'il croyait être un « dialogue calme ». « Les victimes les plus vénérables sont minoritaires, j'ai suivi des dizaines de patients contaminés par transfusion, aucun n'a ce ressentiment exprimé devant la Cour », ajoute-t-il.

Plus mesuré que les autres victimes, Yves Aupic s'est vu durablement critiquer pour avoir dit publiquement son « trouble » à la suite de la déposition de Laurent Fabius, qui avait contesté le

contenu de l'arrêt de renvoi. Obligé de retourner à l'hôpital, il n'assistera pas à la suite du procès et n'entend pas entamer d'autres poursuites. « A quoi bon ? Je commence tout juste à revivre », dit-il.

Les autres, en revanche, sont déterminés à « épouser tous les recours possibles ». M. Jacques Vergès, avocat de trois victimes, avait déjà annoncé une procédure au civil contre les trois ministres (Le Monde du 11 février). Joëlle Bouchet (mère d'un hémodiphile) ou les époux Gaudin, qui ont perdu leurs enfants, ainsi qu'Agnès Cochin (mère d'un petit garçon mort à cinq ans) et sa sœur, ont également été nommés à la suite de la déposition de Laurent Fabius, qui avait contesté le

« Aucun n'a ce ressentiment exprimé devant la Cour », ajoute-t-il.

Raphaëlle Bacqué et Marion Van Renterghem

Jean-Michel Dumay
Dessin : Noëlle Herrenschmidt

Abonnez-vous
360°
7^e édition
GRATUITE

les de sang de 1983

Mémoires

**AU CARNET DU « MONDE »****Naissances**

Marie-Françoise DELECRON-BORGOMANO et Jean-Marc BORGOMANO laissent à Mathilde et Paul la joie d'annoncer la naissance de leur petite sœur,

Alix,
le 9 février 1999.

Le prieuré Saint-Germer,
60, rue M.-Duchemin,
60600 Clermont.

Anniversaires de naissance

— « Très bonne fête,

Arthur.

La Puce qui t'embrasse beaucoup. »

Décès

— Nous avons la douleur de faire part du décès de

Mme Aline BRESIN,
née SZULDINER,

survécu le 11 février 1999, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

Les obsèques auront lieu le lundi 15 février 1999.

On se réunira à la porte principale du cimetière parisien de Bagneux à 14 h 30.

De la part de :
Evelyne et Albert Issy,
Serge et Nicole Bresin.
ses enfants.

Michèle, Corinne, Stanislas et Caroline,
ses petits-enfants,
De toute la famille
Et de ses nombreux amis.

— Mme Danielle Bouillet,
son épouse,
Caroline Bouillet,
Gwendoline et Vianney Fontaine,
Toïy Bouillet (†),
Alexandre Bouillet,
ses enfants,
on la tristesse de faire part du rappel à Dieu de

Henri BOUILHET,

survécu le jeudi 11 février à son domicile.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 15 février à 12 heures en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, Paris-7^e.

L'inhumation aura lieu à 14 heures au cimetière de Garches (Hauts-de-Seine), 16, rue du Pré-aux-Clercs, 75007 Paris.

— Le président,
Les membres du conseil d'administration,
le personnel scientifique et l'ensemble du personnel de l'Union centrale des arts décoratifs,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Henri BOUILHET,
membre du conseil d'administration,
survécu le 11 février 1999.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 15 février à 12 heures, en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, à Paris-7^e.

— Lauris (Vaucluse).

Mme Maria Chevallier,
son épouse,
Ses enfants, petits-enfants,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès du

général Georges CHEVALLIER,
maire de Lauris,
président de l'Amicale des maires
et adjoints du canton de Cadene, préfet de la société d'économie
mixte de la Durance,
commandeur
de l'ordre de la Légion d'honneur,
commandeur
de l'ordre national du Mérite,
chevalier des Palmes académiques,
survécu le 11 février 1999, à l'âge de soixante-quatorze ans.

Son corps reposera à la mairie de Lauris, à partir du lundi 15 février à 14 heures.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 16 février, à 16 h 30, en l'église de Lauris.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Lauris.

— Le président et les membres du conseil d'administration de l'institut d'études slaves.

Le directeur du Centre d'études slaves, ont la grande tristesse d'annoncer le décès de

M. Aleksander GIEVSKY, membre de l'Académie polonaise des sciences.

associé étranger de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, professeur honoraire de l'université de Varsovie, docteur honoris causa de l'université Paris-Sorbonne, membre d'honneur de l'Institut d'études slaves

survécu à Varsovie, le 9 février 1999.

— Malgré son grand courage et l'amour de tous les siens.

Helène HAGLUND,
née JACQUES.

est décédée le 11 février 1999, à Orléans, des suites d'un cancer.

Elle venait d'avoir cinquante ans.

Jeanne Jacques, née Laurent,
sa mère, André Jacques,
son père,

Céline Haglund et François Morin,
Elisabeth Haglund et Sébastien Garcia,

ses filles et leurs compagnons,
Jean-François, André-Paul, René et

Vincent Jacques,
ses frères, ainsi qu'Ariane Metzger,
Sandrine Permeaud et leurs enfants.

Hélène Cadou et les familles Laurent et appartenances,

Xavier Haglund et ses familles Faure, Gautier et Haglund.

Les amis et les proches qui ont entouré Hélène de leur présence et de leurs pensées...

Tous deux et toutes celles qui désole la mort d'Hélène Haglund sont invités à s'asseoir, le mardi 16 février 1999, à 15 heures, au temple d'Orléans, place Saint-Pierre, Empain, qui leur accueillera dans leur chagrin, et à l'accompagner au vieux cimetière du Bourg, à Olivet, où elle sera inhumée.

« Es-tu là,
N'es-tu pas là,
Dans la chambre où rien ne bouge
Dans ma vie où tu respire. »

René-Guy Cadou

Cet avis tient lieu de faire-part.

J.-J. et J.-C. Haglund,
260, rue de la Source,
45160 Olivet.

— La famille et les amis de Janina Soczakiewicz (Soczak), informés tardivement du décès de leur sœur et fidèle amie,

Sophie MINCK,

remercient tous les amis de l'avoir accompagnée à sa dernière demeure.

Liés-bas, tu les retrouveras.

Jacqueline, Nicole et Magalie Ulanowska-Moyner.

Daniela Komalewska-Bibus,
Mouka et Melaine Komalewska-Bibus,

Vladimir Kornalewski,
Manuel Goldman,

Claire Etcheverry,
Genève. Paris. Tel-Aviv.

— Florence et Denis Doria,
ses enfants,

Marie Doria,
sa petite-fille,

Estelle Heyraud,
sa sœur,

La famille Et tous ses amis

ont la douleur de faire part du décès de

Marie MOULINIER,

survécu le 6 février 1999, dans sa quarante-neuvième année.

Les obsèques ont lieu en l'intimité du 10 février à Nice.

16, rue de Seine,
75006 Paris.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les inscriptions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

— M. et Mme Vanweri Tran,
et leurs enfants,

Le docteur et Mme Tran Dinh Can et leurs enfants,

Le docteur Tran Dinh Hung et ses enfants,

Le docteur et Mme Tran Dinh Cong et leurs fils,

Mme Tran Dupuis, ses enfants et petits-enfants.

Et toute la famille, tout le douleur de faire part du décès de

Mme Anne TRAN DINH LAN,

survécu à Bruxelles (Belgique), le 10 février 1999, dans sa soixante-dix-septième année.

Il s'associent à sa mémoire M. Henri TRAN DINH LAN, son époux, décédé le 5 septembre 1992.

Les cérémonies funéraires ont lieu le dimanche 15 février 1999, à Uccle, en Belgique, et à la Pagode True Jean-François à Paris.

La cérémonie religieuse, Lé Chung Thip 49 ngay, sera célébrée le dimanche 28 mars, à 11 heures à la Pagode Truc Lam, 9, rue de Neuchâtel, 91140 Ville-sous-les-Écouges.

3, rue de Sèvres, 92100 Boulogne.

— M. D. Courvoisier, M. R. Cresswell,

Leslie Varda, Ben, Justin, Charlotte et Théo,

José et Pat Varda, Alan et Cathy,

Ann et Sandrine Cresswell,

Les familles Mout, Marguerite, Saint-Jean et Pinard,

Michel Farry,

Ses amis d'Hossegor et d'ailleurs,

ont la douleur de faire part du décès de

Stéphane VALERA de SEIJAS,

architecte, survécu le 10 février, à Capbreton.

La levée du corps aura lieu le 15 février à 11 heures au funérarium d'Hossegor.

— Le 14 février 1994,

Elie BOUANICH

nos quinze.

Nous pensons chaque jour à lui.

Katy, Peter et Nata.

— Nous pensons à

Fernande MENVIELLE-DUBOIS

qui nous quitte le 15 février 1985.

— Le 14 février 1994,

Elie BOUANICH

nous quitte.

Nous pensons chaque jour à lui.

Katy, Peter et Nata.

— Nous pensons à

Fernande MENVIELLE-DUBOIS

qui nous quitte le 15 février 1985.

— Le 14 février 1994,

Elie BOUANICH

nous quitte.

Nous pensons chaque jour à lui.

Katy, Peter et Nata.

— Nous pensons à

Fernande MENVIELLE-DUBOIS

qui nous quitte le 15 février 1985.

— Le 14 février 1994,

Elie BOUANICH

nous quitte.

Nous pensons chaque jour à lui.

Katy, Peter et Nata.

— Nous pensons à

Fernande MENVIELLE-DUBOIS

qui nous quitte le 15 février 1985.

— Le 14 février 1994,

Elie BOUANICH

nous quitte.

Nous pensons chaque jour à lui.

Katy, Peter et Nata.

— Nous pensons à

Fernande MENVIELLE-DUBOIS

qui nous quitte le 15 février 1985.

— Le 14 février 1994,

Elie BOUANICH

nous quitte.

Nous pensons chaque jour à lui.

Katy, Peter et Nata.

— Nous pensons à

Fernande MENVIELLE-DUBOIS

qui nous quitte le 15 février 1985.

— Le 14 février 1994,

Elie BOUANICH

nous quitte.

Nous pensons chaque jour à lui.

Katy, Peter et Nata.

— Nous pensons à

Fernande MENVIELLE-DUBOIS

HORIZONS

ENQUÊTE

TEMPLE Square, la place sainte de l'église mormone, est le poumon de Salt Lake City (Utah). Bâti entre 1853 et 1893, ce temple dresse ses robustes blocs de granit face aux grattes-ciel qui l'entourent. Torsadé le tabernacle, un dôme oblong recouvert d'aluminium abrite plusieurs orgues en bois de pin et près de 11 600 tuyaux. Ce sanctuaire mystérieux attire cinq millions de touristes et de fidèles par an.

En cette journée d'hiver, le soleil s'éclipse derrière les nuages menaçants qui surplombent la couronne montagneuse Wasatch. Le froid glace les os, mais ne perturbe pas Sœur Damdin. Sous un bonnet gris rigoriste, cette jeune missionnaire mormone à la visage emmitouflé dans une longue écharpe de laine. Née dans les montagnes de Mongolie, elle sait apprivoiser le blizzard. Comme toutes les femmes mormones, elle effectue sa mission spirituelle ici en offrant dix-huit mois de sa vie à l'Éternel. Elle a choisi d'enseigner le gospel aux non-croyants.

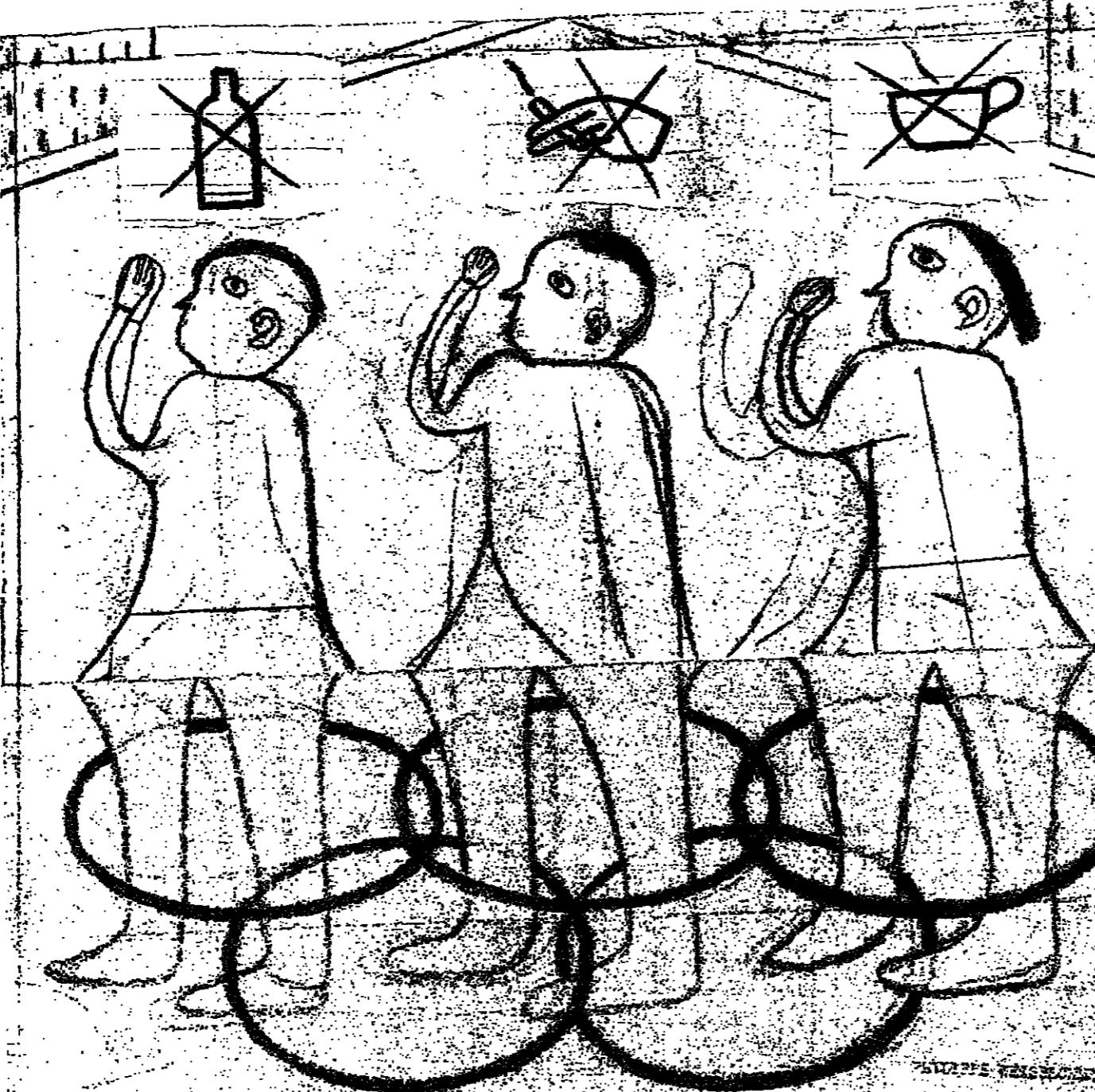
« Je suis sur le chemin de la foi, explique-t-elle. Je reviens d'une mission de quatre mois dans le Kentucky où je faisais du porte-à-porte pour prêcher la parole mormone et, curieusement, les gens me questionnaient sur les Jeux olympiques. En mission, nous n'avons pas le droit de lire les journaux ou de regarder la télévision et je n'étais pas au courant de cette histoire. Mais, là-bas, les gens ne parlaient que de ça : la corruption des JO mormons. »

A proximité du temple, l'ancien Utah Hotel abrite les somptueux bureaux administratifs de l'Église mormone. Dans cette ruche silencieuse, où les employés semblent glisser sur le sol, plusieurs planisphères recensent la présence mormone sur les continents à grand renfort de punaises. Le responsable des affaires publiques explique sa vision de l'olympisme. La chemise impeccable et l'œil énergique, il a la langue boisée des soldats propagandistes. « Notre institution religieuse est restée neutre dans la course olympique, note Dan Rascon. Mais, depuis le début de l'affaire, la presse prend plaisir à faire des rapprochements entre notre Église et les révélations de corruption. Cet amalgame est injuste et déplacé. » Dans son alvéole, un portrait du Christ, des photos de ses enfants et un organigramme de ses supérieurs hiérarchiques résument son austère philosophie : travail, famille et religion.

« Tous les mormons ont éprouvé un sentiment de frustration quand le scandale a éclaté, continue-t-il dans un sourire forcé. Mais je crois que cette affaire est un indice. Le scandale à justement été dévoilé ici car les gens sont honnêtes. » Cette remarque paradoxale semble être devenue le nouveau credo des mormons, leur audacieuse théorie des « mains propres ». Il oublie pourtant que les deux présidents démissionnaires du Comité d'organisation, Tom Welch et Frank Joklik, étaient des leurs. « Je pense que les mormons et le scandale financier n'ont rien en commun, tranche de son côté Shelley Thomas, la vice-présidente du Salt Lake Organizing Committee (SLOC). Néanmoins, si nous avons décidé de rendre publiques les affaires touchant le comité de candidature, l'esprit de moralité ambiant n'y est certainement pas étranger. »

Le rapport de trois cents pages de la commission d'enquête indépendante du SLOC, révélé mardi 9 février, a confirmé le versement de par le comité de candidature de 1,3 million de dollars (1,16 million d'euros) sous forme de cadeaux, de traitements de faveur et versements en espèces, de bourses d'études et d'emplois pour leurs familles à vingt-quatre membres du CIO, afin de s'assurer leurs votes. Mais la responsabilité de ce système de pots-de-vin incomberait exclusivement à l'ancien président du comité de candidature, Tom Welch, et à son adjoint, Dave Johnson, qui ont tous deux démissionné.

Shelley Thomas tente d'expliquer l'atmosphère qui règne à Salt Lake City depuis le début du scandale. « Il y a maintenant deux sortes de réactions dans la ville, commente-t-elle. Certaines personnes estiment que cette affaire est terrible pour la réputation de Salt Lake City tandis que d'autres ne demandent qu'une chose : la vérité. Au SLOC,



Le péché olympique de Salt Lake City

nous pensons également que toute la vérité doit être révélée. » Ce désir de transparence, très caractéristique de l'éthique mormone, basée sur le triptyque organisation-travail-famille, risque toutefois de compliquer la tâche des organisateurs et des sponsors des JO de 2002.

Les dirigeants du SLOC s'inquiètent sans le dire du comportement qu'adopteront les sponsors américains comme Coca-Cola, Anheuser-Bush ou Merrill Lynch après les révélations des quatre autres enquêtes en cours, menées par le CIO, par le Comité olympique américain (USOC), par le procureur général de l'Utah et par le FBI pour le département de la justice. Cette crainte légitime

de l'Utah, l'organisme public chargé de l'accueil des investissements dans l'Etat, le directeur David Winder pense, comme la plupart des autres hommes d'affaires locaux, que le scandale actuel sera dramatique pour l'avenir de la région. « Dans mon esprit, les Jeux olympiques représentaient un moteur extraordinaire pour l'économie de l'Utah. Il me semblait important de veiller au développement durable des infrastructures olympiques. Nous voulions également profiter des JO pour attirer à Salt Lake City des entreprises spécialisées dans les nouvelles technologies. Nous voulions créer une seconde Silicon Valley en nous appuyant sur l'effet olympique. Mais le scandale actuel n'y va pas faciliter ce projet. »

« Les dirigeants du comité d'organisation faisaient tous partie de la crème de la crème locale. S'ils n'étaient pas mormons, ils acceptaient leur mainmise sur la ville »

semble d'ailleurs fondée puisque, sur les 1,4 milliard de dollars (1,25 milliard d'euros) du budget global des prochains Jeux d'hiver, plus de 600 millions seront financés par des sociétés privées d'outre-Atlantique. Le tiers de cette somme n'a pas encore été trouvé. Récemment, l'entreprise de télécommunications US West, bien implantée dans l'Utah, a gagné une participation de 5 millions de dollars (4,46 millions d'euros) en attendant la suite des événements.

Dans l'immeuble en briques rouges du Department of Community and Economic Development

Visiblement, les euphémismes sont de rigueur dans une ville où l'intégrité est la règle. « Par rapport aux autres métropoles des Etats-Unis, Salt Lake City n'avait jamais été associée à une quelconque histoire de corruption, poursuit David Winder. Ici, le sens éthique des chefs d'entreprise est tout aussi important que leurs résultats trimestriels. » Inattendue, l'affaire du SLOC a donc choqué la plupart des habitants. Certains n'hésitent pas à parler de « honte » ou d'« humiliation ». Les personnes interrogées demandent souvent à ne pas être ci-

Réputée pour son intégrité morale, la communauté mormone, dont la ville de l'Utah est la capitale, refuse d'être associée au scandale financier des JO d'hiver de 2002

sez bas pour l'Amérique, la métropole mormone doit faire face, depuis quelques années, à des phénomènes de violence très particuliers. Le plus célèbre d'entre eux est certainement le Straight Edge, un gang puritain d'origine banlieusarde qui fait régner sa « loi morale » dans les zones périphériques de la ville. Les revendications de ces adolescents intolérants sont simples. Intégristes, ils ont érigé les principes mormons en choix de vie, en bataille quotidienne contre autrui. Avec violence, ils luttent ainsi contre les gens qui boivent de l'alcool, qui fument et qui flirtent sans être mariés. Si plusieurs groupes du Straight Edge existent aux Etats-Unis, les plus violents se retrouvent à Salt Lake City.

Pour éviter d'effrayer les dignitaires du CIO, les organisateurs des JO de 2002 avaient réussi à étouffer ces affaires de violence urbaine. Mais, au moment où le gouverneur mormon de l'Utah, Mike Leavitt, tente de faire approuver une loi destinée à compenser un éventuel retrait des sponsors en forçant la mairie à payer les dettes potentielles olympiques, les langues commencent à se délier. Depuis peu, un groupe d'activistes fait même pression sur le Congrès local pour demander une annulation des Jeux de 2002. « Les mormons ne veulent pas voir le nom de leur Église souillé par le scandale et les habitants ne veulent pas voir leurs impôts augmenter pour payer les pots cassés, explique un avocat de Salt Lake City. Mais, si les leaders mormons avaient été opposés aux JO, rien n'aurait été possible. Ils ont même demandé à leurs fidèles de se porter volontaires pour devenir bénévoles. Depuis deux siècles, ils ont fondé une société exclusive à deux vitesses. Ici, les mormons contrôlent tout en silence. Les non-mormons doivent l'accepter ou s'exiler. »

Pour les habitants de Salt Lake City, le thème de l'exclusion de l'Église mormone est d'ailleurs une remarque récurrente. « Ils ne boivent pas d'alcool, ni de caféine, ils ne fument pas, ils respectent autrui mais ils ont bâti, inconsciemment ou non, une société au copinage, ajoute Rod Davis, un ancien mineur qui a travaillé sous les ordres de Frank Joklik, le président démissionnaire du SLOC. Les dirigeants du SLOC faisaient tous partie de la crème de la crème locale. S'ils n'étaient pas mormons, ils occupaient leur mainmise sur la ville. A mon avis, ils ont confondu intérêts personnels et amitiés de circonstance. »

Comme pour s'affranchir de ces soupçons, le SLOC s'est doté, jeudi 11 février, d'un nouveau président. Mitt Romney est un homme d'affaires mormon résidant à Boston. Le gouverneur de l'Utah a élargi le comité d'organisation à cinquante personnes et a obtenu la démission de trois de ses membres en raison de conflits d'intérêts manifestes. Leurs sociétés devaient notamment construire l'hôtel de luxe qui abritera le CIO, une route d'accès à l'un des sites retenus pour le ski alpin et l'anneau de patinage de vitesse. « La corruption olympique n'a pas commencé à Salt Lake City, a conclu le gouverneur, mais c'est ici qu'elle s'arrêtera. »

Paul Miquel
Dessin : Philippe Weisbecker

Les Bretons font parler la poudre

Il y a vingt-cinq ans, les autonomistes du FLB-ARB faisaient sauter un pylône de l'ORTF dans le Finistère, privant la région d'images télévisées. Quinze jours plus tôt, le conseil des ministres avait dissous leur organisation qui, aujourd'hui encore, n'a pas désarmé.

Réputée pour son intégrité morale, communément nommée « la capitale des refus », associée au succès financier des 10 d'hibernation de 20%

L'ARMÉE française est en manœuvre sur les monts d'Arrée cette nuit du 13 au 14 février 1974. L'endroit est désert, noyé dans le brouillard. Là se croisent les routes Quimper-Morlaix et Brest-Carhaix. Une détonation déchire le silence. Au petit matin, la Bretagne occidentale se retrouve privée de télévision pour plusieurs mois.

Le pylône de l'émetteur de l'ORTF de Roc-Tréudon (Finistère) vient d'être détruit par une très violente explosion. L'amas entrelacé de ferraille et de câbles, qui gît dans l'herbe et la pierrière, provoque des atterrissages de badauds et des transports fournis de gendarmes et d'inspecteurs de police.

L'attentat - le plus spectaculaire depuis longtemps - est vite revendiqué par le FLB-ARB (Front de libération de la Bretagne-Armée révolutionnaire bretonne). Cela n'empêche pas plusieurs commentateurs, mi-sérieux mi-goguenards, de noter la concordance avec les exercices militaires de cette nuit-là, laissant planer l'hypothèse que l'explosion de l'antenne pourrait bien avoir été causée par un soldat distract maniant la poudre officielle ou conduisant sans discernement un véhicule. Pourtant, l'affaire n'est pas drôle : le sous-chef du centre local de l'ORTF, quarante-six ans, meurt quelques heures plus tard d'un arrêt cardiaque. Personne ne saura si son décès est, ou non, en rapport direct avec l'« exploit » du commando.

Roc-Tréudon n'est ni le premier ni le dernier attentat signé du FLB.

Le plastique, la dynamite et la tolérance parlent depuis 1966 en Bretagne. Cette Bretagne des cinq

PHOTOS: QUÉBEC

départements historiques, Loire-Atlantique compris, bien évidemment, que les individus les plus déterminés du mouvement autonomiste breton veulent ériger en Etat « contre » l'Etat français, usurpateur, selon eux, étouffant et ignorant de l'histoire des peuples. Alors que jusqu'alors étaient surtout visés des bâtiments administratifs, symboles du pouvoir jacobin (casernes, perceptions, gendarmeries, locaux préfectoraux, agences ou postes téléphoniques...), avec la destruction de l'antenne de l'ORTF, un nouvel échelon est franchi. C'est maintenant la voix de l'Etat, donc, dans la logique des séparatistes, l'instrument de la propagande unificatrice, qui est en ligne de mire. Les « terroristes », ici comme ailleurs, ont toujours aimé les symboles. Et pourtant, en privant des centaines de milliers de Bretons des programmes de TV, les poseurs de bombes se feront autant d'admirateurs que de censeurs.

Cet hiver-là, Louis de Funès, Arsène Lupin, ou la retransmission du match de rugby Galles-France sont à ranger au rayon des frustrations amères. Mais, pour certains, la clémence est passée.

Christian Guyonvarc'h et Herri Gourmelon, membres de l'UDB

CHRISTIAN GUYONVARC'H, porte-parole de l'Union démocratique bretonne (UDB), est membre de ce parti depuis 1983. Herri Gourmelon en est un des leaders « historiques » depuis 1965. Ils expliquent l'histoire, la philosophie et les perspectives de cette organisation qui, depuis sa fondation en 1964, milite pour l'autonomie de la Bretagne.

« Etes-vous, autant que par le passé, opposé à la violence ? - Toujours autant aujourd'hui et demain qu'hier. La violence, ou le terrorisme, sont hors de propos en Bretagne. Ils heurtent l'état d'esprit de la population, car les Bretons ne veulent pas d'affrontement avec l'Etat français. Nous ne voulons pas opposer les identités bretonne et française mais les additionner. Les actes du FLB ou de l'ARB desservent nos intérêts. Dans le FLB, nous avons dénoncé son infantilisme politique.

- Dans vos communiqués ou

votre mensuel *Le Peuple breton*, vous parlez de la « cause bretonne ». Qu'est-ce que cette cause ?

- C'est l'ensemble des moyens institutionnels adéquats pour que les Bretons maîtrisent leur destin autant que faire se peut. Nous sommes autonomistes, pas indépendantistes. L'UDB a conscience qu'avec la mondialisation et les interdépendances qu'elle induit l'indépendance réelle est une dangerosité de l'esprit.

- Indépendance, c'est pourtant un mot chargé de valeur chez vous. L'UDB s'est créée, en partie, à l'époque et en raison de la guerre d'Algérie. A l'origine, elle soutenait ceux qui militaient pour l'indépendance de l'Algérie...

- Oui, la première génération de nos militants puise ses racines dans la condamnation de cette guerre et le soutien à ceux qui se battent pour l'indépendance, ce qui pro-

voque en 1964 l'éclatement du MOB (Mouvement pour l'organisation de la Bretagne) et la constitution d'une branche composée essentiellement de jeunes progressistes de gauche. Morvan Lebesque était alors le nom. 1962-1964, c'est aussi en Bretagne une époque de luttes sociales dures, ouvrières et paysannes. Rappelons la prise de la sous-préfecture de Morlaix par Alexis Gourvenec.

- Politiquement, qu'est-ce que l'UDB aujourd'hui ?

- Nos militants sont d'origines très diverses. L'UDB se définit comme un parti breton de gauche, écologiste et fédéraliste européen. Nous sommes pour une laïcité qui respecte et encourage la diversité des cultures. Nous voulons une Bretagne réunifiée avec la Loire-Atlantique qui prendrait l'initiative de proposer une euro-région de l'Ouest à la basse Normandie, à l'Anjou, à la Touraine et au Poitou, sur le modèle des euro-régions du Sud, comme celle qui associe

l'Aquitaine et les communautés autonomes d'Euskadi et de la Navarre.

Nous voulons une Bretagne réunifiée avec la Loire-Atlantique

- Nous, c'est combien ?

- Environ sept cents militants. C'est moins qu'à la fin des années 70 (1 200) mais mieux qu'en 1985-1986 (250) quand un schisme et des défections internes, dues à la déception causée par la gauche au pouvoir en matière culturelle, nous ont beaucoup affaiblis.

- Militants et aussi acteurs locaux...

- L'UDB a deux maires dans des

paques 1916, ce martyr national et républicain tenta, en vain, avec quinze insurgés, un soulèvement contre l'occupant anglais qui leur valut d'être exécutés. C'était le début de l'IRA.

Dans la sinuosité des attentats, Roc-Tréudon marque un sommet immédiatement après, naturellement, la machine répressive s'accélère sous l'impulsion du nouveau chef du SRP de Rennes, qui arrive en mars 1974, le Breton Roger Le Taillanter, qui restera en poste jusqu'en 1981. Mais, sans répit, la poudre parle.

Octobre 1975 : les domiciles rennais de deux députés sont visés.

Tu me dissois, mais j'existe toujours. La preuve !

Un an plus tard, un jeune activiste est tué par l'explosion d'une bombe qu'il avait placée devant une caserne en construction (et aujourd'hui... mise en vente) à Ty-Vougot (Finistère). Juin 1978 : nouvelle infernale apothéose : le FLB-ARB fait sauter une aile du château de Versailles, endommageant gravement plusieurs salles et de nombreux tableaux célèbres. Mai 1979 : la villa du commissaire Le Taillanter, dans les Côtes-du-Nord, est dynamitée. Vengeance, pied de nez...

L'arrivée de la gauche en 1981 ouvrirait-elle une période d'apaisement ? Elle sera de courte durée. Dès octobre 1983, l'ARB annonce : « Nous reprenons la lutte. » La décentralisation, les avancées culturelles et linguistiques - qui débouchent aujourd'hui sur un foisonnement et une profusion d'initiatives et de structures - n'y feront rien. Usines de volailles ici, recto, perception ou gendarmerie là, sont endommagées. Jusqu'à l'action hautement significative perpétrée le 30 octobre 1998 à la mairie de Belfort, bref du ministre de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement, dont les enquêteurs, malgré quelques interpellations préventives, n'ont toujours pas réussi à découvrir ni les auteurs, ni les commanditaires, ni même les inspirateurs politiques réels.

« Les Bretons n'ont jamais été des révolutionnaires, mais toujours des révoltés », analyse un militant toujours très engagé. La conscience « nationale », pour emprunter le vocabulaire des partis autonomistes légaux - UDB, EMGAN et POBL - , va plus loin que le sentiment ou la revendication identitaires. Mais, alors que la mobilisation culturelle s'ampérifie, aucun de ces partis n'est représenté au conseil régional. De ce divorce peuvent naître des frustrations. « Les ingrédients sont réunis pour que ça reparte », prédit un autonomiste qui connaît les murs de la Santé-Malo.

Les militants du FLB bénéficient bien d'une grâce présidentielle en 1969, mais la Cour de justice de l'Etat ne chôme pas. Dans

la cour de la Santé, les prisonniers hissent chaque matin les couleurs brevettes. Et tous ces activistes, parmi lesquels des enseignants, des imprimeurs, des ouvriers, des fonctionnaires, des militaires, des journalistes ou des ecclésiastiques, revêtent de ressembler au héros irlandais Padraig Pearse : le lundi de

A

peuples, comme des Sardes, des Valdostains, des Flamands, Gallois, Catalans, Basques, Savoyards, et bien sûr l'UPC de Maxime Simeoni.

- Avez-vous une liste aux européennes ?

- Nos négociations avec les Verts n'ont pas abouti mais nous serons présents dans le débat des européennes avec nos partenaires des autres régions de métropole et si possible des DOM-TOM.

- Vous êtes à gauche mais ce n'est pas l'amour fou avec le PS...

- Aux dernières régionales, le PS n'a pas voulu admettre la reconnaissance de la notion de peuple brevet par le futur conseil régional de Bretagne. Cela a rendu impossible la création de listes communales. S'il avait accepté, aujourd'hui Jean-Yves Le Drian serait le président de la région.

Propos recueillis par François Grosrichard



Le pylône de Roc-Tréudon après l'attentat de février 1974. En 1969, Raymond Marcellin, ministre de l'intérieur, Georges Bérest, adjoint au maire de Brest, le général de Gaulle, Olivier Giachard et Georges Lombard, maire de Brest.

Place Beauvau quinze jours plus tard. Dans un livre publié en 1985 (*La Guerre politique*, Plon), celui qui n'est plus que député et président du conseil général du Morbihan racontera par le détail le contenu de plusieurs réunions secrètes avec les services de police, notamment la DST, pour la disposer des soupçons selon lesquels elle aurait couvert, voire organisé, plusieurs attentats pour mieux confondre ses « adversaires ». Sa conclusion est sévère et claire : « Seul le ministère de l'intérieur et ses services montrent de l'énergie », alors qu'ils étaient dans l'Etat - il vise aussi bien le président Georges Pompidou que les gardes des sceaux René Plevé et Jean Taittinger - « on assiste à un concours de mollesse... d'atrocités et de faiblesse ».

Le dictin bien connu, « Quand deux Bretons se rencontrent ils créent une association, quand ils sont trois ils en créent deux », vaut aussi pour les mouvements autonomistes, légaux ou clandestins, des imprimeurs, des ouvriers, des fonctionnaires, des militaires, des journalistes ou des ecclésiastiques, qui se réunissent et se réassemblent au fil des années.

Le préte !

Raymond Marcellin quitte la

jour d'hui. Les cellules d'activistes, trois ou quatre membres au maximum, très mobiles, ne se connaissent en général pas. Les messages sont déposés près d'une borne kilométrique ou à vingt pas au nord-ouest d'un grand arbre. On communique par code secret, très élaboré, avec Yann Coulet, exilé en Irlande depuis qu'il n'a été condamné à mort après la guerre, tantôt inspirateur réel, tantôt simple intendant ou comptable suprême des attentats. Au cours de cette période flamboyante (1966-1974), les rafles et perquisitions, par dizaines, succèdent aux attentats. L'un d'eux visera la villa de Francis Bouygues, près de Saint-Malo.

Les militants du FLB bénéficient bien d'une grâce présidentielle en 1969, mais la Cour de justice de l'Etat ne chôme pas. Dans

la cour de la Santé, les prisonniers hissent chaque matin les couleurs brevettes. Et tous ces activistes, parmi lesquels des enseignants,

des imprimeurs, des ouvriers, des fonctionnaires, des militaires, des journalistes ou des ecclésiastiques, revêtent de ressembler au héros irlandais Padraig Pearse : le lundi de

Saint-Malo.

Les militants du FLB bénéficient bien d'une grâce présidentielle en 1969, mais la Cour de justice de l'Etat ne chôme pas. Dans

la cour de la Santé, les prisonniers hissent chaque matin les couleurs brevettes. Et tous ces activistes, parmi lesquels des enseignants,

des imprimeurs, des ouvriers, des fonctionnaires, des militaires, des journalistes ou des ecclésiastiques, revêtent de ressembler au héros irlandais Padraig Pearse : le lundi de

Saint-Malo.

Les militants du FLB bénéficient bien d'une grâce présidentielle en 1969, mais la Cour de justice de l'Etat ne chôme pas. Dans

la cour de la Santé, les prisonniers hissent chaque matin les couleurs brevettes. Et tous ces activistes, parmi lesquels des enseignants,

des imprimeurs, des ouvriers, des fonctionnaires, des militaires, des journalistes ou des ecclésiastiques, revêtent de ressembler au héros irlandais Padraig Pearse : le lundi de

Saint-Malo.

Les militants du FLB bénéficient bien d'une grâce présidentielle en 1969, mais la Cour de justice de l'Etat ne chôme pas. Dans

la cour de la Santé, les prisonniers hissent chaque matin les couleurs brevettes. Et tous ces activistes, parmi lesquels des enseignants,

des imprimeurs, des ouvriers, des fonctionnaires, des militaires, des journalistes ou des ecclésiastiques, revêtent de ressembler au héros irlandais Padraig Pearse : le lundi de

Saint-Malo.

Les militants du FLB bénéficient bien d'une grâce présidentielle en 1969, mais la Cour de justice de l'Etat ne chôme pas. Dans

la cour de la Santé, les prisonniers hissent chaque matin les couleurs brevettes. Et tous ces activistes, parmi lesquels des enseignants,

des imprimeurs, des ouvriers, des fonctionnaires, des militaires, des journalistes ou des ecclésiastiques, revêtent de ressembler au héros irlandais Padraig Pearse : le lundi de

Saint-Malo.

Les militants du FLB bénéficient bien d'une grâce présidentielle en 1969, mais la Cour de justice de l'Etat ne chôme pas. Dans

la cour de la Santé, les prisonniers hissent chaque matin les couleurs brevettes. Et tous ces activistes, parmi lesquels des enseignants,

des imprimeurs, des ouvriers, des fonctionnaires, des militaires, des journalistes ou des ecclésiastiques, revêtent de ressembler au héros irlandais Padraig Pearse : le lundi de

Saint-Malo.

Les militants du FLB bénéficient bien d'une grâce présidentielle en 1969, mais la Cour de justice de l'Etat ne chôme pas. Dans

la cour de la Santé, les prisonniers hissent chaque matin les couleurs brevettes. Et tous ces activistes, parmi lesquels des enseignants,

des imprimeurs, des ouvriers, des fonctionnaires, des militaires, des journalistes ou des ecclésiastiques, revêtent de ressembler au héros irlandais Padraig Pearse : le lundi de

Saint-Malo.

Les militants du FLB bénéficient bien d'une grâce présidentielle en 1969, mais la Cour de justice de l'Etat ne chôme pas. Dans

la cour de la Santé, les prisonniers hissent chaque matin les couleurs brevettes. Et tous ces activistes, parmi lesquels des enseignants,

des imprimeurs, des ouvriers, des fonctionnaires, des militaires, des journalistes ou des ecclésiastiques, revêtent de ressembler au héros irlandais Padraig Pearse : le lundi de

Saint-Malo.

Les militants du FLB bénéficient bien d'une grâce présidentielle en 1969, mais la Cour de justice de l'Etat ne chôme pas. Dans

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Téléc. : 206 806 F
Tél. relais et cléméle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

La déroute des juges Starr

AUX Etats-Unis plus qu'ailleurs, chaque histoire a ses bons et ses méchants en politique comme dans le western. Et à Hollywood comme à Washington, l'esprit du pays veut que les premiers finissent par l'emporter sur les seconds. C'est fait, et bien fait. L'interminable traque poursuivie par le juge Kenneth Starr et ses patrons républicains a pris fin, vendredi 12 février, sur un échec pour eux et une issue heureuse pour les Etats-Unis : *happy end*.

Ils voulaient renverser le démocrate Bill Clinton, accusé d'avoir menti sous serment pour cacher une relation adultère avec Mme Monica Lewinsky. Le « crime » valait, à leurs yeux, que l'on déclenche la procédure de destitution du président - *Impeachment* - afin de chasser le pêcheur de la Maison Blanche. Il s'agissait, sous l'avalanche de détails les plus intimes jetés en pâture à la presse et à l'opinion, d'humilier l'isolant, deux fois élu par ses compatriotes, au point de l'accuser à la démission. L'opération devait être tout bénéfice politique pour les républicains : elle concourrait à la salubrité morale du pays, ajoutaient les plus hypocrites d'entre eux. L'opération s'est transformée en déroute, politique et morale.

Avec cinquante-cinq sièges sur cent, les républicains ne pouvaient espérer rassembler au Sénat les soixante-sept voix nécessaires à la destitution du président. Mais, vendredi, ils n'ont même pas réussi à obtenir la majorité simple (cinquante et une voix) sur un seul des deux chefs d'inculpation - le parjure et l'obstination à la justice - que leur avait soumis le Grand Inquisiteur Kenneth Starr. Bien sûr, les sénateurs ont, comme ils l'ont dit, voté en conscience. Bien sûr, le dossier de M. Starr avait l'allure d'un rapport de police mal ficelé. Mais, patriciennes vestales de l'équilibre politique du pays, les sénateurs ont aussi entendu l'opinion.

Depuis le début, l'opinion dit que l'affaire incriminée ne valait pas destitution ; que M. Clinton fait bien son travail ; que M. Starr fait mal le sien ; que lorsqu'elle ne porte pas à conséquence publique, la vie privée des politiques doit rester privée. L'Amérique, oui, l'Amérique profonde, a dit tout cela depuis le début.

Et de cette constance dans le refus de l'investigation indignante menée par M. Starr doit être tirée une autre leçon de l'affaire Lewinsky. Elle va au-delà de l'arithmétique politique et des chances des uns et des autres aux prochaines élections. Elle touche à une évolution profonde de la société américaine. Le jugement rendu par le Sénat, encore une fois à l'écoute de l'opinion, est le premier coup d'arrêt serré donné à la croisade menée par les néoconservateurs depuis le début des années 80 pour régenter la morale et la sexualité des Américains.

Une certaine Amérique a gagné contre l'autre : celle du bon sens humaniste contre celle des pasteurs fondamentalistes, celle qui veut préserver certains acquis des années 60 contre celle qui veut les abolir. Le pays s'est plus reconnaître Bill Clinton que dans Kenneth Starr, et c'est tant mieux.

LES CASSEURS

Un jeune brûle une voiture : c'est la comparaison immédiate devant le tribunal et, ces jours-ci, une condamnation à la prison ferme. Un paysan détruit des biens publics, il rentre chez lui après un peu de garde à vue et un contrôle judiciaire. Sera-t-il jugé un jour ?

Deux poids et deux mesures, qui encourageront les jeunes des banlieues à perséverer dans leurs efforts...

Jean-Marie Delporte
Paris

BANDES ARMÉES

A 30 kilomètres au sud de Paris, en pleine banlieue, des hommes en armes équipés de pied en cap comme pour la guerre, parcourent librement et à jour fixe, un espace public encadré par cinq communautés peuplées de plus de 60 000 personnes, la forêt de Sénart. Ces bandes procèdent à des batailles au gros giber, cheveuils et sangliers régulièrement introduits et nourris par l'ONF. Ces pratiques dangereuses s'opèrent aux risques et périls des promeneurs et autres sportifs, sous l'œil désabusé de nombreux gendarmes qui assurent la sécurité en privatisant momentanément l'espace. Réflexion de l'un d'eux : « Il faut bien qu'il y en ait pour tous les goûts. » C'est probablement ce que pensent les jeunes de ces mœurs violentes et guerrières.

Pierre-Louis Gauthier
Soisy-sur-Seine (Essonne)

LE PETIT COLLÈGE DE SARCELLES

Ceux qui travaillent dans les banlieues en ont marre des discours sur les sauvegards. Je suis professeur débutant nommée à Sarcelles et j'arrive de ma Vendée natale. En septembre, j'avais toutes les raisons de craindre mes futurs élèves que l'on disait endurcis par la vie dans la cité (...) Il est vrai que l'enseigne dans le plus petit collège de la ville, le plus mal loti, et dans une zone considérée comme sinistre. Tous les indicateurs sociaux-économiques y sont au rouge.

En octobre, le maire nous a avoué que la génération des 12-18 ans de ce quartier était de la dynamite. Ce sont nos élèves. Autant dire que cet état préfère les savoir en classe. Mais chaque soir, la vie est dans la rue... Nous avons souvent une pensée pour les policiers à qui nous avons la désa-

gréable sensation de passer le relais, sans jamais les envier. Quoi qu'en dise, notre statut de professeur nous met à l'abri de certaines haines. (...)

Notre collège a une capacité de 270 élèves. Ils sont près de 400 cette année ; on nous en annonce 450 pour la rentrée prochaine. Les préfabriqués dans la cour sont en ruine et il pleut dans les salles de classe du 2^e étage. Les toilettes des élèves sont insalubres et malodorantes. Les parents des élèves ont occupé le collège en octobre dernier, la mairie a promis et un préfabriqué a été réparé. (...)

Michel Naudy
Toulouse

DIEU, LE CALIFE ET LE ROI

J'ai avec le plus grand intérêt l'entretien avec Mohammed Tozy (*Le Monde* du 4 février). Je tiens toutefois à relever une inexactitude dans les affirmations de M. Tozy : contrairement à ce que déclare ce politologue, le roi du Maroc n'est pas calife, pas plus que ses prédécesseurs : le califat de l'islam a en effet disparu avec la déchéance du prince ottoman Abd el-Medjid II, en 1924, et diverses tentatives pour relever ce trône ont été vainues (la dynastie marocaine n'y a d'ailleurs pas pris part).

Les souverains du Maroc (qui appartiennent à la dynastie alaouite ou aux dynasties antérieures) n'ont jamais revendiqué le califat ni excipé de ce titre. Bien au contraire, ils ont parfois, dans le passé, reconnu la suzeraineté du calife ottoman et lui ont même versé tribut. Dois-je rappeler à un Marocain qu'au XVI^e siècle le sultan Abd el-Malek écrivait au sujet du calife ottoman Mourad : « Ce que je suis, je le dois au calife, il est mon suzerain. »

Et fait, il a généralement été admis par les sultans ou rois du Maroc déclarant l'imamat suprême, qui leur donne des prérogatives califales sur leurs sujets mais non sur l'ensemble des musulmans.

Par ailleurs, le calife était assurément vicaire du Prophète, comme le dit M. Tozy, mais ceci ne veut pas dire qu'il était vicaire de Dieu. (M. Tozy pourrait se reporter à l'article « Khalifa » dans l'*Encyclopédie de l'islam*.)

La cérémonie d'allégeance dont parle M. Tozy fait sans doute partie des coutumes politiques du Maroc, mais il est permis de sourire en lisant qu'elle est fixée au 4 mars de chaque année, c'est-à-dire non pas à une date du calendrier hébreu, ce qui serait la moindre des choses dans une monarchie qui tire son pouvoir de l'islam, mais à une date du calendrier grégorien, déterminée par un pape... Bel exemple d'irréalisme.

soient agriculteurs, chasseurs ou salariés du nucléaire. Comment l'Etat va-t-il concrètement réagir devant ces actions alors qu'il a adopté une attitude de fermeté face aux adolescents, demande l'un d'eux. Également dans le courrier, une mise au point sur les dissidents soviétiques et une précision sur le califat.

MÉMOIRE DE LA DISSIDENCE

Contrairement à ce que vous avez écrit (*Le Monde* du 3 février), ni Roy Medvedev ni Anatoli Rybakov n'ont jamais été considérés comme des « personnalités de la dissidence soviétique ». L'historien Roy Medvedev, pendant les pires années soviétiques et andropoviennes, a pu publier ses ouvrages à l'étranger sans être nullement inquiété. Si on me demande comment cela était possible et pourquoi Medvedev tient toujours en haute estime le sinistre Andropov, je préférerais répondre à l'américaine : *no comment*.

Pendant la perestroïka, gorbatchevien modéré et parfois assez agressif envers le mouvement démocratique, Medvedev a été élu (11) au comité central du PCUS pendant qu'Andrei Sakharov, l'un des fondateurs du *Mémorial* et de la première opposition au Soviét suprême, exigeait la suppression de l'article de la Constitution consacrant le rôle « dirigeant » du parti unique.

Quant à Anatoly Rybakov, écrivain honnête, populaire pendant la perestroïka et « léniniste » convaincu, il n'avait jamais, ni de près ni de loin, appartenu à ce qu'on appelle en Occident la dissidence soviétique (terme peut-être commun, mais réducteur et impropre). (...)

Vadim Korovoi
Paris

ET DE GAULLE ?

Le traitement du procès que M. Papon intenta à propos du massacre d'octobre 1961 me paraît un peu biaisé. Il me semble évident qu'un préfet n'est pas plus qu'un simple exécutant. Et pourtant, personne ne remet en cause le rôle du général de Gaulle dans ces événements. Je comprends l'attachement qu'ont les Français pour leur chef historique pendant la Résistance et pour celui qui a mis fin à la guerre d'Algérie, mais refuser de voir les zones d'ombre de cette même personne relève de l'autocensure. S'il y a eu massacre, comment le préfet aurait-il pu rester en place sans l'approbation du chef de l'Etat ? Ne pourrait-on pas facilement éclairer ce qui s'est passé réellement pendant ces jours néfastes au plus haut sommet de l'Etat ?

Bahram Houchmandzadeh
Echirolles (Isère)

Les comptes brouillés du chômage

SALUÉS comme une « baisse historique » par Martine Aubry, les chiffres du chômage à la fin du mois de décembre présentent une curiosité comptable. Officiellement, les statistiques font certes apparaître une diminution du nombre de chômeurs de 41 000 en un mois et de 151 200 en un an. Mais les données fournies par le ministère de l'emploi lui-même ne permettent pas de confirmer intégralement cette orientation en apparence favorable.

Si l'on en croit le document mensuel sur l'état du marché du travail en décembre 1998, 357 700 nouveaux demandeurs d'emploi se seraient, en effet, inscrits au cours du mois. En sens inverse, 343 400 autres auraient quitté les listes de l'ANPE. Soit une différence de 14 300 entre les deux mouvements d'entrée et de sortie, censés déterminer un solde. Or, dans le cas présent, les arrivants sont en nombre supérieur aux partants. Cela aurait dû, en bonne logique, entraîner une hausse mensuelle du chômage, et non pas

Comment expliquer un phénomène aussi surprenant ? Par une raison toute simple, mais embarrassante, puisqu'elle oblige à revenir sur les conditions dans lesquelles, depuis décembre 1995, une catégorie de chômeurs n'est plus prise en compte dans l'indicateur officiel. A savoir, ceux d'entre eux qui, ayant travaillé plus de 78 heures dans le mois, ne figurent pas dans les calculs. Tout en étant toujours considérés comme des demandeurs d'emploi, régulièrement inscrits.

Tout cela serait sans gravité si l'impact de ce retrait, appliqué depuis une décision du Conseil d'Etat, demeurait, pour l'interprétation, neutre en tendance. Or, il n'en est rien ; il apparaît même plutôt, sur la durée, que ce mode de calcul perturbe de plus en plus la bonne compréhension des évolutions. D'autant que, au même titre que les statuts précaires, les activités rémunérées de plus de 78 heures participent de l'ajustement rapide d'une « économie plus riche en emplois », comme on dit.

A l'origine, il y a trois ans, cette catégorie de chômeurs regroupait un peu plus de 280 000 personnes, en données brutes. Elle n'a cessé de se gonfler depuis et semble devoir connaître deux pics saisonniers, en juillet et en décembre. A tel point que, fin 1998, ils étaient 508 100, en augmentation de 38 500 par rapport au mois précédent. Un chiffre curieusement voisin de la « baisse historique », enregistrée en données corrigées des variations saisonnières.

Mais ces 38 500 personnes supplémentaires, momentanément retirées, risquent à terme, en partie ou en totalité, de réintégrer le groupe des demandeurs d'emploi à durée indéterminée à temps plein, qui constituent la catégorie officiellement retenue pour le chiffrage du chômage. Tant et si bien qu'il se produit un jeu de vases communicants, leur incursion temporaire dans le monde du travail provoquant artificiellement un recul du nombre des chômeurs et leur retour, tout aussi artificiellement, ayant ensuite pour conséquence de l'aggraver instantanément, sans que leur situation ait vraiment changé.

A cause de ce va-et-vient, il y a tout lieu de penser que, les traveaux justifiés par la période des fêtes de fin d'année étant terminés, l'indicateur du chômage pourrait mécaniquement enregistrer une détérioration en janvier. Dans son communiqué, le ministère de l'emploi s'y prépare, puisque le commentaire précise que « les retours éventuels (...) pourraient, comme au début de l'année dernière, se traduire par une évolution (...) moins favorable que celle du mois de décembre 1998 ».

ZONE D'OMBRE

Pour éviter que « la baisse historique » soit due à la hausse, également historique, des demandeurs d'emploi ayant travaillé plus de 78 heures, il serait temps d'apporter des correctifs à la présentation des résultats. Par exemple, il serait préférable que ces mouvements erratiques soient intégrés en entrées ou sorties au même titre que les autres causes déjà répertoriées. De la sorte, les chiffres deviendraient enfin fiables et l'outil de mesure ne comporterait plus de zones d'ombre, comme aujourd'hui. A cette nuance près que cette opération vérifierait sur des conséquences, pas toujours satisfaisantes, sur le résultat final...

Au-delà des péripéties, cette affaire met de toute manière en évidence les multiples brouillages qui affectent désormais l'examen des situations de l'emploi et du chômage.

image quand les définitions correspondent moins aux réalités. Dans ce registre, l'Unedic vient, par une étude, de lever un coin du voile sur quelques-unes des ambiguïtés d'interprétation entretenues par le développement de la précarité, en général, et du travail à temps partiel en particulier, qui assure près de la moitié des bonnes performances de la croissance plus riche en emplois. Par suite, des statistiques de créations d'emplois, mesurées en équivalent-temps plein et qui vaudraient également pour l'intérim et les CDD, permettraient d'y voir plus clair.

Mais l'Unedic souligne aussi que si l'on calculait le niveau de chômage en additionnant toutes les variantes de catégories de demandeurs d'emploi, pour un contrat à durée indéterminée, à durée déterminée (CDD), à temps plein, à temps partiel ou pour un travail de plus de 78 heures par mois, les résultats seraient tout à fait différents de ceux qui sont affichés.

Ainsi, pour toute l'année 1998, il y aurait une hausse de 20 100 chômeurs, contre une baisse de 151 200, établie sur les seuls demandeurs d'un emploi à temps plein en contrat à durée indéfinie.

Comme quoi, sauf à accepter que le trouble l'emporte, il y aurait urgence à mettre de l'ordre dans ce qui nous sert de principal baromètre social. Ne serait-ce que parce que ces écarts alimentent un décalage de perception entre les décideurs et ceux qui vivent au quotidien la pression du chômage.

Alain Lebaube

IL Y A 50 ANS, DANS le Monde

La défense du Japon

VIF émoi à Tokyo : une « haute personnalité américaine », qui n'a pas voulu que son nom fut rendu public - mais il s'agit de M. Kenneth Royall, secrétaire américain à l'armée -, a déclaré à la presse américaine qu'en cas de guerre le Japon ne sera pas défendable et intéressante à défendre. Et les japonais n'y comprenaient décidément plus rien lorsqu'à Washington, M. William Draper, secrétaire intérimaire à l'armée, en l'absence de M. Kenneth Royall, répliqua par un démenti catégorique : les troupes américaines ne quitteront pas l'Asie pour se défendre lui-même... Et l'on arrive à se demander si l'état-major américain ne veut pas en venir en réalité à poser la question d'une résurrection éventuelle de forces armées japonaises.

Robert Guillain
(15 février 1949)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-78-30
Index et microfilms du Monde : 01-42-27-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

Pour une communauté des Etats-nations

Suite de la première page

Car l'Europe n'a pas encore son concept institutionnel. Ceux qui veulent la faire entrer de force dans le carcan fédéral, comme ceux qui veulent en profiter pour attiser le nationalisme chauvin, travaillent dans le même sens : celui du dogmatisme et de l'aveuglement historique. Quelque chose de nouveau est pourtant en train de naître, qui ne se définit ni par le « fédéralisme des Etats-nations » (contradictoire en soi) ni par le confédéralisme classique. On serait sans doute plus proche de la réalité si l'on parlait de « communauté des Etats-nations » : forme empirique originale, caractérisant la phase actuelle de l'identité politique européenne et qu'il conviendrait d'orienter vers des coopérations encore plus renforcées dans les domaines économiques, sociaux, politiques et culturels. Il faut mettre en débat la construction européenne dans la nation : toute élaboration de l'Europe en cache-cache amènera un affaiblissement de l'identité européenne.

L'Etat-nation est le seul cadre où la démocratie puisse se concrétiser. Sinon, elle se dissout dans le marché qui respecte d'autant mieux les formes démocratiques qu'il consacre la domination des oligarchies. Voilà pourquoi chaque avancée institutionnelle dans l'architecture européenne doit être précédée, accompagnée et soutenue par un dialogue dans et entre les sociétés : oui, il importe d'expliquer à nos amis allemands, italiens, espagnols ou belges pourquoi nous tenons à la défense de notre modèle républicain – non par orgueil nationaliste, mais parce qu'il est le résultat d'une lutte séculaire pour protéger socialement le citoyen français face aux forces aveugles du marché ou du despotisme politique. Pour que l'Europe ne se réduise pas à un marché sans imaginaire ni cœur, pour qu'elle devienne un espace de construction démocratique des peuples, il faut lui offrir un avenir qui respecte les valeurs de solidarité et d'égalité de la République.

Je me battrais donc pour la défense du modèle social français, parce que je crois qu'il est bon, parce que je suis convaincu qu'il peut plaire. Défendre ce modèle, qu'est-ce que cela veut dire pratiquement ? Sur le plan économique, cela signifie d'abord un pacte de solidarité et de croissance

Je le dis franchement : je veux une Europe différente, parce que celle du libéralisme détruit la société française

au-delà du pacte de stabilité. Parce que c'est la seule manière de lutter contre ce cancer qui ronge l'Europe et qui est responsable de la réurgence de la xénophobie, du racisme, de l'antisémitisme, de la haine : le chômage.

Le traité d'Amsterdam fait de l'emploi une « question d'intérêt commun » ? Eh bien non : faisons-en la question. Le Livre blanc de la Commission, en 1993, proposait un programme de grands travaux pour relancer la croissance, l'emploi et la compétitivité. La gauche républicaine fera vivre ce programme. Elle en fera le menu de l'Europe des peuples et des Etats responsables. Le traité de Maastricht dit : « La philosophie du présent traité est celle d'une économie de marché où la concurrence est libre. » Ce n'est pas ma philosophie. Au nom de la gauche républicaine, je dirai que la politique européenne de concurrence ne doit pas soudainement démanteler les services publics des Etats-membres. Il nous faut, certes, adapter ces services à la période historique nouvelle : pourquoi, alors, ne pas élaborer ensemble un cadre européen de protection des services publics des Etats-membres ? On veut réduire les fonds structurels sous mille prétextes. Je tiens pourtant qu'ils n'ont jamais été aussi importants : utilisons-les et renforçons-les, pour soutenir la création d'emplois dans les régions défavorisées.

On bavarde sans discontinuer sur l'indépendance de la Banque centrale. Ses dirigeants ont beaucoup de qualités et un grand dé-

faut, grave et parfois rédhibitoire : ils croient qu'on peut gérer les sociétés humaines comme un conseil d'administration. Ils se trompent. C'est pourquoi la question de la Banque centrale doit être posée dans son essence fondamentale : sera-t-elle à gérer l'économie au détriment des sociétés ou doit-elle aussi prendre en compte les problèmes sociaux qui résultent de sa gestion ? L'objectif de la Banque centrale doit être celui de la lutte contre le chômage et pour l'emploi. Il faut baisser les taux d'intérêt pour favoriser l'investissement industriel, la création d'emplois. Il ne faut pas penser seulement aux grands investisseurs. Il faut aussi intégrer les PMI/PMJE dans toute politique économique européenne digne de ce nom.

C'est pourquoi il nous faut une institution pour orienter l'activité de cette banque : un gouvernement économique européen qui incarne les droits des peuples face aux pouvoirs des puissances financières. Les dirigeants de la Banque centrale veulent défendre les intérêts de l'Europe dans l'économie mondiale ? Qu'à cela ne tienne : qu'ils acceptent une partie réaliste avec le dollar, seule manière de la concurrence, donc de favoriser le commerce extérieur européen et, de proche en proche, la croissance et l'emploi !

On veut démanteler l'une des seules politiques européennes qui aient survécu à la mondialisation du libéralisme : la politique agricole commune. Il faudrait au contraire l'adapter aux exigences du siècle qui vient en réorientant son contenu et en protégeant les paysans. Et favoriser la mise en œuvre d'autres politiques communes : dans la recherche-novation, les transports, l'environnement, la sûreté nucléaire, etc.

Mais cette communauté des Etats implique nécessairement la recherche de l'équilibre interne de chaque nation et d'abord celui de la cohésion sociale. Pour moi, républicain de gauche, ouvert sur le monde, le combat pour la citoyenneté passe avant toute autre exigence. Je le dis franchement : je veux une Europe différente parce que celle du libéralisme détruit la société française. Ce qui m'importe, c'est l'intégration, ici, chez nous, de ces dizaines, ces centaines, ces millions de jeunes laissés en rade par un système économique d'atrain.

Il y a la précarité sociale qui s'étend, les salaires plus bas pour les femmes et les jeunes, l'exclusion de couches de plus en plus importantes de la population. Il y a l'insécurité, le ghettoïsme, la violence dans des zones hors-droit, le désespoir, enfin, pour des gens stigmatisés et humiliés en raison de leur origine ou de leur

d'origine. La France hérite aussi de son passé colonial : elle doit l'assumer. Après tout, à cette demande d'intégration que les jeunes issus de l'immigration expriment, n'est-ce pas le moindre des devoirs que la France réponde ?

Il ne faut pas que l'Europe serve de prétexte à l'oubli de ce passé : la France doit – et à intérêt – à maintenir des relations préférentielles avec l'Afrique et les pays du pourtour méditerranéen. La politique d'aide au développement doit s'orienter vers l'intégration

Je me battrais pour ancrer une simple idée dans l'imaginaire de nos concitoyens : l'ordre économique international dépend aussi de nous

sociale dans les sociétés du Sud afin de stabiliser les populations chez elles. Ce n'est pas un crime de l'esse-majesté européenne que de demander aux autres pays européens de suivre l'exemple que le gouvernement Jospin a donné en proposant au Maroc, au titre de la solidarité, une reconversion d'une partie de sa dette en investissements de codéveloppement ! Oui, il nous faut gérer les flux migratoires non en favorisant une

communautarisation bureaucratique des politiques d'immigration et de sécurité, mais en mettant en œuvre des programmes de codéveloppement auxquels pourraient participer les Etats, les collectivités territoriales, les associations d'immigrés, les universités et instituts de formation.

Les migrations vont continuer. Organisons-les. Favorisons la circulation et les séjours temporaires : c'est la meilleure manière de lutter contre l'immigration illégale, les employeurs clandestins, les réseaux qui prospèrent sur la misère humaine. Il nous faut sortir de la fausse alternative entre l'ouverture à l'Est ou au Sud. Nous devrions plutôt favoriser les complémentarités – industrielles, agricoles, etc. – entre l'est de l'Europe et le Sud. Aujourd'hui, on prend trop souvent prétexte de la mondialisation pour justifier l'inaction devant un juste impôt.

Je me battrais pour ancrer une idée, une simple idée, dans l'imaginaire de nos concitoyens : l'ordre économique international dépend aussi de nous

Sam Nair

Si proche, si lointaine... par Claude Dargent

L'avènement en fanfare de l'euro suivi par le vote du Congrès en vue de la ratification du traité d'Amsterdam peut donner le sentiment que l'option européenne constitue un acquis irréversible pour les Français. Nos concitoyens auraient définitivement accepté que l'Europe constitue désormais une partie de leurs collectivités politiques d'appartenance, à côté de la nation, de la région, du département et de la commune.

Les études d'opinion montrent que l'attachement à l'Europe est très inférieur à celui dont les Français témoignent à l'égard des autres collectivités territoriales. Il est doux que la naissance d'une mondialité qui reste totalement virtuelle pour eux à l'heure actuelle ou une énième révision constitutionnelle bouleverse cette hiérarchie.

Les enquêtes qui réalisent l'Observatoire interrégional du politique en partenariat avec les conseils régionaux établissent sans ambiguïté le durable enracinement du sentiment européen dans l'opinion, par rapport à celui des autres collectivités politiques nationales. Au vu des dernières données disponibles, en 1997, 56 % des Français se déclarent « très attachés » et 36 % « plutôt attachés » à la France. Les niveaux observés pour les autres collectivités territoriales françaises sont du même ordre de grandeur : respectivement 51 % et 33 % pour la région, 48 % et 33 % pour le département, et 51 % et 29 % pour la

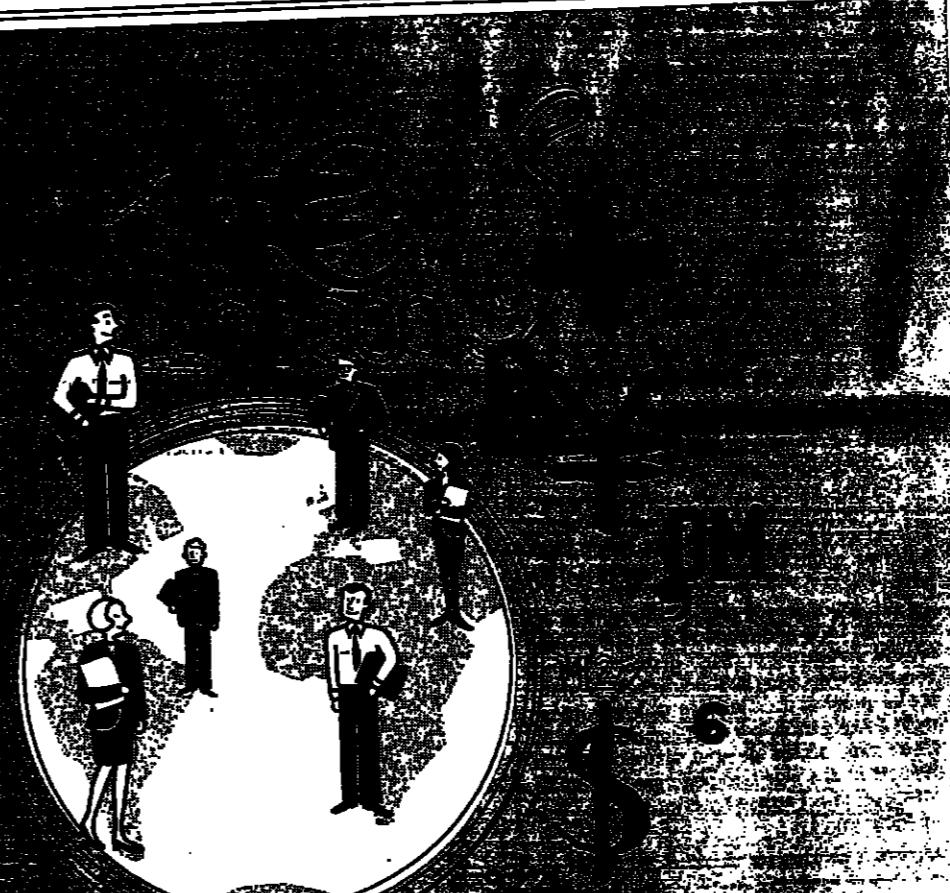
commune. Dans aucun de ces quatre cas, la somme des personnes se déclarant « pas très attachées » ou « pas attachées du tout » ne dépasse les 20 %.

L'Europe détonne très largement dans ce tableau homogène : seuls 11 % des Français se déclarent « très attachés » à l'Europe et 36 % « plutôt attachés ». En revanche, une majorité (51 %) se dit « pas très attachée » ou « pas attachée du tout » à cette collectivité politique. Ces chiffres témoignent d'une grande stabilité par rapport à 1995, quand cette question avait été posée pour la première fois. L'attachement à l'Europe y était même plutôt un peu plus fort – 4 points.

Les Français, s'ils sont plutôt favorables à l'Europe, ne valorisent pas beaucoup cet objectif. Ils deviennent donc facilement réticents, surtout quand la montée en puissance de cette collectivité politique leur apparaît comme contradictoire avec des enjeux nationaux auxquels ils sont très attachés – à commencer par l'emploi.

L'Europe apparaît à la fois comme peu légitime et pas démocratique : voilà qui peut sembler beaucoup pour une institution qui prétend censurer les décisions prises au niveau national, un échelon bien mieux placé par les Français pour ces deux critères d'appréciation.

Claude Dargent est chargé de recherche au CNRS (Observatoire interrégional du politique).



SASIR LES MEILLEURES OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT
C'EST ANTICIPER LES MOUVEMENTS DES MARCHÉS
VOILÀ POURQUOI NOS MANAGERS SONT PRÉSENTS À NEW YORK,
LONDRES ET HONG KONG.

Choisir AXA Investment Managers
Paris pour gérer ses actifs, c'est
bénéficier de la puissance d'un
Groupe présent sur les principaux
marchés mondiaux. Que vous
soyez une entreprise ou un parti-
culier, en France ou à l'étranger,

laissez-vous conseiller par nos
stratégies d'investissement par
un partenaire solide et expérimenté
financièrement et techniquement.

AXA

Tel : 01 805 3600 1001

Internet : <http://www.axa.com>

DERRIÈRE LES CHIFFRES IL Y A DES HISTOIRES

3
19
2
5
22
23
24
25
26
27
28

ENTREPRISES

LE MONDE / DIMANCHE 14 - LUNDI 15 FÉVRIER 1999

CONSOMMATION Le marché de la livraison de repas à domicile, qui croît de plus de 20 % par an en France, suscite les convoitises. Le numéro un de la livraison de pizzas en

Espagne, TelePizza, va ouvrir ses premiers points de vente français, le 19 février à Paris. ■ **DANS UN MARCHÉ ENCORE FRAGMENTÉ**, deux chaînes tirent leur épingle du jeu :

l'américaine Pizza Hut, numéro un dans le monde, et la française Speed Rabbit Pizza. Le numéro deux mondial du secteur, l'américain Domino's Pizza International, a connu des déboires

dans l'Hexagone mais veut continuer son développement. ■ **CE TYPE DE CONSOMMATION** est majoritairement urbain et attire principalement les moins de 35 ans. Les deux tiers des

points de livraison en France sont concentrés en région Ile-de-France, PACA et Rhône-Alpes. 68 % des consommateurs qui ont recours à la livraison à domicile sont des hommes.

La France, nouvelle terre de bataille des géants de la pizza

Le marché de la livraison à domicile, qui croît de plus de 20 % par an, attire les convoitises. TelePizza, le numéro un espagnol du secteur, ouvre ses premiers magasins, le 19 février, dans l'Hexagone. L'américain Pizza Hut, numéro un mondial, entend bien y rester leader

VENDREDI 19 FÉVRIER, les premiers points de vente rouge et blanc du numéro un espagnol de livraison de pizza à domicile, TelePizza, dévoileront ouvrir à Paris. A l'emplacement d'anciens magasins de... Domino's Pizza. La chaîne américaine Domino's Pizza International, numéro deux mondial, qui gère plus de six mille deux cents points de ventes dans soixante-trois pays, vient de connaître son premier grand revers en France. Le 29 décembre 1998, le tiers (c'est-à-dire dix-neuf) de ses magasins ont été vendus par décision de justice à son

concurrent espagnol. Le géant américain avait choisi, pour se développer en France, le système de la « master-franchise » : un partenaire local, en l'occurrence l'entreprise Franca Americana, devait gérer pour le groupe la marque Domino's et choisir les franchisés. L'affaire semblait prometteuse. La société d'investissement Apax Partners avait même décidé en 1996 de prendre une participation d'un tiers au capital de cette entreprise. « Nous y avons cru », explique Rudolphe Lambert, directeur associé chez Apax. Cependant, Franca Americana « a visiblement connu des difficultés pour mettre en place le système Domino's », avoue Michael Curran, directeur général de Domino's Pizza aux Etats-Unis. Relations difficiles avec les franchisés, formation insuffisante dans les magasins : « Nous nous sommes rendu compte de certains problèmes l'an dernier et nous avons dépêché des experts américains du groupe », explique-t-on aux Etats-Unis. Visiblement trop tard. Franca Americana a été mise en redressement judiciaire fin 1998 et Apax Partners a perdu plus de 10 millions de francs dans l'opération.

OPÉRATIONS DE MARKETING

Domino's Pizza ne se considère pas vaincu pour autant. Hormis les points de vente rachetés par TelePizza, la chaîne dispose encore d'une quarantaine d'enseignes détenues par des franchisés. « Nous envisageons l'ouverture de dix à quinze sites en 1999 et comptons également investir dans une centrale d'achat », précise M. Curran. Sur le marché français, deux chaînes tirent leur épingle du jeu : l'américaine Pizza Hut et la française Speed Rabbit Pizza. Leurs stratégies sont différentes : l'anglo-saxonne s'appuie sur un réseau de restaurants (vingt-huit en

France) pour renforcer sa marque ; mais il est à l'origine d'une des plus belles « success story » à l'espagnole : celle du groupe TelePizza, qui, non content d'avoir évincé tous ses concurrents dans le domaine de la pizza à domicile, devance même dans la péninsule ibérique l'un des mastodontes du fast-food qu'est McDonald's, et s'apprête à entrer sur le marché français (lire ci-dessus).

Le succès du consommateur français reste éloignée de celle de son homologue américain : « Alors que le client américain est flatté d'être reconnu par le livreur grâce au système informatique de celui-ci qui a souvent gardé en mémoire la dernière commande, l'adresse et le code d'accès de l'immeuble », le Français, lui, se sent « épé et fiche », analyse Bernard Bouthoul, du cabinet Gira-Sic conseil.

1997. Longtemps propriété du groupe PepsiCo, l'enseigne est depuis 1997 détenue par le groupe Tricon Global Restaurants, qui a engagé un plan de restructuration mondial pour réduire son endettement. L'antenne française a entamé la même opération.

Dans un marché très fragmenté, le numéro un mondial de la spécialité, Pizza Hut, présent en France depuis 1987, est le leader incontesté avec 30 % de parts de marché. Cent trois points de livraison existent à sa marque en France. La société renoue avec les bénéfices (26 millions de francs en 1998) après des résultats nuls en

tions de marketing ciblées sur les deux millions de clients de sa base informatique », précise Roland de Farcy, directeur général de l'enseigne en France.

STRATÉGIE INNOVANTE

Face à ce mastodonte américain, la chaîne française Speed Rabbit, aux couleurs noir et jaune (cinquante et un points de vente), réussit à augmenter de façon régulière. Une douzaine d'unités ont été ouvertes en 1998 et son chiffre d'affaires (158 millions de francs, 26 millions d'euros) a crû de 8 % à périmètre constant. L'entreprise, cotée au marché libre de la Bourse de Paris, est déficitaire depuis trois ans mais devrait afficher un résultat équilibré en 1999. Pour obtenir des coûts d'achat de matières premières aussi avantageux que ses concurrents beaucoup plus importants, l'entreprise a diversifié ses activités. Elle propose désormais aux collectivités locales et, depuis 1998, aux grands de la distribution (comme Leclerc ou Continente) d'aider à la construction de « coins pizza » dans des restaurants d'entreprise ou dans les galeries marchandes des centres commerciaux. « Plus de mille unités de ce type ont déjà été installées en France », précise Didier Rivière, PDG de Speed Rabbit Pizza.

Dans ce marché en concentration, l'arrivée de l'espagnol TelePizza va-t-elle changer la donne ? Le nouvel entrant affiche une forte ambition dictée pour partie par ses actionnaires habitués à un fort retour sur investissement. « Nous envisageons à terme d'être le principal acteur de la restauration en France », n'hésite pas à affirmer Eduardo Armijo, directeur de TelePizza-France. Les points de vente (ex-Domino's Pizza) rachetés devraient ouvrir à un rythme de quatre magasins par semaine à partir du 19 février. Les produits espagnols ont même « été adaptés au marché français », argumente M. Armijo, en ajoutant de la moutarde et du fromage. Le marché français, qui croît de près de 20 % par an, est devenue une nouvelle terre de concurrence.

Laure Belot
et François Bostnavaron

Marie-Claude Decamps

Le succès de TelePizza ou les bonnes recettes de Leopoldo

MADRID
de notre correspondante

Fidel Castro ne s'en est jamais douté, mais il est à l'origine d'une des plus belles « success story » à l'espagnole : celle du groupe TelePizza, qui, non content d'avoir évincé tous ses concurrents dans le domaine de la pizza à domicile, devance même dans la péninsule ibérique l'un des mastodontes du fast-food qu'est McDonald's, et s'apprête à entrer sur le marché français (lire ci-dessus).

Le succès se résume à l'histoire d'un homme : Leopoldo Fernandez Pujals, le président-fondateur du groupe. Tout commence à Cuba, lorsque, devant la montée au pouvoir du « leader maximo », la famille de Leopoldo, qui n'est âgé alors que de treize ans, décide de tout abandonner, en 1960. Huit ans plus tard, le jeune homme se retrouve dans l'armée américaine et partira au Vietnam.

Mais Leopoldo rêve d'autres batailles. Après des études de comptabilité et de finances en Floride, il supervise les ventes de savonnettes pour Procter & Gamble. Son salaire n'étant pas à la hauteur de ses performances commerciales, il entre chez Johnson & Johnson. Et responsable du secteur latino-américain, il se souvient de ses origines espagnoles et demande à partir à Madrid, en 1981, où il devient directeur du marketing. C'est là qu'il conçoit l'idée des pizzas à domicile et commence à tester son concept sur des amis. Il mise sur la qualité et part sur l'entrée massive des femmes espagnoles dans le marché du travail, qui va nécessiter une solution de dépannage pour nourrir la famille.

En 1987, il lance un premier négoce. Mais il jase vite chez Johnson & Johnson et la double vie professionnelle de Leopoldo Fernandez Pujals doit s'arrêter. Il choisira Tele-

branche 1988, dans le quartier madrilène d'El Pilar, avec un capital modeste de 10 millions de pesetas (environ 61 000 euros), mais une devise ambitieuse qu'il ne lâchera jamais : « Hoy que crecer » (il faut grandir).

Aujourd'hui, TelePizza (dont « Leo » détient encore environ 39 % des actions) compte près de 600 magasins dans cinq pays (Espagne, Portugal, Pologne, Chili, Mexique), donne du travail à 13 000 personnes et a bouclé 1998 avec des ventes qui représentent plus de 55 milliards de pesetas (environ 301 millions d'euros), soit 40 % de mieux qu'en 1997. L'entrée en Bourse du groupe, en novembre 1996, fut un réel succès : depuis, les actions ont multiplié plus de dix fois leur valeur.

Cela ne suffit pas : « Leo » escompte 2 000 magasins en l'an 2002 et 6 000 avant 2007, et ce, dans une quarantaine de pays. Il s'est donné les moyens de soutenir sa conquête

des marchés : en mai 1997, TelePizza a acheté

sa rivale Pizza World et créé un groupe en lançant une entreprise de transports (Delta Plus) qui a racheté les Transports Guillierrez pour la distribution des produits de TelePizza, et en achetant, il y a quelques mois, 85 % de Luxtor, la compagnie qui l'approvisionne en fromages. Ajoutant la carte de la diversification, TelePizza a également ouvert TeleGrill, il y a deux ans, une nouvelle marque de vente de poulets et côtelettes grillées. Quant à la France, l'aventure est récente puisque, il y a seulement quelques semaines, le tribunal de commerce de Nanterre (Hauts-de-Seine) a adjugé pour 15 millions de francs (2,9 millions d'euros) à TelePizza les installations du groupe Franca Americana, qui détenait en France la franchise de la chaîne Domino's Pizza. Dès le 19 février, « Leo » sera présent à Paris. En attendant Nantes, Toulouse et Strasbourg...

Marie-Claude Decamps

American Airlines : Bill Clinton invite les pilotes à cesser leur « grève »

QUELQUE 2 400 pilotes sur les 9 200 que compte la compagnie American Airlines ont cessé le travail à bord depuis samedi 6 février en se faisant porter malades. Leur syndicat demande que les 300 pilotes de Reno Air, la quinzième compagnie aérienne des Etats-Unis, rachetée par American Airlines en décembre 1998, soient payés au même tarif : pour le moment, les pilotes de Reno Air reçoivent une rémunération de 150 000 dollars par an (132 743 euros), la moitié de celle perçue par les équipages d'American Airlines.

La compagnie américaine a annoncé, vendredi 12 février, l'annulation de 1 046 vols, soit plus d'un avion sur deux prévus pour la journée, et a engagé une nouvelle action en justice devant le refus de ses pilotes de reprendre le travail. Jeudi, un juge fédéral avait pourtant demandé au syndicat des pilotes de ne plus encourager cette action. Mais cet ordre de reprise du travail semble difficile à appliquer car il est pratiquement impossible de prouver que les pilotes absents ne sont pas réellement malades.

Le président Bill Clinton est intervenu vendredi dans le conflit qui oppose le syndicat des pilotes à la deuxième compagnie aérienne dans le monde. « Je suis préoccupé par l'impact que ce conflit du travail a sur le pays et sur les voyageurs », a déclaré dans un communiqué

M. Clinton en appelant les commandants de bord à reprendre le travail avant le week-end et à retourner à la table de négociations. Il a souligné qu'une poursuite de la grève risquait de causer de très fortes perturbations durant ce congé exceptionnel de trois jours : lundi, jour du président, est en effet une journée régie et cette période est l'une des plus chargées de l'année. « Des millions d'Américains dépendent des transports et de l'industrie du tourisme pour leur gagne-pain », a rappelé le président. Mais ces pilotes avaient peu de chance d'être entendus avant la fin de ce long week-end.

Cette forme de grève n'est pas une première. Le personnel de bord de TWA y a eu recours à Noël et les pilotes de New York la pratiquent traditionnellement. Seule la menace de lourdes amendes qui grimperaient au fur à mesure que le conflit s'ensuivrait, pourraient être en mesure de pousser le syndicat des pilotes à inciter ses troupes à reprendre le travail. Cependant, même si les pilotes obtéraient, le trafic d'American Airlines ne devrait pas revenir à la normale avant quelques jours. Selon des analystes financiers, l'annulation de 100 vols fait perdre à la compagnie américaine 1,2 million de dollars (1 million d'euros).

Joel Morio

DÉPÉCHES

■ **BRITISH AIRWAYS** : la compagnie aérienne britannique a confirmé, vendredi 12 février, sa prise de participation à hauteur de 9 % dans le capital d'Iberia, dans le cadre de la privatisation de la compagnie espagnole. L'investissement sera compris entre 200 et 215 millions de livres (288 et 310 millions d'euros). American Airlines a également annoncé son intention d'acquérir 1 % d'Iberia.

■ **BANQUE** : seize établissements bancaires européens, dont le CCF et les Banques populaires, ont établi, vendredi 12 février, un accord de partenariat, sous le nom d'Euroclub, afin d'assurer un placement obligataire géographiquement diversifié au sein de la zone euro.

■ **ACIER** : le département du commerce américain a indiqué, vendredi 12 février, qu'il pourrait imposer des pénalités de douane aux importations d'acier en provenance du Brésil et du Japon, qu'il estime injustement bas.

■ **AIR FRANCE** : les personnels de la maintenance à Roissy, en grève depuis près de cinq semaines, ont voté, vendredi 12 février, pour la suspension de leur mouvement.

■ **BROSSARD** : le tribunal de grande instance d'Orléans (Loiret) a ordonné, vendredi 12 février, la libération des accès de l'usine Brossard-France de Pithiviers, bloquée par des piquets de grève depuis le 1^{er} février. Les grévistes ont obtenu mais la production reste stoppée.

Ecureuil Trésorerie

Sicav Monétaire pour rémunérer vos disponibilités

Mise en paiement le 17 février 1999
du dividende de l'exercice clos le 30/09/1998

Les revenus distribués de l'exercice sont répartis entre les actions C de capitalisation et les actions D de distribution, au prorata de leurs parts dans l'actif.

L'assemblée générale des actionnaires de la Sicav, réunie le 28 janvier 1999, a approuvé l'affectation suivante des revenus :

- capitalisation pour les actions C ;
- paiement d'un dividende net de 1,19367 € soit 7,83 F par action D.

Le crédit d'impôt est nul.

Performance au 29.01.1999
(dividende net reinvesti pour les actions D)

Sur l'an : 2,47 %

Valeur de l'action C : 50,69 € soit 332,50 F

Valeur de l'action D : 47,53 € soit 311,78 F

Nos conseillers sont à votre disposition pour vous présenter la gamme complète des Sicav et FCP Ecureuil et notre Service de gestion personnalisé PORTEFEUILLE ECUREUIL.



CAISSE D'EPARGNE

Les Sicav et FCP Ecureuil sont gérés par Ecureuil Gestion, filiale de la Caisse d'Epargne et de la Caisse des dépôts. Retrouvez leurs valeurs liquidatives 24h/24 sur "SICAV EN LIGNE" au 08 36 68 09 00 (2,23 F/min).

Réputée pour son intégrité morale, la communauté mormone, dont la ville de l'Utah est la capitale, refuse d'être associée au scandale financier des JO d'hiver de 2002

Les banques développent leur offre de PEP-assurance multisupports

D'après par le succès récent remporté par les plans d'épargne populaire-assurance, les établissements financiers multiplient désormais les versions multisupports de ce placement. Reste à savoir ce que l'investisseur y gagne

JUSQU'ALORS quelque peu boudé par les épargnants, qui lui préféraient la version bancaire classique (le capital fructifère pendant au moins huit ans si la base d'un taux fixe ou variable avec minimum garanti), le plan d'épargne populaire-assurance vite suscite depuis plusieurs mois un véritable engouement de la part des souscripteurs (+20% en termes d'encours, de novembre 1997 à octobre 1998, selon les statistiques de la Banque de France). En 1998, « les PEP-assurance ont couvert 46% de notre collecte globale d'assurance-vie, alors qu'aujourd'hui ils ne représentent qu'un pourcentage très faible de cette activité », constate Marc Sallé, responsable des produits d'assurance au Crédit du

lissent les contrats ouverts depuis le 1^{er} janvier 1998. Les revenus qu'ils génèrent seront soumis à un prélèvement libératoire de 7,5% au bout d'un huit ans à partir de 30 000 francs de plus-values (60 000 francs pour un couple). Or, du fait de son caractère hybride, le PEP-assurance, tout en conservant les autres avantages fiscaux propres à l'assurance-vie (notamment en matière de droits de succession), échappe à cette nouvelle taxation.

UN NOM TROMPEUR
Mieux, il permet une sortie en rentes défiscalisées, ce qui n'est pas le cas des rentes viagères de l'assurance-vie taxées sur la base d'un barème dégressif (la fraction imposable varie de 70% à 30% selon que l'on a moins de cinquante ou plus de soixante-neuf ans au moment où l'on touche sa rente). Résultat, plutôt que de souscrire

un contrat d'assurance-vie ou de continuer à alimenter un PEP bancaire devenu au fil des ans beaucoup moins rentable (les taux de rendement nets annuels n'avaient aujourd'hui autour de 4%), nombre d'épargnantes ont

préféré ouvrir un PEP-assurance ou transférer sur ce type de contrat leur ancien PEP bancaire.

Soucieux de ne pas louper le coche, les assureurs et les banques ont donc décidé de peaufiner leur offre et n'hésitent plus de

puis quelques mois à proposer des PEP-assurance multisupports. Un terme d'ailleurs quelque peu trompeur dans la mesure où la plupart des PEP dits multisupports sont souvent investis dans un (ou plusieurs) compartiment(s) en francs.

« Dès lors qu'il propose un PEP-assurance, le gestionnaire a une obligation de garantie du capital investi qui le contraint à un certain niveau de sécurité », rappelle Philippe Tizzoni, directeur général d'Abélie Vie, dont le PEP multisupports, Selectivaleurs, est essentiellement investi sur des supports en francs (Profil garantie, Victoire épargne et Victoire retraite). Tous les assureurs, néanmoins, n'offrent pas la même marge de sécurité.

PORTS, PRODUITS DESTINÉS À ÊTRE MÉDIOCRE, affirme Jacques Ducrocq, directeur du marketing de la Caixabank, établissement pourtant réputé pour son offre de PEP. Pour assurer sa garantie, l'assureur est amené à « plomber » ses résultats afin de se couvrir, et les performances du produit s'en ressentent automatiquement. Mieux vaut dans ce cas souscrire directement un vrai contrat multisupports. » Ou suivre l'exemple de la Fédération continentale (Kaleidia Pep), d'Avip (Avip Liberté) ou encore de Général-Vie et offrir un véritable PEP multisupports susceptible d'être placé sur des unités de compte « pures », parfois très dynamiques.

« Avant de rendre, il y a un an maintenant, notre contrat multisupports Préférence éligible au PEP, nous avons bien sûr mené des études actuarielles », souligne Jean-Pierre Jaureguib, directeur commercial de Général-Vie. Les projections faites sur un horizon de huit ans et qui concernaient des supports moins volatils montrent clairement qu'au-delà de cinq ans la probabilité de perte est négligeable. » Pour se couvrir les premières années en cas de trop grande exposition au risque, Général-Vie exige cependant de ses clients qu'ils souscrivent une assurance-décès moyennant un coût annuel correspondant à 0,5% de l'épargne gérée et qui l'on retrouve dans les frais de gestion annuels (1,5%, contre 1% pour la version purement assurance de Préférence). Mais le jeu vaut apparemment la chandelle, comme le montrent notamment les résultats de la version dynamique du PEP Préférence de Général-Vie : +25,05% pour 1998.

Laurence Delain

La reprise touche d'abord les logements vastes

APRÈS LE COUP DE FROID persistant de ces dernières années, l'immobilier d'habitation repend des couleurs. Les experts sont unanimes : l'embellie est générale,

tant dans l'ancien que dans le neuf. Centrafi 21, qui représente 12,1% du marché immobilier tenu par les professionnels,

constate que les prix, adossés sur les compromis et les promesses de vente, ont augmenté de 4,13% sur les douze derniers mois. Comme toujours, Paris a fortement tiré les prix à la hausse, avec un +7%. Mais toutes les villes ne sont pas encore sorties du tunnel, loin s'en faut. A Lyon, les compromis et les promesses de vente sont en chute de 4,83%, tandis que Marseille enregistre un repli de 1,76%. Il est vrai que le marché immobilier en province a toujours réagi avec un léger décalage par rapport à Paris.

La reprise est donc bien réelle. Elle est confirmée par les notaires parisiens : du troisième trimestre 1997 au troisième trimestre 1998, les ventes de logements anciens ont progressé de 20% sur Paris et sa petite couronne. Les notaires s'attendent à 37 000 à 38 000 mutations dans l'ancien à Paris pour 1998, contre 32 000 en 1997.

Dans le neuf, la grande offensive de Périssol a promis doper les ventes. Les promoteurs s'apprêtent à livrer 91 000 logements en 1998, contre 81 000 l'année passée. Même chose pour les terrains. Le volume de ventes a connu une forte poussée : 32% sur Paris et sa petite couronne. Il faut dire que la loi Périssol a rendu l'investissement particulièrement attractif dans le neuf : un programme sur deux est commercialisé par le biais de ce régime. « Ce dispositif conjugué à la baisse des taux d'intérêt permet au contribuable imposé au taux marginal de 43%, par exemple, de dégager un taux de rendement interne de 7%, soit trois points de plus que le taux des obligations, net d'impôt », précise-t-on à la FNPC (Fédération nationale des promoteurs-contracteurs).

Signe encourageant : ce regain d'activité n'entraîne pas une flambée des prix. Dans le neuf, les prix se stabilisent autour de 25 000 francs le mètre carré à Paris, alors qu'ils grimpent à 31 700 francs en 1990. Dans l'ancien, le prix moyen du mètre carré s'établit à 15 550 francs aujourd'hui, contre 22 000 francs au début des années 90. « Globalement, les prix en Ile-de-France ont baissé de 30% par rapport à 1990 », constate Guy Nafilyan, président de Kaufman & Broad. Des prix qui se situent à un niveau comparable à ceux de 1987.

C'est un fait : si les acquéreurs ont retrouvé le chemin des agences immobilières, ils n'en restent pas moins très sélectifs. Plus question de céder aux logements « coup de cœur » ! Désormais, la clientèle s'informede, compare et sélectionne en fon-

ction de critères très précis. « Nos analyses auprès des consommateurs ont fait ressortir trois critères essentiels de la demande. La sécurité du quartier, la lumière et l'espace », indique Guy Nafilyan. C'est ainsi que les rez-de-chaussée et premiers étages sont souvent boudés. Autre critère qui monte en flèche : le calme. « A qualité égale, un appartement peut subir une décote de 20% à 30%, selon qu'il est situé dans une artère bruyante ou deux rues plus loin », constate Philippe Audras, le patron de la Fnaim.

La disposition de l'appartement a également changé : « Les modes de vie se sont américanisés. Désormais, les gens recherchent un grand living pour recevoir et une grande cuisine pour dîner en famille, quitte à s'accommoder de chambres plus petites », note Guy Nafilyan. Surtout, les acquéreurs recherchent des logements plus vastes. Selon les chiffres de la FNPC, dans le

logement est insuffisante. « La loi Quilès-Méhaignerie a eu de mauvaises répercussions sur le marché du neuf à cause du plafond d'investissement fixé à 600 000 francs. Ce plafonnement a incité les investisseurs à acquérir trop de petites surfaces et pas assez de logements familiaux », explique Philippe Audras. Résultat : bon nombre de studios restent inoccupés et difficiles à revendre. L'ancien n'est pas épargné par ce phénomène. « Aujourd'hui, ce sont les trois-quartiers qui manquent le plus », confirme Claude Taffin, chargé des relations institutionnelles au Crédit foncier. Autant dire qu'à Paris, où les grandes surfaces manquent cruellement, les trois pièces et plus offrant de bonnes prestations s'arrachent littéralement. Les arrangements les mieux fournis en logements spacieux (6, 7, 8 et 16) sont les premiers à voir leur cote repartir à la hausse. Cette

ont donc toujours la cote. L'au-bain est tentant pour les investisseurs, puisque les prix des petites surfaces se sont définitivement stabilisés à des niveaux assez bas, quand elles ne sont pas bradées. Mais gare à la revente ! Au moindre défaut (un sixième étage sombre ou encore une mauvaise isolation), le logement est écarté par les acquéreurs. Plus que jamais, le fossé se creuse entre les logements sans défaut et les autres. Aujourd'hui, ces derniers ne trouvent toujours pas preneur...

Béatrice Mommet

Des prix sages pour les chambres et les garages

Les autres biens suivent la même tendance à la hausse que les appartements. A Paris, les chambres de service enregistrent une augmentation des ventes de 15,8% au troisième trimestre 1998 par rapport à la même période de l'année précédente. Toutefois, les prix restent sages : au premier semestre 1998, le coût moyen des chambres de bonne à Paris était de 131 161 francs (19 994 euros) contre 185 050 francs en 1997.

Les garages individuels et parkings affichent, quant à eux, une hausse en volume de 10% à Paris sur la même période. Les montants moyens des garages sont de 117 514 francs (17 914 euros) à Paris et de 149 133 francs en 1992 et de 75 090 francs (11 447 euros) dans les Hauts-de-Seine contre 90 909 francs en 1992. Mais que les investisseurs ne s'y trompent pas : « Les box ne sont pas rentables. A Paris, un box acheté 130 000 francs avec un loyer mensuel hors charges de 500 francs offre un rendement de 4,5%, dont il faut déduire les impôts de 10% », explique Philippe Audras, patron de la Fnaim.

néf, les studios ont chuté à 22% des ventes en 1998, contre 28% en 1996. En revanche, les trois-pièces sont passés de 24% à 29% des ventes. Au dire des professionnels, il y a trois explications à cet engouement pour les grands appartements.

L'HABSSMANNIEN INDÉMODABLE
La première est bien évidemment économique. « La conjonction de la baisse des taux d'intérêt, des prix et de la suppression de la taxe régionale permet aujourd'hui aux particuliers d'acquérir un bien 70% plus grand qu'en 1990 », précise-t-on à la chambre des notaires de Paris. La seconde raison est liée à la chambre des notaires de Paris, alors qu'ils grimpent à 31 700 francs en 1990. Dans l'ancien, le prix moyen du mètre carré s'établit à 15 550 francs aujourd'hui, contre 22 000 francs au début des années 90. « Globalement, les prix en Ile-de-France ont baissé de 30% par rapport à 1990 », constate Guy Nafilyan, président de Kaufman & Broad. Des prix qui se situent à un niveau comparable à ceux de 1987.

C'est un fait : si les acquéreurs ont retrouvé le chemin des agences immobilières, ils n'en restent pas moins très sélectifs. Plus question de céder aux logements « coup de cœur » ! Désormais, la clientèle s'informede, compare et sélectionne en fon-

tendance est encore plus marquée à Marseille, où les trois et quatre-pièces représentent près de 60% des ventes, selon les chiffres du Conseil supérieur du notariat. Même chose pour le logement individuel : les maisons avec au moins trois chambres sont les plus demandées.

La maison individuelle ancienne a retrouvé un second souffle avec le prêt à taux zéro. Les ventes ont progressé de 20% en petite couronne au troisième trimestre 1998. Bien que très prisé, en région parisienne comme en province, ce type d'habitat est pourtant souvent oublié des investisseurs. Claude Taffin reste néanmoins optimiste : « A terme, la loi Besson, en plafonnant les loyers, devrait inciter les investisseurs à se porter sur les grands logements en deuxième couronne et en province, là où la demande locative est insatisfait.

Bien sûr, dans Paris intra muros et sa petite couronne, les ventes de studios et de deux-pièces restent d'autant plus significatives que l'offre est abondante. Ces deux types de biens sont d'ailleurs les plus vendus : ils représentent 57% des ventes dans l'ancien au premier semestre 1998. « Il s'agit surtout de constructions anciennes. Près d'un logement sur deux a été construit entre 1850 et 1913 », constate les notaires parisiens. Les immeubles haussmanniens

Hawaï midi, Paris minuit... Banque Directe ouvre jour et nuit.

« Je me simplifie la vie »

Vous effectuez 24h/24 toutes vos opérations bancaires sans jamais vous déplacer et sans attendre. Et pour cela, vous choisissez le moyen qui vous convient le mieux (téléphone, Internet ou Minitel), sans abonnement.

« Je gagne de l'argent »

Vos virements, vos prélèvements et vos petits découverts autorisés sont gratuits. Vous bénéficiez des tarifs les moins chers du marché. Et en plus, votre compte vous rapporte.

« J'obtiens sans délai les meilleures réponses »

Vos demandes sont traitées en temps réel par des Conseillers spécialisés. Pour tous vos projets spécifiques, des spécialistes vous conseillent et vous proposent les produits les mieux adaptés à votre situation personnelle.

GRATUIT

votre Carte Visa Electronique

Découvrez vite la Banque Directe

0801 032 032

www.banquedirecte.fr

Pour en profiter, indiquez le code PC1B

“Banque Directe”

La banque directe de Paribas

Pour bénéficier de cette offre promotionnelle (dès 6000 euros) et de 10% de réduction sur les frais de port, indiquez le code PC1B

3 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31

REVUE DES ACTIONS

ÉNERGIE		
12-02-99	en euros	Diff.
Elf Aquitaine	31,30	-11,24
Eso	73	-0,06
Geophysique	39,94	+3,82
Total	91	-4,61

PRODUITS DE BASE		
12-02-99	en euros	Diff.
Air Liquide	155,60	-2,07
CFE (Ferrailles)	39,39	-0,27
Eramet	32	-15,11
Gascogne	75,10	+1,62
Métaeurop	4,75	-11,76
Metaleasy Act Ord A	31,20	-1,16
Rhône	12,80	-2,95
Rochette (La)	2,54	-2,09
Usinor	12,10	-1,23
Vivendi	28,70	-1,78
Grande Paroisse	33	-1,06
Oxyg.Ex-Orient	356	-2,60

DURANT la semaine écoulée, la Bourse de Paris a poursuivi son lent mouvement de repli. En cinq séances, l'indice CAC 40 a reculé de 2,09 %, à 4 060,36 points. Les deux séances du mardi 9 et du mercredi 10 février ont même fait craindre une baisse plus rapide sous l'influence négative de Wall Street. Mercredi, l'indice est retombé à 4 000 points, soit une chute de 303 points par rapport au sommet atteint le 1er février.

Au fur et à mesure que s'élargie l'« effet euro », le marché parisien cherche un nouveau moteur. La fusion de la Société générale et de Paribas, qui avait embellié le marché au premier jour du mois de février, a été suivie par une chute des deux valeurs. Et les rumeurs (non confirmées) de contre-offre sur la Société générale de la part d'ABN-Amro et sur Paribas de la part d'Axa et de la BNP, n'ont guère fait bouger les cours des deux célibataires.

À la fin de l'année, l'avènement de l'euro avait concentré l'intérêt des investisseurs sur les grandes valeurs faisant partie d'un indice européen. Depuis trois semaines, l'intérêt s'est déplacé vers les valeurs cycliques. En

tête du palmarès des hausses depuis le début de l'année se retrouvent Metaleurop (+ 34,9 %), Usinor (qui gagne 27,9 % malgré sa sortie de l'indice CAC 40), Eramet (+ 25 %), Imetal (+ 22,8 %), Bouygues Offshore et Alstom (+ 20,4 %). Ces valeurs, délaissées durant la seconde partie de l'année 1998, étaient tombées à de très faibles niveaux de valorisation. Leurs multiples de capitalisation des bénéfices pour 1999 étaient compris entre 5 et 7. Dans le même temps, les valeurs vedettes de la côte parisienne (France Télécom, L'Oréal, Vivendi...) se négocient avec des multiples supérieurs à 30, voire 51 pour L'Oréal !

Les investisseurs ont donc opéré un rééquilibrage de leurs portefeuilles. Les grands cabinets d'analyse (Société générale ou J. P. Morgan) ont contribué à ce renversement de tendance en recommandant à leurs clients de privilégier les valeurs cycliques.

En revanche, les valeurs pétrolières, cycliques par excellence, échappent encore à ce retour en force. Les nouvelles en provenance du secteur incitent toujours au pessimisme. Jeudi 11 février, le groupe anglo-néerlandais Royal Dutch Shell a annoncé un effondrement de 95 % de son résultat net pour l'exercice 1998. Les cours des deux majors françaises, Elf Aquitaine et Total, ont aussitôt replongé. En une semaine, l'action Elf a perdu

11,4 % et Total a reculé de 4,6 %. Les cours de valeurs parapétrolières sont au plus bas. À 39 euros, le titre de Géophysique a été divisé par quatre en huit mois.

Cette semaine, l'Etat français a tenu un rôle central sur les marchés. La mise en Bourse de 20 % (dans un premier temps) du capital d'Air France a rencontré un grand succès. L'offre de titres aux particuliers a été souscrite dès fois et le pris de l'action a été arrêté à 14 euros (91,83 francs). Jeudi 11 février, l'Etat a officiellement la privatisation du producteur de nickel Eramet en transférant sa participation de 54,5 % dans les mains de la Cogema (qui détient 30 % du nouvel ensemble), du groupe Sima (34 %) et des collectivités territoriales néo-caledoniennes (pratiquement 6 %). Après une suspension des cotations, jeudi 11 février, l'action Eramet a gagné 10,3 % durant la séance du vendredi 12.

L'Etat a été pressé par Jean Peyrelade, le président du Crédit lyonnais, de signer au plus vite le décret de privatisation. Easfin, les syndicats du Crédit foncier de France ont présenté, jeudi, un projet de rapprochement de l'établissement (dont le capital est porté par la Caisse des dépôts pour le compte de l'Etat) avec le groupe des Caisses d'épargne.

Enguérard Renault

12-02-99 en euros Diff.

Bouygues 280,90 -0,17

Bouygues Offs. 23,66 -0,58

Ciments Français 49,05 -0,24

Elf Aquitaine 18,50 -0,54

Elfage 64,90 +1,50

Imetal 104,80 -3,85

Large 23,25 -10,05

Laposte 28,90 -1,05

Saint-Gobain 128,80 -3,51

SGE 39,90 -1,84

Vivendi 76,25 -0,52

BIENS D'ÉQUIPEMENT

12-02-99 en euros Diff.

Alstom 22 -2,27

Alstom 24,05 +12,91

Bull 6,26 +2,16

Carbone Lorraine 39,48 -2,92

CSC Signaux(CSC) 72 +1,47

Constru Aviation 150,20 -2,00

De Dietrich 35 +2,13

Fives-Lille 64,90 +4,67

France Telecom 255 -3,40

Intertechnic 100,50 -1,74

Legepar 43,20 -5,45

Sagem SA 548 -3

Schneider SA 54,80 -2,92

SFIM 36,36 -40,34

Sofim 66,60 -1,47

Thomson-CSF 32 -8,57

Zodiac e.d. divid 182 -8,33

Algeco 65,90 -2,37

CNIM Cap. 34,11 -1,70

CNIM Cap. 100 -1,05

Enserc 30,80 -2,08

GFI Industries 31 +10,63

Latécoère 73,85 -0,45

Lectra Syst.(B) 6,56 -0,45

Lectra Syst.(F) 130 -0,50

Mecachrome 30,37 +18,65

Radiall 53,95 -4,76

AUTOMOBILE

12-02-99 en euros Diff.

Ecia 90 +3,28

Labinal 165 -8,38

Euro.Édific.(ly) 50 -8,25

Michelin 39,50 -9,72

VALEURS

À fur et à mesure que s'élargie l'« effet euro », le marché parisien cherche un nouveau moteur. La fusion de la Société générale et de Paribas, qui avait embelli le marché au premier jour du mois de février, a été suivie par une chute des deux valeurs. Et les rumeurs (non confirmées) de contre-offre sur la Société générale de la part d'ABN-Amro et sur Paribas de la part d'Axa et de la BNP, n'ont guère fait bouger les cours des deux célibataires.

À la fin de l'année, l'avènement de l'euro avait concentré l'intérêt des investisseurs sur les grandes valeurs faisant partie d'un indice européen. Depuis trois semaines, l'intérêt s'est déplacé vers les valeurs cycliques. En

12-02-99 en euros Diff.

Montupet SA 38 -3,54

Gaudier France S1 -8,28

Guerbet SA 15,50 -1,76

Guy Degremec S 40,30 -1,89

Hermes Int 76,90 +1,83

Info Réalit 22,90 +0,54

Pochet 76,55 -1,54

Reynolds 36,40 +2,42

Reynolds 170,40 -2,70

Smoby (ly) 57 +1,58

S.T. Dupont 8,10 -8,89

Virtac 60,65 +1,08

Walter +98,00 -0,60

SYNTHÈSES

12-02-99 en euros Diff.

Montupet SA 38 -3,54

Gaudier France S1 -8,28

Guerbet SA 15,50 -1,76

Guy Degremec S 40,30 -1,89

Hermes Int 76,90 +1,83

Info Réalit 22,90 +0,54

Pochet 76,55 -1,54

Reynolds 36,40 +2,42

Reynolds 170,40 -2,70

Smoby (ly) 57 +1,58

S.T. Dupont 8,10 -8,89

Virtac 60,65 +1,08

Walter +98,00 -0,60

SYNTHÈSES

12-02-99 en euros Diff.

Montupet SA 38 -3,54

Gaudier France S1 -8,28

Guerbet SA 15,50 -1,76

Guy Degremec S 40,30 -1,89

Hermes Int 76,90 +1,83

Info Réalit 22,90 +0,54

Pochet 76,55 -1,54

Reynolds 36,40 +2,42

Reynolds 170,40 -2,70

Smoby (ly) 57 +1,58

S.T. Dupont 8,10 -8,89

Virtac 60,65 +1,08

Walter +98,00 -0,60

SYNTHÈSES

12-02-99 en euros Diff.

Montupet SA 38 -3,54

Gaudier France S1 -8,28

Guerbet SA 15,50 -1,76

Guy Degremec S 40,30 -1,89

Hermes Int 76,90 +1,83

Info Réalit 22,90 +0,54

Pochet 76,55 -1,54

Reynolds 36,40 +2,42

Reynolds 170,

Baisse du taux directeur nippon à un plancher historique de 0,15 %

L'institut d'émission japonais a décidé, vendredi 12 février, d'assouplir une nouvelle fois sa politique monétaire. Cette mesure est destinée à enrayer la remontée des rendements des obligations

A la surprise générale, le conseil de la Banque du Japon a décidé, vendredi 12 février, d'assouplir une nouvelle fois sa politique monétaire. L'objectif fixé au taux de l'argent au jour le jour a été ramené de

0,25 % à 0,15 %. Lors d'une conférence de presse, le gouverneur de l'institut d'émission, Masaru Hayami, a déclaré qu'il espérait que cette mesure allait permettre d'enrayer la hausse des taux d'intérêt à long terme

dans l'archipel. En cinq mois, le rendement des emprunts d'Etat nippons a multiplié par près de quatre. La banque centrale japonaise a, en revanche, affirmé qu'elle n'avait pas l'intention d'intensifier ses achats d'em- prunts d'Etat, comme lui demandaient le

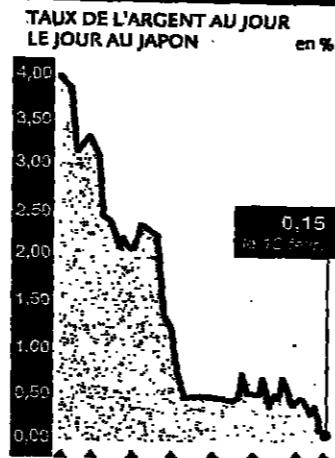
gouvernement nippon et Washington. Ce rendement a déçu les opérateurs et provoqué, vendredi, un net recul des marchés obligataires aux Etats-Unis et en Europe.

L'ABAISSEMENT de 0,25 % à 0,15 % du taux au jour le jour annoncé, vendredi 12 février, par la Banque du Japon constitue le premier assouplissement de sa politique monétaire depuis septembre 1998, sans modifier toutefois l'orientation générale de celle-ci. La banque centrale se refuse toujours à intervenir sur le marché obligataire pour limiter la hausse des rendements par un accroissement de la fréquence ou des volumes de ses achats de bons d'Etat, comme le lui demandent avec insistance le gouvernement et Washington.

Cette mesure d'assouplissement, dont le gouverneur de la banque centrale, Masaru Hayami, a annoncé qu'elle n'était qu'une première étape et que l'institut d'émission continuera à guider le taux au jour le jour « afin qu'il reste le plus bas possible », est l'une des rares possibilités qui lui restait. A 0,5 %, le taux d'espérance est déjà pratiquement au plancher depuis septembre 1995.

L'abaissement du taux au jour le jour, qui a désormais atteint son niveau historique le plus bas, aura-t-il l'effet escompté : enrayer la remontée des taux à long terme, références pour l'investissement et les prêts au logement, qui agrave la spirale déflationniste ? Beaucoup d'économistes en doutent et pensent que la banque centrale devra se résoudre à augmenter ses achats directs de bons d'Etat.

Une décision surprise



La Banque du Japon a décidé, vendredi 12 février, d'abaisser à 0,15% le taux de l'argent au jour le jour, contre 0,25% précédemment.

La décision de l'institut d'émission, prise à l'unanimité de son conseil de politique monétaire, de jouer sur le taux au jour le jour est interprétée comme sa volonté de faire preuve d'autonomie face aux pressions de la part du pouvoir politique. Un soutien salué par le quotidien *Asahi*, qui estime que le gouvernement doit être logique avec lui-même : la hausse des rende-

ments obligataires était la conséquence de sa politique d'émettre davantage de bons d'Etat pour financer le déficit budgétaire. Ce n'est pas à la banque centrale d'assumer les conséquences. Celle-ci a annoncé qu'elle continuerait à en souscrire au rythme de 400 milliards de yens par mois mais refuse, pour l'instant du moins, de procéder à un financement direct du déficit budgétaire qui relancerait l'inflation. Le gouvernement, de son côté, conscient de la gravité d'une situation caractérisée par la tendance à la hausse des taux d'intérêt et de la valeur du yen, essaie de démontrer la détermination des autorités d'enrayer un nouveau fléchissement de l'activité.

MAUVAIS ACCUEIL

Les décisions de la Banque du Japon, annoncées après la fermeture de la place de Tokyo, ont été mal accueillies par les investisseurs internationaux. A Londres, le contrat à terme sur les emprunts d'Etat nippons a cédé un point, entraînant à la baisse les marchés obligataires américains et européens. Les opérateurs craignent qu'une poursuite de la remontée des rendements au Japon n'accélère le rapatriement dans l'archipel des capitaux nippons placés aux Etats-Unis et en Europe. Le rendement du bon du Trésor américain à 30 ans a bondi jusqu'à 5,43 % vendredi soir (3,94 %

en France pour les échéances à dix ans). Sur le front des changes, le yen, qui avait reculé jusqu'à 115,80 yens pour un dollar américain après l'annonce des mesures nippones, est remonté à 114,20 yens pour un dollar vendredi soir. L'euro, de son côté, a continué à faire

grands affaires s'être procuré un texte rédigé par le ministère allemand des finances et intitulé « Réponse au ralentissement économique dans la zone euro ». « Il n'y a rien de vrai là dedans », a affirmé le ministre des finances allemand, Oskar Lafontaine, en admettant toutefois

M. Strauss-Kahn veut une BCE plus transparente

Le ministre français de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn, a réclamé, vendredi 12 février, plus de transparence de la part de la Banque centrale européenne (BCE). « Je pense qu'une banque centrale, surtout pour une monnaie majeure sur le plan international, a besoin de faire partie du système démocratique », a déclaré le ministre lors d'une rencontre avec des journalistes à Berlin.

La BCE « n'est pas un instrument purement technique, ses décisions doivent aussi être acceptées par la population qu'elle représente », a-t-il poursuivi. « Faute de quoi, il risque d'y avoir, quand elle est amenée à prendre des décisions dures, des réactions contre une institution qui n'est pas capable de se défendre. (...) Il faut que nous mettions en place des instruments qui rendent la BCE plus visible. » Cela ne touche en rien son indépendance, qui est cruciale. L'indépendance ne veut pas dire l'opacité et le secret », a-t-il souligné.

La Malaisie a claquée la porte de l'INRO en 1998, lassé de financer à grands frais des opérations jugées inutiles. La Thaïlande, premier producteur mondial, a tergiversé quelque temps puis, finalement, vient de lui emboîter le pas en annonçant sa décision irrévocable de se retirer, elle aussi, de l'INRO.

Le fond, que reproche-t-on à l'accord ? De n'avoir pas réussi à redresser les prix ou à redynamiser des économies en déroute. A l'impossible nul n'est tenu, et l'INRO avait surtout vocation à stabiliser les prix dans une fourchette acceptable. Peut-être n'est-il pas faux de considérer que c'est l'évolution des marchés, accordant plus de place aux financements qu'à la réalité des fondamentaux, qui a rendu caduques toutes les conventions (café, cacao, jute, caoutchouc).

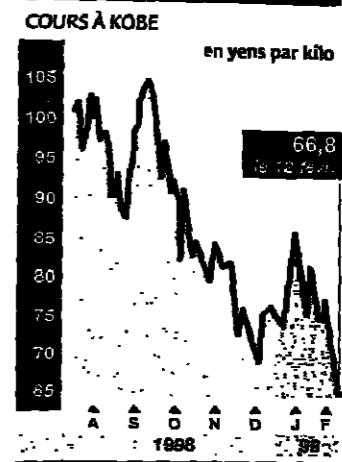
Cela explique sans doute aussi que la Malaisie, aussi bien que la Thaïlande, ait décidé de rester dans l'Association des pays producteurs de caoutchouc naturel. Elles pourront alors avoir les coulées plus franches sur les marchés mondiaux. En outre, ces deux pays ont commencé à réduire leurs plantations d'hévéas au profit notamment de celles de palmiers à huile, plus rentables.

La survie de ce dernier accord n'est donc plus qu'une question de semaines : l'inquiétude ne fait pas l'affaire des prix. A Kuala Lumpur, la feuille fumée n°1 (RSSI) a fini la semaine à 256 cents malaisiens le kilo (soit 107 cents américains). Se pose désormais la question des stocks de l'INRO, estimés à au moins 100 000 tonnes : bien les liquider devrait être l'ultime transaction de l'organisation.

Carole Petit

MATIÈRES PREMIÈRES

Nouveau recul du caoutchouc



LES GRANDS ACCORDS internationaux sur les produits de base ont vécu. Stabiliser les prix en assurant un revenu plus ou moins équitable aux producteurs : le rêve était trop beau. L'accord international sur le caoutchouc contrôlé par l'organisation du même nom (INRO) a tenté, vainement, de redonner corps à ce qui était devenu une chimère. Mais les interventions du stock régulateur - qui ne tenait plus que du secours d'urgence - se sont révélées insuffisantes pour empêcher l'effondrement des prix. La Malaisie a claquée la porte de l'INRO en 1998, lassé de financer à grands frais des opérations jugées inutiles. La Thaïlande, premier producteur mondial, a tergiversé quelque temps puis, finalement, vient de lui emboîter le pas en annonçant sa décision irrévocable de se retirer, elle aussi, de l'INRO.

Le fond, que reproche-t-on à l'accord ? De n'avoir pas réussi à redresser les prix ou à redynamiser des économies en déroute. A l'impossible nul n'est tenu, et l'INRO avait surtout vocation à stabiliser les prix dans une fourchette acceptable. Peut-être n'est-il pas faux de considérer que c'est l'évolution des marchés, accordant plus de place aux financements qu'à la réalité des fondamentaux, qui a rendu caduques toutes les conventions (café, cacao, jute, caoutchouc).

Cela explique sans doute aussi que la Malaisie, aussi bien que la Thaïlande, ait décidé de rester dans l'Association des pays producteurs de caoutchouc naturel. Elles pourront alors avoir les coulées plus franches sur les marchés mondiaux. En outre, ces deux pays ont commencé à réduire leurs plantations d'hévéas au profit notamment de celles de palmiers à huile, plus rentables.

La survie de ce dernier accord n'est donc plus qu'une question de semaines : l'inquiétude ne fait pas l'affaire des prix. A Kuala Lumpur, la feuille fumée n°1 (RSSI) a fini la semaine à 256 cents malaisiens le kilo (soit 107 cents américains). Se pose désormais la question des stocks de l'INRO, estimés à au moins 100 000 tonnes : bien les liquider devrait être l'ultime transaction de l'organisation.

Pierre-Antoine Delhommais et Philippe Pons (à Tokyo)

Marché international des capitaux : souci de diversification

LE MARCHÉ est devenu difficile. La faiblesse de l'euro réduit l'attrait des titres libellés dans la nouvelle monnaie. Il n'est notamment plus guère question d'en vendre au Japon, même lorsque les signatures sont excellentes. Au mois de janvier, c'était encore possible. L'établissement public français chargé d'amortir la dette de la Sécurité sociale (Cades) l'avait bien montré. Il avait contracté, le 22 janvier, un emprunt de 1,5 milliard d'euros d'une durée d'un peu plus de cinq ans, qui s'était en partie placé dans des portefeuilles d'investisseurs nippons. Cette affaire a été portée à 2 milliards, lundi 8 février, par l'intermédiaire des mêmes banques (une américaine, Lehman Brothers, une japonaise, Nomura, et Paribas). L'augmentation a été absorbée facilement, mais les acheteurs ont été essentiellement européens.

Sans préjuger de l'évolution des cours de change ni de celle des taux d'intérêt, on peut espérer que l'appétit japonais pour des obligations en euros reprendra à partir du mois d'avril, quand commenceront la nouvelle année fiscale à Tokyo. Les grands emprunteurs européens souhaitent tous élargir au maximum le cercle de leurs investisseurs, bien au-delà de notre continent. Ceci afin de mettre toutes les chances de leur côté et de lever des fonds dans les meilleures conditions possibles. C'est visiblement l'intention du Réseau ferroviaire de France (RFF), qui s'occupe du financement de l'infrastructure ferroviaire. Cet établissement public, issu du

découpage de la SNCF, a confié à Paribas et à Tokyo Mitsubishi International le soin d'organiser cette semaine une série de présentations au Japon pour mieux se faire connaître des principales institutions financières de ce pays. Son plan est d'émettre sous peu pour au moins 1 milliard d'euros d'obligations, qui viendront à échéance dans quinze ans.

Une telle opération, si elle voit le jour comme prévu, sera destinée à des investisseurs professionnels. Certains émetteurs, partageant le même souci de multiplier leurs sources de financement, songent à atteindre les particuliers. Pour ce qui concerne les souscripteurs privés japonais, deux monnaies retiennent actuellement leur attention : la leur, parce que les taux d'intérêt associés au yen sont redévenus alléchants, et le dollar, qui non seulement est fort mais rapporte également beaucoup plus. Les emprunteurs européens tentés par une solution de ce genre (Dexia, par exemple) devront toutefois prendre patience. Le fait est que cette partie du marché est assez encadrée par les émetteurs japonais eux-mêmes

et trait du compartiment suisse est double. A l'avantage immédiat de procurer des ressources dans de bonnes conditions s'ajoute celui de cultiver sa notoriété internationale, car les acheteurs de titres en francs suisses sont souvent les mêmes, qui se tournent vers d'autres devises lorsque la conjoncture s'y préte.

Parmi les projets d'emprunts en euros, ceux des pays baltes et de l'Europe de l'Est continuent de retenir l'attention. Plusieurs catégories d'investisseurs, dont des fonds spécialisés, attendent de ces affaires qu'elles répliquent un peu l'évolution qui s'est produite chez nous dans la perspective du lancement de l'euro. Les taux d'intérêt se sont considérablement rapprochés dans les pays qui allaient accéder les premiers à la monnaie commune. Le mouvement s'est propagé aux autres membres de l'Union européenne qui ont de grandes chances de rejoindre la zone euro en 2002. La Grèce en a tout particulièrement bénéficié. Les candidats à l'Union européenne sont également très appréciés et d'autres se préparent à profiter de la situation. De nombreuses consultations sont actuellement organisées. Cette semaine, ce sera au tour de la Croatie d'aller à la rencontre des investisseurs internationaux. Ce pays prévoit de lever 250 millions d'euros pour une durée de cinq ou sept ans par l'intermédiaire de Credit Suisse First Boston et de la Dresdner Bank.

Christophe Vetter

AUJOURD'HUI

LE MONDE / DIMANCHE 14 - LUNDI 15 FÉVRIER 1999

MODES DE VIE Mardi 16 février marque le début de l'année du Lapin (ou du Lièvre, ou encore du Chat selon les communautés) dans le calendrier chinois et indochinois.

● D'ABORD CÉLÉBRÉ en petits comités par des communautés plutôt portées à la discrétion, le Nouvel An chinois prend peu à peu le caractère haut en couleur de ses régions d'origine, signe que l'intégration collective ne pose que peu de problèmes.

● L'INTERET PORTÉ par le public français à la culture extrême-orientale dépasse largement le cadre de cette fête, comme le démontre le succès grandissant rencontré par les produits gastronomiques, les articles d'aménagement ou de décoration, ou les vêtements, par exemple.

● LE « FENG SHUI » lui-même, vieille « science » qui tend à harmoniser les rapports de l'homme et de son environnement, connaît une audience croissante.

Les fêtes du Nouvel An chinois dépassent les frontières de la communauté

Le mardi 16 février commence l'année du Lapin. Longtemps organisées dans la discrétion, les célébrations rencontrent aujourd'hui un intérêt croissant, qui traduit l'engouement des Français pour la culture extrême-orientale

MARDI 16 FÉVRIER, s'ouvrira le Nouvel An chinois, placé sous le signe du Lapin, après l'année du Tigre, en attendant celle du Dragon, qui débutera avec le prochain millénaire. En France, la portée de cette fête, de caractère avant tout familial, mais dont la célébration donne lieu à des manifestations de rue hautes en couleurs, s'étend un peu plus chaque année au-delà de la seule communauté chinoise ou indochinoise.

Hier célébré avec discrétion par des populations réputées socialement peu extraverties, cet événement, qui reste empreint d'exotisme, est largement sorti de

quelques billets, le vacarme des pétards, font désormais partie des « événements à ne pas manquer ».

La popularité naissante du Nouvel An chinois reflète aussi l'intérêt croissant que rencontre, en France, la culture extrême-orientale en général, et chinoise en particulier, bien que le distinguo échappe parfois aux non-initiés. Elle témoigne aussi d'une volonté croissante de visibilité de la part d'une communauté dont l'intégration dans la société française paraît s'effectuer sans trop de heurts.

« Ce changement est en partie la conséquence des mesures de régulation d'immigrés chinois, sou-

vent quelques billets, le vacarme des pétards, font désormais partie des « événements à ne pas manquer ». La popularité naissante du Nouvel An chinois reflète aussi l'intérêt croissant que rencontre, en France, la culture extrême-orientale en général, et chinoise en particulier, bien que le distinguo échappe parfois aux non-initiés. Elle témoigne aussi d'une volonté croissante de visibilité de la part d'une communauté dont l'intégration dans la société française paraît s'effectuer sans trop de heurts. « Ce changement est en partie la conséquence des mesures de régulation d'immigrés chinois, sou-

Lapin, Lièvre ou Chat ?

L'année qui s'ouvre le 16 février 1999 et prendra fin le 4 février 2000 sera placée sous le signe du Lapin (ou dit plutôt l'année du Lièvre à Taiwan et au Japon, l'idéogramme étant le même pour les deux animaux). Pour les Vietnamiens, il s'agit de l'année du Chat. Les signes du Zodiaque chinois sont au nombre de douze : Rat, Bœuf, Tigre, Lapin, Dragon, Serpent, Cheval, Mouton, Singe, Coq, Chien et Sanglier. « Comme le veut la légende, le seigneur Bouddha aurait assigné une année lunaire à chacun des animaux venus lui rendre hommage au moment de mettre fin à son séjour terrestre », rappelle Théodora Lau dans son *Livre des horoscopes chinois* (Picquier poche, 59 francs, 8,99 €).

A Paris, plusieurs cortèges sont prévus. Dans le 3^e arrondissement, samedi 20 février, à 10 heures (de la rue du Temple à la mairie). Dans le 13^e, dimanche 21 février à partir de 13 heures (départ du Stadium de l'avenue d'Ivry). D'autres animations doivent avoir lieu à Belleville, et en banlieue, à Bagnolot notamment.

L'ombre. Directement ou indirectement, un nombre grandissant de Français de souche s'y intéressent. Dans les guides touristiques de Paris, la visite des « quartiers chinois » (le 3^e et le 13^e arrondissement, mais aussi Belleville) figure en bonne place.

Le défilé du Nouvel An, avec sa danse du dragon qui, devant chaque magasin, « avale » une saleté contenant une enveloppe rouge où le commerçant aura gis-

ligné. Directement ou indirectement, un nombre grandissant de Français de souche s'y intéressent. Dans les guides touristiques de Paris, la visite des « quartiers chinois » (le 3^e et le 13^e arrondissement, mais aussi Belleville) figure en bonne place.

Le défilé du Nouvel An, avec sa danse du dragon qui, devant chaque magasin, « avale » une saleté contenant une enveloppe rouge où le commerçant aura gis-

ligné. Directement ou indirectement, un nombre grandissant de Français de souche s'y intéressent. Dans les guides touristiques de Paris, la visite des « quartiers chinois » (le 3^e et le 13^e arrondissement, mais aussi Belleville) figure en bonne place.

Le défilé du Nouvel An, avec sa danse du dragon qui, devant chaque magasin, « avale » une saleté contenant une enveloppe rouge où le commerçant aura gis-

ligné. Directement ou indirectement, un nombre grandissant de Français de souche s'y intéressent. Dans les guides touristiques de Paris, la visite des « quartiers chinois » (le 3^e et le 13^e arrondissement, mais aussi Belleville) figure en bonne place.

Le défilé du Nouvel An, avec sa danse du dragon qui, devant chaque magasin, « avale » une saleté contenant une enveloppe rouge où le commerçant aura gis-

ligné. Directement ou indirectement, un nombre grandissant de Français de souche s'y intéressent. Dans les guides touristiques de Paris, la visite des « quartiers chinois » (le 3^e et le 13^e arrondissement, mais aussi Belleville) figure en bonne place.

Le défilé du Nouvel An, avec sa danse du dragon qui, devant chaque magasin, « avale » une saleté contenant une enveloppe rouge où le commerçant aura gis-

ligné. Directement ou indirectement, un nombre grandissant de Français de souche s'y intéressent. Dans les guides touristiques de Paris, la visite des « quartiers chinois » (le 3^e et le 13^e arrondissement, mais aussi Belleville) figure en bonne place.

Le défilé du Nouvel An, avec sa danse du dragon qui, devant chaque magasin, « avale » une saleté contenant une enveloppe rouge où le commerçant aura gis-

ligné. Directement ou indirectement, un nombre grandissant de Français de souche s'y intéressent. Dans les guides touristiques de Paris, la visite des « quartiers chinois » (le 3^e et le 13^e arrondissement, mais aussi Belleville) figure en bonne place.

Le défilé du Nouvel An, avec sa danse du dragon qui, devant chaque magasin, « avale » une saleté contenant une enveloppe rouge où le commerçant aura gis-

ligné. Directement ou indirectement, un nombre grandissant de Français de souche s'y intéressent. Dans les guides touristiques de Paris, la visite des « quartiers chinois » (le 3^e et le 13^e arrondissement, mais aussi Belleville) figure en bonne place.

Le défilé du Nouvel An, avec sa danse du dragon qui, devant chaque magasin, « avale » une saleté contenant une enveloppe rouge où le commerçant aura gis-

ligné. Directement ou indirectement, un nombre grandissant de Français de souche s'y intéressent. Dans les guides touristiques de Paris, la visite des « quartiers chinois » (le 3^e et le 13^e arrondissement, mais aussi Belleville) figure en bonne place.

Le défilé du Nouvel An, avec sa danse du dragon qui, devant chaque magasin, « avale » une saleté contenant une enveloppe rouge où le commerçant aura gis-

ligné. Directement ou indirectement, un nombre grandissant de Français de souche s'y intéressent. Dans les guides touristiques de Paris, la visite des « quartiers chinois » (le 3^e et le 13^e arrondissement, mais aussi Belleville) figure en bonne place.

Le défilé du Nouvel An, avec sa danse du dragon qui, devant chaque magasin, « avale » une saleté contenant une enveloppe rouge où le commerçant aura gis-

ligné. Directement ou indirectement, un nombre grandissant de Français de souche s'y intéressent. Dans les guides touristiques de Paris, la visite des « quartiers chinois » (le 3^e et le 13^e arrondissement, mais aussi Belleville) figure en bonne place.

Le défilé du Nouvel An, avec sa danse du dragon qui, devant chaque magasin, « avale » une saleté contenant une enveloppe rouge où le commerçant aura gis-

ligné. Directement ou indirectement, un nombre grandissant de Français de souche s'y intéressent. Dans les guides touristiques de Paris, la visite des « quartiers chinois » (le 3^e et le 13^e arrondissement, mais aussi Belleville) figure en bonne place.

Le défilé du Nouvel An, avec sa danse du dragon qui, devant chaque magasin, « avale » une saleté contenant une enveloppe rouge où le commerçant aura gis-

ligné. Directement ou indirectement, un nombre grandissant de Français de souche s'y intéressent. Dans les guides touristiques de Paris, la visite des « quartiers chinois » (le 3^e et le 13^e arrondissement, mais aussi Belleville) figure en bonne place.

Le défilé du Nouvel An, avec sa danse du dragon qui, devant chaque magasin, « avale » une saleté contenant une enveloppe rouge où le commerçant aura gis-

ligné. Directement ou indirectement, un nombre grandissant de Français de souche s'y intéressent. Dans les guides touristiques de Paris, la visite des « quartiers chinois » (le 3^e et le 13^e arrondissement, mais aussi Belleville) figure en bonne place.

Le défilé du Nouvel An, avec sa danse du dragon qui, devant chaque magasin, « avale » une saleté contenant une enveloppe rouge où le commerçant aura gis-

ligné. Directement ou indirectement, un nombre grandissant de Français de souche s'y intéressent. Dans les guides touristiques de Paris, la visite des « quartiers chinois » (le 3^e et le 13^e arrondissement, mais aussi Belleville) figure en bonne place.

Le défilé du Nouvel An, avec sa danse du dragon qui, devant chaque magasin, « avale » une saleté contenant une enveloppe rouge où le commerçant aura gis-

ligné. Directement ou indirectement, un nombre grandissant de Français de souche s'y intéressent. Dans les guides touristiques de Paris, la visite des « quartiers chinois » (le 3^e et le 13^e arrondissement, mais aussi Belleville) figure en bonne place.

Le défilé du Nouvel An, avec sa danse du dragon qui, devant chaque magasin, « avale » une saleté contenant une enveloppe rouge où le commerçant aura gis-

ligné. Directement ou indirectement, un nombre grandissant de Français de souche s'y intéressent. Dans les guides touristiques de Paris, la visite des « quartiers chinois » (le 3^e et le 13^e arrondissement, mais aussi Belleville) figure en bonne place.

Le défilé du Nouvel An, avec sa danse du dragon qui, devant chaque magasin, « avale » une saleté contenant une enveloppe rouge où le commerçant aura gis-

ligné. Directement ou indirectement, un nombre grandissant de Français de souche s'y intéressent. Dans les guides touristiques de Paris, la visite des « quartiers chinois » (le 3^e et le 13^e arrondissement, mais aussi Belleville) figure en bonne place.

Le défilé du Nouvel An, avec sa danse du dragon qui, devant chaque magasin, « avale » une saleté contenant une enveloppe rouge où le commerçant aura gis-

ligné. Directement ou indirectement, un nombre grandissant de Français de souche s'y intéressent. Dans les guides touristiques de Paris, la visite des « quartiers chinois » (le 3^e et le 13^e arrondissement, mais aussi Belleville) figure en bonne place.

Le défilé du Nouvel An, avec sa danse du dragon qui, devant chaque magasin, « avale » une saleté contenant une enveloppe rouge où le commerçant aura gis-

ligné. Directement ou indirectement, un nombre grandissant de Français de souche s'y intéressent. Dans les guides touristiques de Paris, la visite des « quartiers chinois » (le 3^e et le 13^e arrondissement, mais aussi Belleville) figure en bonne place.

Le défilé du Nouvel An, avec sa danse du dragon qui, devant chaque magasin, « avale » une saleté contenant une enveloppe rouge où le commerçant aura gis-

ligné. Directement ou indirectement, un nombre grandissant de Français de souche s'y intéressent. Dans les guides touristiques de Paris, la visite des « quartiers chinois » (le 3^e et le 13^e arrondissement, mais aussi Belleville) figure en bonne place.

Le défilé du Nouvel An, avec sa danse du dragon qui, devant chaque magasin, « avale » une saleté contenant une enveloppe rouge où le commerçant aura gis-

ligné. Directement ou indirectement, un nombre grandissant de Français de souche s'y intéressent. Dans les guides touristiques de Paris, la visite des « quartiers chinois » (le 3^e et le 13^e arrondissement, mais aussi Belleville) figure en bonne place.

Le défilé du Nouvel An, avec sa danse du dragon qui, devant chaque magasin, « avale » une saleté contenant une enveloppe rouge où le commerçant aura gis-

ligné. Directement ou indirectement, un nombre grandissant de Français de souche s'y intéressent. Dans les guides touristiques de Paris, la visite des « quartiers chinois » (le 3^e et le 13^e arrondissement, mais aussi Belleville) figure en bonne place.

Le défilé du Nouvel An, avec sa danse du dragon qui, devant chaque magasin, « avale » une saleté contenant une enveloppe rouge où le commerçant aura gis-

ligné. Directement ou indirectement, un nombre grandissant de Français de souche s'y intéressent. Dans les guides touristiques de Paris, la visite des « quartiers chinois » (le 3^e et le 13^e arrondissement, mais aussi Belleville) figure en bonne place.

Le défilé du Nouvel An, avec sa danse du dragon qui, devant chaque magasin, « avale » une saleté contenant une enveloppe rouge où le commerçant aura gis-

ligné. Directement ou indirectement, un nombre grandissant de Français de souche s'y intéressent. Dans les guides touristiques de Paris, la visite des « quartiers chinois » (le 3^e et le 13^e arrondissement, mais aussi Belleville) figure en bonne place.

Le défilé du Nouvel An, avec sa danse du dragon qui, devant chaque magasin, « avale » une saleté contenant une enveloppe rouge où le commerçant aura gis-

ligné. Directement ou indirectement, un nombre grandissant de Français de souche s'y intéressent. Dans les guides touristiques de Paris, la visite des « quartiers chinois » (le 3^e et le 13^e arrondissement, mais aussi Belleville) figure en bonne place.

Le défilé du Nouvel An, avec sa danse du dragon qui, devant chaque magasin, « avale » une saleté contenant une enveloppe rouge où le commerçant aura gis-

ligné. Directement ou indirectement, un nombre grandissant de Français de souche s'y intéressent. Dans les guides touristiques de Paris, la visite des « quartiers chinois » (le 3^e et le 13^e arrondissement, mais aussi Belleville) figure en bonne place.

Le défilé du Nouvel An, avec sa danse du dragon qui, devant chaque magasin, « avale » une saleté contenant une enveloppe rouge où le commerçant aura gis-

ligné. Directement ou indirectement, un nombre grandissant de Français de souche s'y intéressent. Dans les guides touristiques de Paris, la visite des « quartiers chinois » (le 3^e et le 13^e arrondissement, mais aussi Belleville) figure en bonne place.

Le défilé du Nouvel An, avec sa danse du dragon qui, devant chaque magasin, « avale » une saleté contenant une enveloppe rouge où le commerçant aura gis-

ligné. Directement ou indirectement, un nombre grandissant de Français de souche s'y intéressent. Dans les guides touristiques de Paris, la visite des « quartiers chinois » (le 3^e et le 13^e arrondissement, mais aussi Belleville) figure en bonne place.

Le défilé du Nouvel An, avec sa danse du dragon qui, devant chaque magasin, « avale » une saleté contenant une enveloppe rouge où le commerçant aura gis-

ligné. Directement ou indirectement, un nombre grandissant de Français de souche s'y intéressent. Dans les guides touristiques de Paris, la visite des « quartiers chinois » (le 3^e et le 13^e arrondissement, mais aussi Belleville) figure en bonne place.

Le défilé du Nouvel An, avec sa danse du dragon qui, devant chaque magasin, « avale » une saleté contenant une enveloppe rouge où le commerçant aura gis-

ligné. Directement ou indirectement, un nombre grandissant de Français de souche s'y intéressent. Dans les guides touristiques de Paris, la visite des « quartiers chinois » (le 3^e et le 13^e arrondissement, mais aussi Belleville) figure en bonne place.

Le défilé du Nouvel An, avec sa danse du dragon qui, devant chaque magasin, « avale » une saleté contenant une enveloppe rouge où le commerçant aura gis-

ligné. Directement ou indirectement, un nombre grandissant de Français de souche s'y intéressent. Dans les guides touristiques de Paris, la visite des « quartiers chinois » (le 3^e et le 13^e arrondissement, mais aussi Belleville) figure en bonne place.

Le défilé du Nouvel An, avec sa danse du dragon qui, devant chaque magasin, « avale » une saleté contenant une enveloppe rouge où le commerçant aura gis-

ligné. Directement ou indirectement, un nombre grandissant de Français de souche s'y intéressent. Dans les guides touristiques de Paris, la visite des « quartiers chinois » (le 3^e et le 13^e arrondissement, mais aussi Belleville) figure en bonne place.

Le défilé du Nouvel An, avec sa danse du dragon qui, devant chaque magasin, « avale » une saleté contenant une enveloppe rouge où le commerçant aura gis-

ligné. Directement ou indirectement, un nombre grandissant de Français de souche s'y intéressent. Dans les guides touristiques de Paris, la visite des « quartiers chinois » (le 3^e et le 13^e arrondissement, mais aussi Belleville) figure en bonne place.

Le défilé du Nouvel An, avec sa danse du dragon qui, devant chaque magasin, « avale » une saleté contenant une enveloppe rouge où le commerçant aura gis-

ligné. Directement ou indirectement, un nombre grandissant de Français de souche s'y intéressent. Dans les guides touristiques de Paris, la visite des « quartiers chinois » (le 3^e et le 13^e arrondissement, mais aussi Belleville) figure en bonne place.

Le défilé du Nouvel An, avec sa danse du dragon qui, devant chaque magasin, « avale » une saleté contenant une enveloppe rouge où le commerçant aura gis-

ligné. Directement ou indirectement, un nombre grandissant de Français de souche s'y intéressent. Dans les guides touristiques de Paris, la visite des « quartiers chinois » (le 3^e et le 13^e arrondissement, mais aussi Belleville) figure en bonne place.

Le défilé du Nouvel An, avec sa danse du dragon qui, devant chaque magasin, « avale » une saleté contenant une enveloppe rouge où le commerçant aura gis-

ligné. Directement ou indirectement, un nombre grandissant de Français de souche s'y intéressent. Dans les guides touristiques de Paris, la visite des « quartiers chinois » (le 3^e et le 13^e arrondissement, mais aussi Belleville) figure en bonne place.

Le défilé du Nouvel An, avec sa danse du dragon qui, devant chaque magasin, « avale » une saleté contenant une enveloppe rouge où le commerçant aura gis-

ligné. Directement ou indirectement, un nombre grandissant de Français de souche s'y intéressent. Dans les guides touristiques de Paris, la visite des « quartiers chinois » (le 3^e et le 13^e arrondissement, mais aussi Belleville) figure en

A Orléans, en formant ses champions, le judo aide à la réhabilitation des quartiers sensibles

Deux jeunes issus de cette filière ont fait leurs débuts internationaux au Tournoi de Paris

L'école technique de l'Union sportive Orléans (USO) s'est installée, dans les années 80, au cœur du quartier réputé difficile des Groues,

afin de permettre à des jeunes fragilisés de pratiquer un sport de haut niveau tout en poursuivant des études. Mehedi Khalidoune, champion

de France seniors (-81 kg), et Anthony Rodriguez, vice-champion d'Europe juniors (-73 kg), sont issus de cette structure, unique en France.

AU STADE Pierre-de-Coubertin, à Paris, Mehedi Khalidoune et Anthony Rodriguez ne se sont pas beaucoup quittés des yeux. Quand l'un s'échauffait, l'autre n'était pas loin. Quand l'un combattait, l'autre l'encourageait. C'est que, depuis toujours, leurs chemins sont parallèles. De l'immeuble du quartier des Groues, une zone sensible d'Orléans (Loiret), où leurs familles sont voisines de palier, à la salle de judo des Mureins, juste en face, qu'ils fréquentent depuis qu'ils sont en âge d'aller à l'école. Et, aujourd'hui, du dojo des Mureins aux tapis de la porte de Saint-Cloud, sur lesquels est organisé, jusqu'à dimanche 14 février, le Tournoi international de la Ville de Paris, sans doute l'un des tournois de judo les plus relevés au monde.

A l'occasion de cette compétition, les deux jeunes Orléanais, pas vraiment impressionnés, entrent dans un nouvel univers, où l'on croise des médailles olympiques et des champions du monde, où l'on se découvre soi-même champion dans les yeux du public et des petits chasseurs d'autographies. « Avec Mehedi, depuis toujours, on a voulu devenir des champions, pas des voyous », affirme Anthony Rodriguez. « Pour nous, c'était le judo ou la rue. Alors on s'est accroché au judo. Tous nos potes n'ont pas eu la même chance. »

A Orléans, le quartier des Groues n'a pas bonne réputation. Et ses jeunes non plus. Quand la mairie, dans les années 80, décide d'y construire une salle de judo, rares sont ceux à croire vraiment à l'avenir de ce dojo. Mais au sein de

la section judo de l'Union sportive Orléans (USO), dont l'équipe-phare collectionne à cette époque les trophées européens, certains enseignants s'interrogent sur le rôle social que pourrait jouer le judo dans les quartiers dits difficiles. Frédéric Sanchis et Olivier De pierre sont de ceux-là.

UN LIEU OUVERT

« Les jeunes du quartier ne nous ont jamais causé trop de problèmes, expliquent-ils. D'abord, parce que le judo est un sport de combat et qu'ils se méfient. Ensuite, parce que nous avons réussi à instaurer un dialogue avec eux. Nous avons voulu que le dojo reste un lieu ouvert sur le quartier. Ils sont venus voir, on les a laissés faire. Parfois, ils viennent jouer au football sur les tapis. Aujourd'hui, ils commencent à jeter un regard différent sur leur quartier. Les performances de Mehedi et d'Anthony jouent un rôle dans cette perception, car elles font parler du

quartier de façon positive. » En décembre 1998, Mehedi Khalidoune est devenu, à seulement dix-huit ans, champion de France seniors dans sa catégorie des moins de 81 kg et a participé aux championnats du monde juniors. Son potentiel et son culot impressionnent les spécialistes. Anthony Rodriguez est vice-champion d'Europe juniors des moins de 73 kg. Les deux jeunes comptent parmi les plus sûrs espoirs du judo français. Deux espoirs passés, comme une dizaine d'autres internationaux avant eux, par une structure unique en France : l'école technique de PUS Orléans.

« Il s'agit d'une école privée hors contrat reconnue par le recteur, explique Frédéric Sanchis. Nous l'avons créée il y a une dizaine d'années, avec l'idée de proposer une solution à des jeunes judokas en difficulté scolaire, donc qui ne remplissent pas les conditions requises - un niveau de seconde -

pour entrer dans une section sportive études classique. Nous, au contraire, nous avons d'abord bâti le secteur sportif, et nous y avons ajouté le scolaire. Quand un jeune rejoignit l'école, notre première tâche est de lui donner ou de lui redonner le goût des études, car il n'est pas question qu'il ne se consacre qu'au

judo. » Depuis sa création, une cinquantaine d'élèves, âgés de seize à vingt ans, sont passés par l'école technique de l'USO pour préparer soit un bac professionnel, soit un BEP de comptabilité ou de vente, tout en pratiquant le judo de façon intensive. Les cours sont donnés au dojo même, les enseignants venant des établissements publics du quartier. Les élèves, desquels un certain nombre sont des enfants d'immigrés, suivent également des entraînements de judo par jour et une préparation physique personnalisée.

« Ils ont moins de cours que dans l'enseignement traditionnel, mais la qualité d'école est bien meilleure, » reprend Frédéric Sanchis. « Ils ne sont que deux ou trois par cours, et cela change tout. »

Cette année, Anthony Rodriguez a quitté l'école technique pour rejoindre le centre national d'entraînement de l'Insep, à Paris. Mehedi Khalidoune le rejoindra à la rentrée prochaine, après avoir achevé son BEP de comptabilité. « Avant d'être à l'école technique, je séchais les cours pour aller courir ou faire du judo, » raconte-t-il. Une fâcheuse habitude que le champion de France a dû abandonner. Le dojo est aussi sa salle de classe.

Gilles Van Kote

Déceptions françaises

La première journée du Tournoi international de la Ville de Paris a été décevante pour le judo français, vendredi 12 février, au stade Pierre-de-Coubertin, avec aucune victoire et seulement un podium pour 30 judokas au départ dans les cinq catégories du programme. C'est la junior de Pontault-Combault (Seine-et-Marne), Anne-Sophie Monfrière, vingt ans, qui a sauvé l'honneur. Troisième aux derniers championnats d'Europe de sa catégorie, elle a confirmé un potentiel intéressant en décrochant une troisième place grâce à un superbe coup face à la Britannique Rogers. Mais le plus attendu, Larbi Benboudaoud, champion d'Europe des 66 kilos, n'a pu monter sur le podium. Il s'est fait surprendre en demi-finale de tableau, après moins de cinq secondes de combat, par l'ex-champion du monde (1995) et futur vainqueur japonais Yukimasa Nakamura, tandis que la championne du monde des lourds, Christine Cicot, était battue d'entrée par la Sud-Coréenne Choi Soo-je.

A Vail, les skis courts commencent à bouleverser les disciplines alpines

VAIL (Etats-Unis) de notre envoyé spécial

L'objet du délice est rouge, il mesure 168 centimètres et ressemble à s'y méprendre à ce nouveau type de ski « tallés », si larges en spatule et talon, si étranges en patin, qu'il révolutionne les sports de neige. Son nom générique est Superski. Il est né à Vail, mais tout le monde l'appelle déjà le « 168 ». Ce ski appartenait aux modèles « extrême carre » qui autodisent toutes les aérodynes de trajectoires et de rayons de courbe, est l'une des vedettes des discussions de comptoir de Vail.

Depuis que Florence Masnada a avoué que les parcelles de bronze de sa médaille du combiné devaient leur éclat à ses fameux « 168 », le monde s'interroge sur cette tendance qui fait jour d'un raccourcissement spectaculaire des skis de slalom. Le phénomène « court » a pris un certain essor l'an passé, quand dans les courses de jeunes, les skieurs des Arcs, aiguillonnés par leur entraîneur Stéphane Sorrel, se sont pré-

sentés au départ des slaloms avec ces mini-ski incongrus. Dans une discipline épargnée par les récentes innovations technologiques qui ont bouleversé le slalom géant ou la descente, cette initiative aurait pu être à tire de si les Arcadiens n'avaient d'entrée amélioré leur niveau de performance et, grâce notamment à Thibault Gazeau, trusté les premières places.

Pour l'instant, les fabricants français, skieurs au bagage technique des skis courts sont rapidement propagés en France, où le phénomène a pris une ampleur considérable, à tel point qu'on voit régulièrement des courses de seniors les adopter en Coupe d'Europe ou dans des courses internationales de niveau inférieur.

Ce sont principalement les slalomeurs, skieurs au bagage technique plus fruste, qui adoptent ces skis plus faciles à manier et très tolérants en cas de faute. Ils prennent en outre plus de plaisir, avec le sentiment de « jouer ». Ces skis sont très sécurisants, explique Stéphane Sorrel. Ils permettent une évolution souple et des mouvements très déliés dans une discipline où prime pour les meilleurs l'engagement et l'agressivité. »

Le triomphe de Lasse Kjus, « géant » taciturne

VAIL (Etats-Unis) de notre envoyé spécial

Lasse Kjus est un drôle de bonhomme. Ses yeux nuageux se perdent souvent dans le vide et ses effusions de joie se résument à de simples rictus. Sur les pistes de Vail, au Colorado, les skieurs latins ont pris l'habitude de moquer cette froideur toute nordique. En revanche, quand il s'agit d'évoquer ses performances sportives, plus personne n'ose « chambrier » le chauve triste. Vendredi 12 février, après une course époustouflante, le champion norvégien a emporté le slalom géant des championnats du monde, mais il s'est une nouvelle fois interdit de danser la samba sur le podium. Grâce à cette victoire, Lasse Kjus, 28 ans, égale le record du Suisse Pirmin Zurbriggen qui, depuis 1987, était le seul skieur de l'histoire à avoir gagné quatre médailles lors des mêmes mondiaux. Champion du monde de géant, co-champion du monde de super-G avec l'Autrichien Hermann Maier, vice-champion du monde de combiné et de descente, Lasse Kjus s'alignera en slalom, dimanche 14 février, « pour gagner ». Même s'il est devenu « l'homme à battre » de ces championnats du monde, la perspective historique de monter une cinquième fois sur le podium de Vail le laisse de marbre, bien entendu. « Avant la course, je ne voulais pas polluer ma

concentration en pensant au record de Pirmin Zurbriggen, a-t-il brièvement expliqué après son triomphe. Mon titre en super-G n'a vraiment libéré. C'est ma meilleure performance en géant depuis longtemps. Ma joie est immense. » Devant l'apnée d'une cérémonie d'inauguration Marco Bösch - auteur d'une course exemplaire, le skieur du Liechtenstein a bien failli créer « la » surprise des championnats du monde. Lasse Kjus a gagné la course dans le dernier mur vertigineux en soignant ses courbes sans jamais fléchir.

C'est d'ailleurs sur cette dernière bosse que la plupart des « cadors autrichiens » (Hermann Maier et Benjamin Raich) ainsi que le Norvégien Kjetil André Aamodt ont péché. Pour la première fois, aucun membre de la « Wunder Mannschaft » n'est monté sur le podium. Le Suisse Steve Locher s'est empêtré du bronze pour offrir une deuxième médaille à son pays tandis que le premier Français, Raphaël Burton, finit à la dixième place. Avec ce second titre mondial, Lasse Kjus pourrait maintenant contester au multiple champion olympique de ski de fond, Björn Dählie, le statut de héros national norvégien. « Impossible, répond-il, très sérieusement. Il est impensable de concurrencer les fondeurs dans mon pays. »

Paul Miquel

sur des pentes pas trop raides et des neiges douces, chez les garçons la prudence est de mise. Encore que certains leaders, comme Sébastien Amiez, qui n'ont pas hésité à les essayer, leur prédisent un réel avenir pour peu que les fabricants radicalisent la conception et la fabrication de leurs modèles pour les adapter aux exigences du slalom moderne qui se joue à 50 km/h sur des pentes sévères et verglacées. Le message a été parfaitement reçu.

« Nous sommes qu'au début de l'histoire sur le plan technique, » résumait Christophe Aubonnet. En imaginant que sur l'échelle de performance la Coupe du monde représente le niveau 5, nous sommes au niveau 1 ou 2. Il nous faut encore du temps. Mais nous progressons très vite. » Si vite que l'entraîneur des slalomeurs français, Stéphane Dalmasso, ne se fait pas étonner que, dès 2000, certains coureurs de renom adoptent des skis raccourcis en Coupe du monde.

Gilles Chappaz

DÉPÉCHÉS

■ FOOTBALL: un dispositif télévisuel sophistiqué, capable de provoquer, à distance, une coupure de courant dans le stade de Charlton (Grande-Bretagne), pour favoriser des perturbations installées dans le Sud-Est asiatique, a été retrouvé par la police, à l'indique le club, vendredi 12 février. Une enquête a été ouverte, qui va aussi concerner les matches perturbés par des coupures de courant ou des pannes de projecteurs ces derniers mois. En Grande-Bretagne, lorsqu'un match est interrompu puis reporté en raison d'une coupure de courant, tous les paris sur la rencontre sont annulés et les mises restituées. En revanche, pour les paris d'Asie du Sud-Est, le score est acquis en cas d'interruption, dès lors que la mi-temps est passée.

■ Saint-Etienne, leader du championnat de France de division 2, s'est imposé (3-0), vendredi 12 février, devant Wasquehal, en match avancé de la 27e journée. Les matches Nancy-Metz, Sochaux-Le Havre et Strasbourg-Auxerre, qui devaient se jouer dimanche 14 février pour la 24e journée du championnat de division 1, ont été reportés en raison des conditions météorologiques.

Dès leur plus jeune âge, les pilotes nordiques s'initient aux dérapages

Le Rallye de Suède s'achève dimanche 14 février

STOCKHOLM de notre correspondant

Fidèle à la réputation taciturne des Finlandais, Tommi Makinen (Mitsubishi) reste muet un bon moment, le temps de retourner la question dans tous les sens. Comment expliquer la réussite des pilotes nordiques dans les épreuves de rallye automobile ? Joint dans sa chambre d'hôtel avant le Rallye de Suède, qui a débuté jeudi 12 février et devait s'achever dimanche 14 février, le champion du monde souffre, grommelant, puis tapote distraitement sur son ordinateur portable. « Ça doit être un mélange d'expérience, de chance et de concentration, finit-il par lâcher. En fait, il n'y a pas tellement de différences aujourd'hui entre les Nordiques et les autres : tout le monde se donne à fond et c'est plus dur de perdre qu'avant. »

S'il est vrai que la domination

des pilotes septentrionaux s'est étendue depuis la fin des années 80, leur palmarès n'en demeure pas moins impressionnant : dix titres d'Europe depuis 1986, et deux titres mondiaux ont été échus aux Finlandais et deux aux Suédois. Ayant détrôné les trois dernières, Tommi Makinen s'est déjà imposé en digne successeur des Juha Kankurais (quatre titres), Ari Vatanen, Timo Salonen et autres Hannu Mikkola. Autant de noms qui suscitent la fierté des 5 millions de Finlandais, sans parler du titre de champion du monde arraché l'an dernier par Mika Häkkinen en formule 1.

C'est lorsqu'il évoque son enfance que Tommi Makinen dévoile les raisons du succès nordique. Fils d'agriculteur, il apprit à conduire « dès l'âge de sept-huit ans » sur les immenses routes de terre qui sillonnent les vastes espaces inhabités du pays, que l'on retrouve aussi en Suède. « La police ne nous causait pas trop de soucis », affirme-t-il. Les routes étaient enneigées pendant de longs mois de l'année, les jeunes conducteurs s'aguerrissaient naturellement à la conduite en glissade, qu'ils pratiquaient aussi sur les lacs gelés. Il existe d'ailleurs un test de conduite sur glace lors des examens de passage du permis de conduire.

ORIGINE RURALE

Cette aptitude à contrôler un véhicule à la limite de l'adhérence confère aux Nordiques un avantage non négligeable sur leurs rivaux méridionaux : environ 80 % des épreuves du championnat du monde se déroulent sur neige ou sur terre.

Le jeune Tommi Makinen fut initié à la mécanique par ses frères, comme tant de jeunes qui, dans les campagnes ou les immenses régions forestières, passent le plus clair de leur temps libre les mains dans le cambouis. Ce n'est pas pour rien que la plupart des Nor-

Antoine Jacob

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS littéraires

Vertiges du baroque

BAROQUE : un concept rebelle à la définition. VERTIGES DU BAROQUE : un dossier qui vous emmène au royaume de la sensibilité exacerbée et de l'exaltation des sentiments amoureux et religieux.

Et aussi :

Les mondes de Jean Giono

M UNE PUBLICATION DU MONDE
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

La Rover 75 à quitte ou double

De ce modèle dépend la renaissance de la marque anglaise, propriété de l'allemand BMW

POUR DES INGÉNIEURS, créer une automobile en partant d'une page blanche est un privilège rare. Les exigences industrielles et la logique des « plates-formes », qui permettent de multiplier les modèles issus d'une même base roulante, sont telles que la marge de manœuvre est dès plus réduites. Excitant, un saut dans l'inconnu comporte aussi une part de risque. Surtout lorsqu'on y est contraint, l'épée dans les reins.

Le constructeur allemand a apporté une base roulante inédite, un très bon moteur Diesel, un essieu arrière, l'électronique et son souci de la qualité

Rover, marque britannique au passé plutôt tumultueux, s'apprête à jouer ce qui ressemble fort à un va-tout. Du destin de la nouvelle Rover 75, première véritable berline de haut de gamme réalisée par la firme depuis une bonne vingtaine d'années, dépend très largement celui de Rover, désespérément installée dans le rouge depuis son rachat par BMW, en 1994.

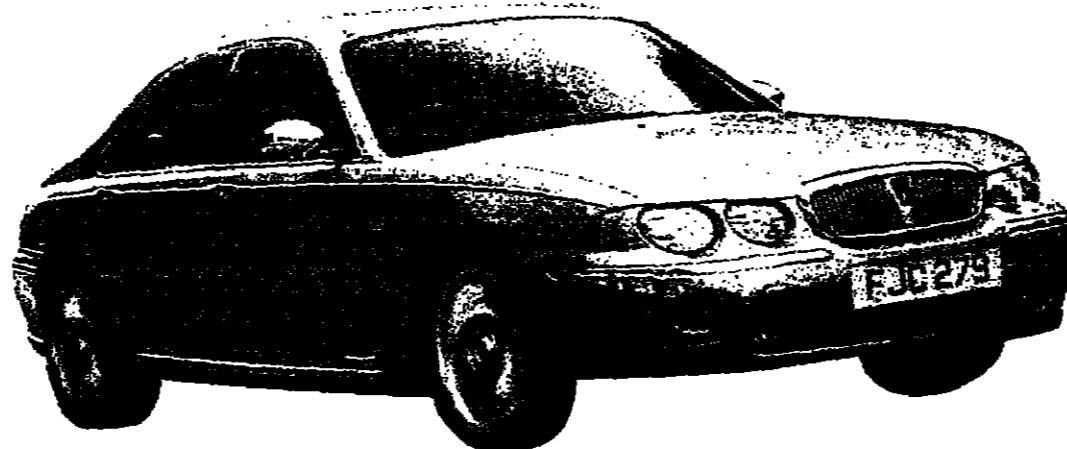
Les déboires de cette délicate greffe anglo-allemande ont contraint Bernd Pischetsrieder à quitter, il y a tout juste une semaine, la présidence de la firme

bavaroise (Le Monde daté 7 et 8 février). En cas d'échec commercial de la 75, la maison de Munich serait inévitablement tentée de ne faire fructifier que le seul capital des 4 x 4 Land Rover, dont le joyau est le très distingué Range Rover.

Premier modèle entièrement réalisé sous le contrôle de BMW, la Rover 75 n'en est pas moins d'inspiration très britannique. Le constructeur allemand a apporté une base roulante inédite, un très bon moteur Diesel (dont la puissance a été ramenée de 130 à 116 chevaux pour ne pas faire de l'ombre aux séries 320 de la maison mère), un essieu arrière, beaucoup d'électronique et son souci de la qualité. Pour une renaissance, il est des dotations moins avantageuses.

Cela posé, la Rover 75 joue la petite musique du *so british*. Les proportions sont celles d'une berline bourgeoise des années 50-60, la poupe répond aux nouveaux canons de l'élegance automobile anglaise. Elle ressemble comme une goutte de *pale ale* à l'arrière de la nouvelle Jaguar S-Type et évoque la... Rolls-Royce Silver Seraph. La calandre chromée arbore l'écusson Rover et son fier drakar et le « regard » tranchant des phares donne un air sérieux à l'avant.

Dommage, le profil manque un peu de dynamisme. Pour y remédier, les stylistes ont eu l'opportunité de souligner les flancs d'un trait de chrome, à hauteur de la poignée de porte. Pas très convaincant. A l'intérieur, l'espace est vaste et l'ambiance cosy avec des plastiques rembourrés, une débauche de roncage de noyer et de confortables sièges « rétro » aux coutures arrondies rappelant, précisément les initiés, ceux de la Ro-



ver P6 de 1963. Pointe d'excentricité britannique, les compteurs ronds au design horloger s'offrent au regard sur fond beurre frais.

Cet ensemble un peu baroque manque peut-être de spontanéité, mais pas de caractère. Les décls de *Bauhaus* à la Mercedes, Audi et BMW, les allergies à la sobre élégance des Volvo ou des Saab comme à la latinité retrouvée des nouvelles Alfa-Romeo sauront, eux, apprécier. Sur le plan du comportement routier, la Rover 75 est quasi parfaite. Le train avant de cette

gentleman sachant autant apprécier le moelleux d'une suspension qu'à la fermeté d'une montée en ré-gime.

Alors, pari gagné ? Pas encore. Faute de pouvoir invoquer les mânes d'une lignée suffisamment brillante, la 75 revendique une filiation générale, celle de l'automobile anglaise de la meilleure époque. Les gardiens du temple, souvent perfides, loueront l'intention mais murmureront qu'ils trouvent cette voiture un peu artificielle. Moins désirable, à coup sûr,

Un nouveau Land Rover Discovery

Dix ans après son apparition, le Land Rover Discovery vient d'être renouvelé. Ce 4 x 4 de loisirs progresse surtout pour ce qui concerne ses suspensions à air, trop molles sur le précédent modèle. On note l'arrivée d'un système de contrôle actif en virage qui contribue à améliorer la stabilité du Discovery, mais aussi de nouveaux moteurs : un diesel de 138 chevaux et un V8 essence de 4 litres (185 chevaux).

Plus long et un peu plus large, le Land Rover peut accueillir sept passagers. Il est désormais doté d'un contrôle d'adhérence en descente, qui peut s'avérer utile en utilisation tout-terrain. Prix : à partir de 206 000 francs (31 404 €).

traction est un peu lourd, mais la voiture s'accroche à la route.

Les motorisations (trois moteurs essence dont deux V 6 de 2 litres et 2,5 litres, un diesel 2 litres à injection directe et common rail) ne sont pas au sommet de la catégorie, mais les suspensions sont très bien ajustées et le silence de fonctionnement épantant.

La Rover 75 est une voiture pour

que la nouvelle Jaguar S-Type à l'accent certes un peu américain puisque Ford a racheté la marque en 1989, mais nimbée de prestige d'une marque britannique mythique. Heureusement pour Rover, le prix le plus bas de la S-Type sera à peu près égal au prix le plus élevé de la 75 (près de 240 000 francs, 36 600 €).

D'ici à l'arrivée, prévue dans

deux ans, d'une « petite Jag » autrement plus menaçante, la 75 peut s'imposer. Néanmoins, sur le marché des modèles de plus de 160 000 francs (24 400 €), l'absence de lettres de créances constitue un réel handicap. Hors Albion, les vieilleries Rover P4 et P6 n'ont pas laissé un souvenir impérissable. Jolis, pourtant, la gentil et la famille royale préfèrent afficher leur respectabilité à leur bord plutôt qu'en Jaguar.

En outre, les Britanniques sont divisés. Certains applaudissent à la renaissance d'une marque, mais d'autres continuent de vouer un respect trop pourvoi - le souvenir des promesses non tenues des calamites Austin Allegro ou des tristes Rover 1007 - une rancune tenace et sans doute excessive à la firme.

L'avenir se jouera dans l'ambiance de quelques club houses, où se retrouvent les golfeurs, et bars chics, où se concluent les affaires. Question : au moment de quitter l'endroit, le propriétaire d'une Rover 75 ramassera-t-il ses clés portant l'écusson au Drakar qu'il aura négligemment laissé, bien en évidence, sur le comptoir ? Les aura-t-il, au contraire, piétinement expilés au fond de la poche de son veston ? Les Anglais appellent ce test *credibility*. C'est infaillible, paraît-il.

Jean-Michel Normand

★ Rover 75 : de 166 900 francs (25 443 €) à 237 900 francs (36 267 €). Disponible à partir du mois de juin.

DÉPÉCHES

■ **SÉCURITÉ.** La firme américaine 3M et la Prévention routière ont signé un accord de coopération d'une durée de trois ans afin de diminuer les risques d'accidents nocturnes (45 % des tués pour 20 % du trafic). Le programme d'action prévoit notamment l'élaboration d'un kit pédagogique pour les élèves des écoles et collèges et une campagne d'affichage.

■ **RETRO.** A l'occasion du Salon Rétromobile (jusqu'au 21 février, Parc des expositions de la porte de Versailles, à Paris), Audi exposera quelques fleurons de sa production historique : une Auto-Union V16 de 1936, une Horch qui servit de voiture de fonction au général de Gaulle et une NSU TT qui s'illustre notamment dans les rallyes à la fin des années 60.

■ **SALON.** Le 30 Salon de la voiture et de la moto de course se tient jusqu'au dimanche 14 février au Parc des expositions de Paris-Le Bourget. Outre des modèles de compétition, cette manifestation fait la part belle au tuning. Prix d'entrée : 65 francs (9,90 €) et 35 francs (5,33 €) pour les 7-17 ans.

■ **PEUGEOT.** La 206, vendue en quatre mois à 112 000 exemplaires, est proposée avec la boîte automatique Autoactive. Celle-ci est associée au moteur 1,3 litre (75 chevaux) des 206 XT trois-portes (81 900 francs, 12 485 €) et cinq portes (92 400 francs, 14 108 €).

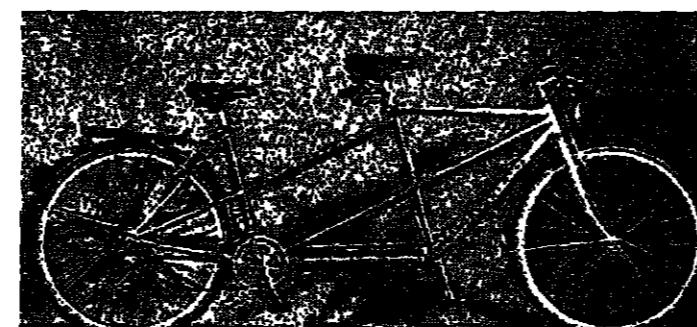
■ **OPEL.** La nouvelle génération de la Vectra qui apparaîtra à la fin du mois d'avril intègre un nouveau moteur 1,8 litre plus économique, un châssis amélioré et une direction plus directe. Peu modifiée au plan esthétique, la Vectra est proposée à partir de 112 900 francs (17 211 €).

■ **FORD.** La Focus vient de recevoir un nouveau moteur turbo diesel à injection directe. Il délivre 90 chevaux et, selon Ford, sa consommation n'excède pas 5 litres aux 100 km en cycle combiné. Prix à partir de 105 000 francs (16 007 €).

■ **SEAT.** La petite Arosa est disponible avec une motorisation diesel SDI d'une cylindrée de 1,7 litre, développant 60 chevaux. Selon Seat, il s'agit de « la voiture diesel le moins chère du marché ». Prix 59 900 francs (9 131 €).

■ **TOYOTA.** Une série spéciale Rav Cruiser du petit 4 x 4 de Toyota vient d'être lancée sur le marché français, en version trois et cinq portes. Mieux dotée en équipements et bénéficiant de légères retouches esthétiques. Prix : à partir de 125 900 francs (19 193 €).

■ **DAEWOO.** La Lanos, modèle le plus vendu en France par la firme coréenne, accueille une nouvelle motorisation de 1,3 litre (75 chevaux). Equipée de la direction assistée et d'un verrouillage centralisé des portes, ce modèle est commercialisé au prix de 59 900 francs (9 131 €).



En tout-terrain, le tandem reprend du service

DEVENU MARGINAL des arrivées des premiers cyclomoteurs d'après guerre, le tandem connaît un regain d'intérêt. Rien à voir, certes, avec l'engouement que ce véhicule économique a connu sous le Front populaire. Plus ludique et désormais tout-terrain, ce moyen de transport souvent apprécié des amoureux a troqué cette réputation d'engin pas si pratique contre une image plus sportive.

Des couples qui fusionnent à travers leur machine aux paires d'amis sportifs et complices qui unissent leurs forces pour le plaisir ou la performance, les inseparables pédalent en synergie. Ce micro-marché est en ascension constante, mais, selon les estimations, pas plus d'un millier de binômes l'ont adopté. « Le tandem nous des liens très forts », souligne Thierry, concurrent de l'épreuve sportive Paris-Brest-Paris. « Cette machine qui exige une communication de tous les instants est une source de complicité que je n'échangerai pour rien au monde », affirme-t-il. Ce n'est pourtant pas plus facile à deux. Surtout avec un VTT. A l'arrière, pas question de réver. Il faut pédaler en phase et en osmose, au risque de terminer dans les buissons et d'égratigner la complicité.

Le passager, n'ayant aucune visibilité, doit accorder une totale confiance à son pilote, qui doit lancer les ordres au bon moment : accélérer, accuser le choc d'une ornière, se mettre en danseuse, changer de vitesse. La spécificité du tandem est de contraindre les partenaires à partager le même

rythme. En cas de pédalage asynchrone, la chaîne « de solidarité » qui relie les deux plateaux devient alors récalcitrante.

Cette connivence a un prix : l'équivalent de deux bons vélos. Si

les premiers prix des tandem de ville satisfont démarrent à partir de 5 000 francs (762,24 €), ceux des VTT peuvent également aller jusqu'à plus de 35 000 francs (5 335 €) pour les modèles de descente, suspendus à l'avant comme à l'arrière.

Les fabricants ne sont pas légion. Hormis quelques artisans comme Folli à Lyon ou Rando-Cycles à Paris, qui les produisent encore sur mesure, rares sont les marques qui se sont lancées dans la série. Pour VTT, Cannondale, et Look, qui propose un modèle à 10 000 francs (1 524 €), affichent des valeurs sûres capables de s'aligner en compétition.

À ce tarif, on peut espérer rouler sur un vélo renforcé en tous points et paré de freins suffisamment puissants pour ne pas briser l'unité. Car, à deux, le tandem donne des ailes, et la vitesse décuplée sur le plat peut facilement dépasser les 55 km/h. Il doit donc pouvoir parer à toutes les excérences gémellaires.

Florence Serpette

* La Maison du vélo de Paris propose avec le Mouvement de la bicyclette des cours d'apprentissage du vélo en tandem, qu'il est possible de louer (225 francs la journée, 34,30 €). Renseignements : 01-42-81-24-72 ou 01-43-20-26-02.

DETAILLANT - GROSISSE VEND AUX PARTICULIERS

Tous les grands marchés aux meilleurs prix

... vendus par Paris Pas Cher, Paris Cachemire, etc.

MATELAS • SOMMIERS

fixes ou réversibles - toutes dimensions

SWISSFLIX • TRÉCA • EPIDA • PIRELLI

SIMMONS • DUNLOPILLO • ROLTEX • etc...

Barguilde 5 et 10 ans

Canapés - Salons - Clic-Clac

cuirs - tissus - alcantara

Stalier - Divaniser - Couss - Sutures etc...

LIVRAISON GRATUITE SUR TOUTE LA FRANCE

MOBECO

• 239 à 247, rue de Belleville

Paris 19ème - N° Téléphone

• 50, avenue d'Italie

Paris 13ème - N° Place d'Italie

01.42.08.71.00

7 jours sur 7

VENTES PAR TÉL. POSSIBLE

Le Monde DES PHILATELISTES

Chaque mois

toute l'actualité

du timbre

Chez votre marchand de journaux

Le Monde DOSSIERS DOCUMENTS

au sommaire du numéro de février

Retraites

L'année 1999 marquera-t-elle le dernier inventaire sur les retraites avant d'inéluctables réformes ? Après Rocard, Balladur et Juppé, Jospin s'est attelé à la tâche.

Chronologie de l'année 1998

Revivez mois après mois les principaux événements de l'année passée.

Plus : Les Clés de l'info
4 pages pour décoder l'actualité

AUJOURD'HUI

Toujours froid et sec

DIMANCHE, le puissant anticyclone bien alimenté en air très froid se maintient sur la France. En conséquence, le temps restera le plus souvent ensoleillé et froid. Quelques flocons sont néanmoins probables dans le Nord-Est.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - Dans le Cotentin et la pointe de la Bretagne, le temps, bien ensoleillé le matin, devient de plus en plus nuageux, givrants, sont rares. Maximales 3 ou 4 degrés, jusqu'à 6 ou 7 sur la côte atlantique. Partout ailleurs, le temps est froid mais ensoleillé. Il fera de 9 à 12 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - La journée est belle, ensoleillée mais froide. Toutefois, dans le Nord et en Picardie, le ciel se voile par l'ouest en fin d'après-midi. Il fera 5 à 7 degrés sur les côtes, 1 à 4 dans l'intérieur.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - En Alsace, Lorraine et Franche-Comté, le ciel est très nuageux, et par moments il neige un peu. En

Champagne et Bourgogne, des passages nuageux contrarient le soleil. Maxi -1 à +1 degré en Alsace, Lorraine et Franche-Comté, 1 à 3 en Champagne et Bourgogne.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - La journée est une nouvelle fois très bien ensoleillée, mais froide. Les bancs de brouillard matinaux, givrants, sont rares. Maximales 3 ou 4 degrés, jusqu'à 6 ou 7 sur la côte atlantique.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Dans le Limousin, le ciel est d'azur toute la journée. En Auvergne et Rhône-Alpes, le temps reste sec et froid, mais avec des passages nuageux. Maxi 0 à +2 degrés en plaine, -5 à -10 en montagne.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse.

- En Corse, le temps reste incertain, avec encore le risque d'une averse de neige. Dans les autres régions, c'est toujours du temps beau, froid et venteux. Il fera 7 à 9 degrés sur le littoral, 4 ou 5 dans l'intérieur.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - En Alsace, Lorraine et Franche-Comté,

le ciel est très nuageux, et par moments il neige un peu. En

PRÉVISIONS POUR LE 14 FÉVRIER 1999

Ville par ville, les minimas/maxima de température et froid du ciel : S: ensoleillé; N: nuageux; C: couvert; P: pluie; *: neige.

FRANCE métropole NANCY -50 N

AIACCIO -2/3 N NANTES -2/3 N

BARISSAT -3/5 N PARIS -4/3 S

BOURGOGNE -5/8 N PAU 0/7 S

BREST 2/9 C PERPIGNAN 0/7 S

CAEN -1/2 C RENNES -8/10 N

CHERBOURG -2/5 C ST-ETIENNE -8/10 N

CLERMONT-F. -8/9 N STRASBOURG -8/10 N

DIJON -7/8 N TOULOUSE -3/5 S

GRNOBLE -7/2 N TOURS -3/5 S

LILLE -5/2 N FRANCE outre-mer 24/29 C

LOMÈGE -6/2 N CAYENNE 24/29 C

LYON -6/1 N FORT-DE-FR. 23/28 S

MARSEILLE -4/6 S NOUVELLE 25/29 F

PAPEETE-A-PT. 21/28 N

ST-DENIS-RE. 24/29 N

EUROPE 4/5 N LONDRES

AMSTERDAM -4/5 N LISBONNE

ATHENES 7/13 N MUNICH

BOLOGNE 0/8 S MILAN

BELFAST 5/7 C MOSCOU

BELGRADE 5/3 N NAPLES

BERLIN 5/3 C PALMA DE M.

BRUXELLES 4/5 N PRAGUE

BUDAPEST 4/1 C ROME

COPENHAGUE 4/1 S SEVILLE

DUBLIN 5/1 C SOFIA

FRANCFORT 3/0 S STOCKHOLM

GENEVE 7/2 C TENERIFE

HELSINKI 5/9 C VARSOVIE

25/30 N KIEV

4/11 C VENISE

5/10 C MONTREAL

6/10 C MARRAKECH

7/13 C PRAGUE

8/10 C TUNIS

10/11 C BANGKOK

11/16 S LIMA

12/18 S LOS ANGELES

13/21 S BOMBAY

14/21 S DAKARTA

15/23 S DUBAI

16/23 S HANOI

17/25 S HONGKONG

18/26 S ISRAËL

19/27 S NEW YORK

20/28 S SAN FRANCIS

21/29 S SANTIAGO

22/30 S NEW DEHLI

23/31 S PEKIN

24/32 S SINGAPOUR

25/33 S SYDNEY

26/34 S TOKYO

-3/5 C LE CAIRE

10/20 S MARRAKECH

11/14 S MARSIBI

12/20 S PRÉTORIA

13/21 S RABAT

14/22 S TUNIS

15/23 S ALEXANDRIE

16/24 S BANGKOK

17/25 S BOMBAY

18/26 S DAKARTA

19/27 S DUBAI

20/28 S HANOI

21/29 S HONGKONG

22/30 S ISRAËL

23/31 S NEW YORK

24/32 S SAN FRANCIS

25/33 S SANTIAGO

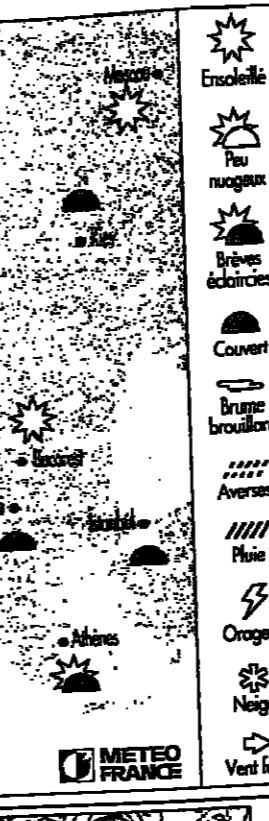
26/34 S NEW DEHLI

27/35 S PEKIN

28/36 S SINGAPOUR

29/37 S SYDNEY

30/38 S TOKYO



LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **AVION.** Le groupe Degriftour propose un nouveau service baptisé « vols à tous prix » (<http://vols.degriftour.net>) qui permet de consulter la totalité des offres aériennes sur le marché : soldes, promotions, achats anticipés et prix publics accessibles partout dans le monde.

■ **TARIFS.** Le « 3615 Bourse des vols » propose sur Minitel, au départ de 35 villes de France, les meilleurs tarifs aériens à destination de plus de 500 villes dans le monde. Au total, plus de deux millions de tarifs négociés, commercialisés par 40 voyagistes et 80 compagnies, sont actualisés quotidiennement. Ce service propose les meilleures offres du moment, par ordre de prix. On peut ensuite commander son billet, qui sera livré à l'adresse indiquée. Quant au site internet www.bourse-des-vols.com, il donne des informations pratiques sur 180 destinations et plus de 400 rapports.

SITUATION le 13 février à 0 heure TU

PRÉVISIONS pour le 15 février à 0 heure TU

PRATIQUE

Louer un costume pour mardi gras ou un carnaval

portionnelle à la qualité du costume : de 500 à 5 000 francs (76 à 762 €).

AVEC DES MATERIAUX ANCIENS

A l'atelier, la couturière met la dernière main à deux habits de marquis du XVII^e siècle pour le carnaval de Venise. Le premier a été brodé en Russie, et la gaine d'or qui orné le velours noir du second a été prélevée sur un tissu ancien. Il s'agit d'une « première location », un vêtement sur mesure que le client paie plus cher, et qui sera reloué ultérieurement à d'autres. Ce sera pas, comme « costume de lumière » sur lequel sont cousus des milliers de carreaux de mica.

Stéphane est mince, brun, avec un visage allongé. Monica le coiffe d'un turban doré gâmi de perles : Mahāradj ! Une longue tunique blanche brodée d'or, sur laquelle on en superpose une seconde richement décorée, et un pectoral compléteront l'ensemble. Il ne reste plus qu'à essayer des bagues ; Stéphane en choisira cinq, dont un énorme cabochon grenat. Monica lui conseille d'approfondir son regard avec du khôl et de se dessiner une moustache au crayon de maquillage. Pour les chaussures, il se procurera aisément des babouches dans un bazar à Barbes.

Le coût de la location s'élève à 250 francs (38 €), auxquels il faut ajouter un chèque de caution de 2 000 francs (304 €) qui sera rendu lors de la restitution du costume. La caution est destinée à couvrir les frais de réparation des vêtements endommagés ou à les rembourser en cas de perte. Elle est pro-

tors : « Il est trop lourd, nous n'avons jamais trouvé d'amateur », racontent Sally et Monica. Les deux associées, respectivement modéliste et couturière, fabriquent les vêtements avec des matériaux anciens. Leur Cléopâtre est un costume de scène du début du siècle, avec un soutien-gorge en métal travaillé et un plissé Fortuny. Chaque boutique a son style et son ambiance. Chez Mucha, on habille le client selon l'inspiration, en mêlant tissus, styles et accessoires. Chez Angels et Bermans, il faut prendre rendez-vous à l'avance, pour choisir un costume parmi les 75 000 d'une collection qui va du XX^e siècle à nos jours.

entre Robespierre, Philippe Auguste, Kléber, George V, le Père Lachaise. Les femmes devaient se contenter d'abbesses et Notre Dame des Champs. »

Le costumier doit mettre à l'aise le client qui n'a pas l'habileté de se déguiser, lui poser les bonnes questions : « Osez-vous montrer les épaules, les jambes, le nombril ? » Il y a que le premier pas qui coûte, car, en la matière, l'habit fait le moine. Le bal costumé efface les différences sociales et permet de changer de personnalité : « Dans les fêtes d'entreprise, le patron peut être clochard et l'ouvrier marquis. »

Il n'est pas toujours facile de trouver escarpin à son pied, car aucun loueur ne propose l'éventail complet des tailles pour tous ses déguisements. En ces temps de défilés ukrainiens, il faudra renoncer aux personnages d'Asdrubal et d'Obélix, car l'utilisation des costumes est soumise à une licence de l'éditeur. Enfin, les petits budgets ne doivent pas se décourager, car il suffit de peu – une perle ou un chapeau – pour se transformer en princesse avant les douze coups de minuit.

Michaëla Bobasch

toutes les bourses. Le soldat romain existe en catégorie standard (400 francs, 61 €) ou de luxe, avec une cuirasse (500 francs, 76 €). Les frères Sommier ont également opté pour la diversité. Gérard propose 5 000 costumes réalisés d'après des gravures d'époque, avec un grand choix pour les hommes : « Charles d'Anjou, Hildegarde ». Un rayon pour enfants permet de déguiser les bambins dès dix-huit mois, en fraise miniature, Arlequin, chevalier ou prinseesse, avec des matières synthétiques, infroissables et lavables en machine.

Chez Fantomasque, on circule dans une atmosphère familiale entre des tringles où les costumes sont rangés par catégories : les Orientales y côtoient les bouffons, les moines et les moquaises. La spécialité de Françoise Fonquet est le Moyen Âge : les tenues sont étiquetées : « Charles d'Anjou, Hildegarde ». Un rayon pour enfants permet de déguiser les bambins dès dix-huit mois, en fraise miniature, Arlequin, chevalier ou prinseesse, avec des matières synthétiques, infroissables et lavables en machine.

Chez Carnaval et Fêtes, un catalogue offre un éventail de 3 000 costumes pour tous les goûts et

sous-sol. Sommier : 3/4, passage Brady, 75010 ; tél : 01-42-08-27-01 ; adultes, de 150 à 1 200 F (23 à 183 €). Enfants et fantaisie : tél : 42-39-25-05 ; de 100 à 600 F (15 à 51 €).

● En province

Bordeaux. ACÉ Fêtes : 8, rue Bouffard ; tél : 05-56-48-58-65. Lille. Bouillet-Béziers : 35, rue de Roubaix ; tél : 03-20-06-40-75. Rouen. Festi-Fêtes : 90, av. de Caen ; tél : 02-35-73-03-00.

ÉCHECS N° 1831

TOURNOI INTERNATIONAL (Wijk aan Zee, 1999)

Blancs : L. Sokolov.

Noirs : G. Kasparov.

Défense Nimzo-indienne.

1. d4 Cf6 15. e5 Kc7

2. c4 Bb4 16. f5d4 Cf4

3. Cf3 Fd5 17. Fd7+ Rf8

4. Bb5 18. f5d4 Rf7

5. Fd5 19. Fd2 Td8

6. Cf3 20. e5d4 Td7

7. Cf4 21. Rf8i Td7

8. Cf5 22. Tf1+ Rf7

9. b5d3 Df5 23. Tf8

10. Dd2 d5 24. Tf9+ Tf8

11. Fd5 25. Tf1+ Tf7

12. Fd8 Tf8 26. Dd5+ Rf6

13. d4d5 27

CULTURE

LE MONDE / DIMANCHE 14 - LUNDI 15 FÉVRIER 1999

ART CONTEMPORAIN Du 11 au 16 février, la France est l'invitée d'honneur de l'Arco, la dix-huitième foire d'art contemporain de Madrid. Catherine Trautmann, ministre de la

culture, Lionel Jospin, premier ministre, et Jacques Toubon, ancien ministre de la culture, s'y sont successivement rendus. Vingt-neuf autres pays sont représentés. ● LES ORGANISATEURS de l'Arco mettront par la suite à l'honneur des pays très divers. Et ils font appel à des critiques ou à des conservateurs de musées pour participer à la sélection des exposants. ● VINGT des trente-sept exposants français ont été sélectionnés par le critique Nicolas Bourriaud, qui est, nous a-t-il déclaré, intéressé par « les artistes de [sa] génération,

d'où qu'ils viennent », et estime que si, aujourd'hui, la scène artistique française est « excellente », c'est « parce que les étrangers y participent à nouveau ».

Les artistes français sont présents en force à la foire de Madrid

La France invitée d'honneur de l'Arco, la foire d'art contemporain qui se tient dans la capitale espagnole du 11 au 16 février, participe avec éclat à la manifestation et montre sa vitalité comme son intérêt pour les arts plastiques et la création

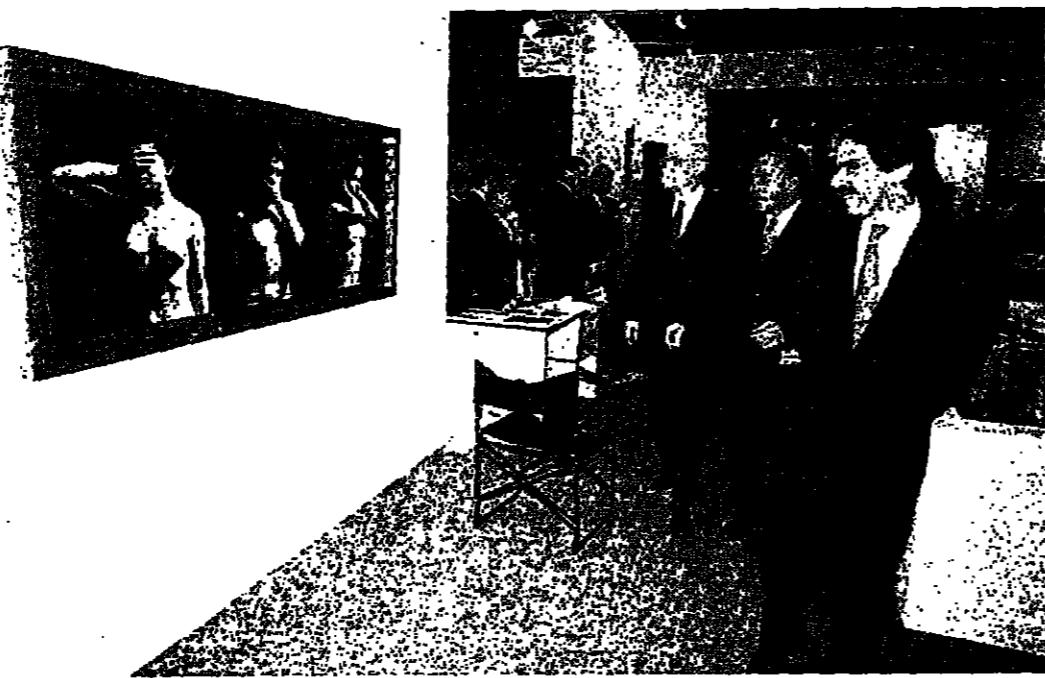
ARCO, foire internationale d'art contemporain de Madrid. Parc des expositions Juan-Carlos I, pavillons 5 et 7, 28042 Madrid. Tél. : 00-34-91-722-50-17. Jusqu'au 16 février, de 12 heures à 21 heures. Entrée de 2 000 à 3 000 pesetas (12 € à 18 €). Catalogue 5 000 pesetas (30 €), version CD-ROM disponible.

MADRID de notre envoyé spécial

C'est une première. Pas l'Arco, qui en est à sa dix-huitième édition. Mais trois ministres français, dont deux en exercice, visitent une foire d'art contemporain à l'étranger, cela ne s'était jamais vu. Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, était présente le mercredi 10 février, lorsque l'infante d'Espagne et son époux inauguraient la foire. Le lendemain, le premier ministre français Lionel Jospin déambulait dans les allées, en compagnie du chef du gouvernement espagnol, José María Aznar. Le troisième ministre, ce fut Jacques Toubon, qui, s'il n'est plus aux affaires, reste un amateur averti d'art contemporain. Chaque année, les Madrilènes mettent un pays à l'honneur. Cette fois, c'est la France.

« J'ai souhaité, dit Catherine Trautmann, en venant à Madrid, manifester ma gratitude aux organisateurs et aux participants de cette foire et donner un nouveau signe de l'importance que l'attache à une plus grande présence des artistes français à l'étranger... Les galeries ont un rôle primordial à jouer à cet égard ; je souhaite les y aider... Nous avons, avec le département des affaires internationales et l'Association française d'action artistique, mis les moyens qu'il fallait pour [les] soutenir. »

Jacques Toubon, dont c'est aussi la première visite à la foire de Madrid, se délectait d'avoir « inauguré la première formule d'aide aux galeries dans les foires, à Bâle notamment. Nous devons retrouver un état d'esprit exportateur, mais utilisant les instruments et les institutions des pays où l'on exporte. Il ne faut pas avoir des attitudes de missionnaire ».



Lionel Jospin et José María Aznar (au premier plan) visitent l'Arco.

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

foire de Madrid

Marcel Maréchal, directeur du Théâtre du Rond-Point Renaud-Barrault

« Je n'aurais eu aucun regret si l'on avait demandé à un jeune créateur de me succéder »

MARCEL MARÉCHAL dirige le Théâtre du Rond-Point Renaud-Barrault depuis le 1^{er} janvier 1995. Son mandat, de deux ans, a été renouvelé une première fois en 1997. Il arrive à échéance le 31 décembre 1999. Le 1^{er} décembre 1998, Dominique Wallon, directeur de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles au ministère de la culture et de la communication, a reçu Marcel Maréchal pour lui annoncer que son contrat ne serait pas renouvelé une seconde fois, et que, en conséquence, il devrait quitter le Théâtre du Rond-Point à la fin de l'année.

« Selon vous, quelles raisons ont motivé la décision de mettre fin à votre mandat ?

— Parce qu'on veut donner le Rond-Point à Francis Huster. Au ministère, on m'a fait comprendre d'un geste que la décision venait d'en haut. Le bruit court depuis une dizaine d'années que Jacques Chirac a promis à Francis Huster de lui donner un théâtre public. J'ai senti qu'il n'y avait rien à faire. J'ai dit que je rendrai les clés le 31 décembre.

— Le ministère avance que le bilan de votre gestion n'est « pas complètement positif, aussi bien sur le plan économique que public ». Il y a donc des problèmes de fréquentation et d'argent.

— On a effectivement commencé, en 1995, avec un spectacle qui n'a pas très bien marché, *Le Trilogie des Colifontaine*. Mais, depuis, nous sommes en constante progression. Cette année, nous avons eu un très beau succès avec *Tchin-Tchin*, et nous en avons un actuellement avec *Rêver peut-être*. D'ailleurs, nous faisons 40 % de recettes propres sur un budget global de 30 millions de francs, alors que dans les contrats triennaux il est recommandé d'avoir au moins 30 % de recettes propres.

— Comment expliquez-vous que le ministère vous ait demandé de ne pas faire de productions jusqu'à la fin de votre mandat. N'est-ce pas précisément pour combler un trou financier important ?

— Il y a des difficultés financières. Je ne les nie pas, mais elles sont dues à un déficit structurel. Ce déficit s'explique par le coût social de la passation de la Criée au Rond-Point et de la Maison des cultures du monde, utilisateur du Rond-Point avant mon mandat. Il consiste en des indemnités versées à des personnes qui ont été licenciées quand les théâtres ont changé de mains.

— C'est une pratique courante : chaque direction est libre de choisir ses cadres et ses permanents artistiques. Ce plan social, qui s'est fait en accord avec le ministère, a coûté 2,5 millions de francs. A cela s'ajoute la question ubuesque du restaurant du Rond-Point, qui nous a coûté 2,5 millions, dont 750 000 F de procédures judiciaires.

— Pourquoi ?

— Quand nous sommes arrivés, nous avions dans les lieux une société de restauration dont le contrat n'avait pas été dénoncé par notre prédécesseur, Chérif Kaznadar. Nous avons dû traiter avec cette société, qui n'a pas payé ce qu'elle nous devait en location, frais... ce qui a causé un manque à gagner important dans le budget. Il faut ajouter une quinzaine de

procès qui nous ont opposés à cette société et qui ne sont pas encore totalement terminés. Ces procès ont valu à Robert Aubrac, qui était président de la Maison des cultures du monde, et à moi-même une mise en examen. Celle-ci s'est soldée par un non-lieu, mais elle a été très désagréable.

— Il y a donc un déficit de 5 millions de francs, sans compter les pertes dues aux spectacles qui ont mal marché ?

— Effectivement, nous avons perdu 1,5 million de francs par rapport à nos prévisions de 1995.

Cela vient dire que nous sommes responsables d'un déficit de 1,5 million de francs. Il est possible de récupérer cette somme dans la gestion d'un contrat triennal. Si nous arrêtons toute production financée par des subventions, c'est pour retrouver l'équilibre financier à la fin 1999. Mais comme nous sommes dans les lieux jusqu'à cette date et que nous ne voulons pas mettre au chômage technique tout le personnel de la maison, nous avons trouvé une production indépendante pour monter les prochains spectacles, *Les Trois Mousquetaires* et *Savannah Bay*.

— Le ministère avance que le bilan de votre gestion n'est « pas complètement positif, aussi bien sur le plan économique que public ». Il y a donc des problèmes de fréquentation et d'argent.

— On a effectivement commencé, en 1995, avec un spectacle qui n'a pas très bien marché, *Le Trilogie des Colifontaine*. Mais, depuis, nous sommes en constante progression. Cette année, nous avons eu un très beau succès avec *Tchin-Tchin*, et nous en avons un actuellement avec *Rêver peut-être*. D'ailleurs, nous faisons 40 % de recettes propres sur un budget global de 30 millions de francs, alors que dans les contrats triennaux il est recommandé d'avoir au moins 30 % de recettes propres.

— Comment expliquez-vous que le ministère vous ait demandé de ne pas faire de productions jusqu'à la fin de votre mandat. N'est-ce pas précisément pour combler un trou financier important ?



Marcel Maréchal devra quitter le Théâtre du Rond-Point à la fin de l'année.

Qu'envisagez-vous pour l'avenir ?

— Je quitte le Rond-Point sans trop de regrets parce que je considère que c'est un ovni dans le théâtre public à Paris. Il a une mission de type rive gauche, alors qu'il se trouve en plein cœur du triangle d'or de la rive droite. Mon rêve était d'en faire un théâtre populaire, au sens noble du terme. Je n'y suis pas arrivé. Je voudrais un autre lieu, mais on ne me fait aucune proposition, ce que je trouve profondément blessant. Je n'ai pas

encore l'âge de la retraite. Je me sens l'énergie de diriger un théâtre qui soit en rapport avec ma carrière. Sans nier les qualités de mon successeur, je trouve que le choix de Francis Huster ne s'impose pas, culturellement et artistiquement. De ces deux points de vue, il n'a pas encore fait ses preuves. Je n'aurais eu aucun regret si l'on avait demandé à un jeune créateur de prendre ma succession.

Propos recueillis par Brigitte Salino

L'Elysée dément avoir imposé la nomination de Francis Huster

FRANCIS HUSTER succédera-t-il à Marcel Maréchal au Théâtre du Rond-Point Renaud-Barrault, à la demande expresse de Jacques Chirac ? Christine Albanel, conseiller pour l'éducation et la culture à la présidence de la République, dément que l'Elysée ait imposé cette nomination qui, selon Marcel Maréchal, serait à l'origine du non-renouvellement de son contrat. En revanche, Christine Albanel confirme que « la présidence de la République souhaite que Francis Huster prenne la direction d'un théâtre public important. Ce n'est pas forcément le Rond-Point. Ce peut être Chaias ou un autre. Tout le monde sait que Jacques Chirac aime Francis Huster, et qu'il avait pensé à lui pour la Comédie-Française, quand Jean-Pierre Miquel est arrivé en fin de mandat, en 1998. Mais, à l'époque, les conditions n'étaient pas réunies, en raison en particulier de la cohabitation ». Chris-

tine Albanel précise que, pour l'instant, la présidence de la République n'a pris aucun contact avec Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication.

Interrogé sur la nomination de Francis Huster, Dominique Wallon, directeur de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles, au ministère de la culture et de la communication, reste sur la réserve. « Ce n'est pas à moi d'annoncer ni de commenter quoi que ce soit. Il est évident qu'il faut mettre en place un projet qui rende le dynamisme au Rond-Point. Mais cette question est délicate : Théâtre du Rond-Point fait l'objet d'une convention d'exploitation qui lie la Ville de Paris, propriétaire du théâtre, et l'Etat. Cette convention doit être rediscutée en 2000. Nous allons parler avec Marcel Maréchal de la possibilité de lui trouver un autre lieu. Mais nous ne sommes pas encore en mesure de lui faire une

proposition ferme. Cette proposition peut ne pas venir de l'Etat seul. »

Né en 1937, Marcel Maréchal a commencé à faire du théâtre à la fin des années 50, à Lyon, où il a successivement dirigé le Théâtre du Cothurne (de 1960 à 1968), puis le Théâtre du Huile (de 1968 à 1975). Il s'est ensuite installé à Marseille, d'abord au Théâtre du Gymnase (de 1975 à 1981), puis au Théâtre national de la Criée, qu'il a créé et dirigé avec un succès incontesté jusqu'à ce qu'il prenne la direction du Théâtre du Rond-Point, en 1995. Il joue en ce moment dans deux pièces, l'une à 18 h 30, *La Maison du peuple* de Louis Guilloux (un de ses auteurs-fétiches, avec Jacques Audiberti et Jean Vauthier), l'autre à 20 h 30, *Rêver peut-être*, de Jean-Claude Grumberg. Tél. : 01-44-95-98-00.

B. Su.

Marc-Olivier Dupin démissionne du CA de l'Orchestre de Paris

LE COMPOSITEUR Marc-Olivier Dupin, directeur du Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris, vient de démissionner du conseil d'administration de l'Orchestre de Paris. Dans la lettre de démission qu'il a adressée à Michel Prada, président du conseil d'administration de l'OP, et à Dominique Wallon, directeur de la musique, de la danse et des spectacles au ministère de la culture et de la communication, Marc-Olivier Dupin explique que tant la réflexion sur l'avenir de l'institution symphonique d'un point de vue musical et social que le projet et le rôle d'un futur directeur musical étaient occultés lors des conseils d'administration de l'institution parisienne.

Théâtre des Célestins de Lyon

Le Mois

Fêtes Vénitiennes

Mardi 16 février

Place des Célestins, Rue Emile Zola

Renseignements : 04 72 77 4000

Véronique Mortaigne

Le retour de Terrence Malick crée l'événement au Festival de Berlin

BERLIN de notre envoyé spécial

C'est avec la présentation du film allemand *Arme et jaguar*, de Max Färberböck, une histoire d'amour entre deux femmes dans l'Allemagne en guerre, que s'est ouvert le quarante-neuvième Festival international du film de Berlin. La cérémonie d'ouverture, fait unique, a été présidée par le chancelier allemand, Gerhard Schröder. Il a prononcé quelques mots d'encouragement à destination du cinéma allemand, dont la situation économique et esthétique appelle davantage des souhaits que des paroles de satisfaction. La compétition officielle a donc commencé avec un film espagnol versé le récit policier avec la découverte d'un cadavre. En voulant jouer sur tous les tableaux, de la satire au suspens, le film de Manuel Gomez Pe-

reira succombe sous la vulgarité de son ironie.

Karnaval, de Thomas Vincent, siège son récit sur quelques heures, durant le carnaval de Dunkerque. Larbi, un jeune homme, tombe amoureux de Béa, qu'il a aidée un soir à transporter son mari ivre mort. Il retente sa chance auprès d'elle le lendemain, durant les festivités carnavalesques. Ce qui est remarquable dans le film de Thomas Vincent, c'est la façon dont il parvient à maintenir une tension presque insupportable. Les débordements diaboliques semblent fournir ici un terrain favorable au surgissement de l'incident brutal (raciste ou passionnel) qui ne se réalise jamais. Quelques complaisances vénitaines n'empêchent pas *Karnaval d'être, d'ores et déjà, une révélation du festival*.

RÉFLEXION PHILOSOPHIQUE

L'événement, c'est bien sûr le film de Terrence Malick, *The Thin Red Line*. Malick revient avec l'adaptation d'un roman de James Jones (l'auteur de *Tant qu'il y aura des hommes*), situé pendant la

guerre du Pacifique. Par sa longueur (presque trois heures), par sa structure, par ses parts pris narratifs, *The Thin Red Line* fait figure d'objet atypique dans la production américaine contemporaine. Entassement vertigineux de métaphores individuelles (les voix off qui l'on entend sur la bande-son sont celles des divers personnages), ce film se veut une réflexion philosophique. C'est par la répétition et le ressassement, par la façon dont le film provoque parfois une sensation d'ennui, que le cinéaste rend perceptible sa vision extrêmement personnelle, quoique non exempte d'emphase : il perçoit dans l'humilité une grande âme collective alternativement en osmose et en conflit avec l'indifférence de la naissance.

Si l'on examine l'ensemble des sélections et le Forum, dirigé par Ulrich Grégoir, on note la domination du cinéma asiatique. Le festival témoigne une fois de plus de sa vitalité actuelle, même si les premiers films asiatiques découverts cette année ne bouleversent pas les hiérarchies établies. A. de Mori

Tutsuya, est un documentaire austère, répétitif, sans projet ni objectif apparent, sur la secte Aum, qui fut à l'origine d'un attentat au gaz dans le métro de Tokyo. *Bird Cage Inn*, du Coréen Kim Ki-Duk, met en scène une jeune prostituée hébergée par une famille d'aubergistes proxénètes. Ils profitent de ses revenus tout en éprouvant une honte burlesque à la faire. Le film suit un récit hautement prévisible, mais retient parfois l'attention par la façon dont il mêle un sentimentalisme de roman-photo avec la peinture du petit monde obsédé, voyeur, frustré et onaniste qui entoure l'héroïne.

Enfin, projeté au Forum en séance de minuit, *The Hitman*, de Tung Wai, est une comédie d'action standard en provenance de Hongkong. Les clichés du film « à la John Woo » sont à la fois présents et joyeusement parodiés dans un film inégal, mais typique de la façon dont le cinéma populaire asiatique mêle l'élegance à la trivialité.

Jean-François Rauger

Les droits d'auteur renforcés

EN ADOPTANT le 10 février le projet de directive européenne sur le droit d'auteur et les droits voisins dans la société de l'information, le Parlement européen a tiré une épine du pied des producteurs de disques, des sociétés d'auteurs et des artistes. Ce texte, amendé par un rapport rédigé par Roberto Baranti (socialiste italien), devra être soumis au Conseil des ministres. Il étend la législation existante aux nouvelles technologies de communication, notamment à Internet, où le filou juridique laissait planer des doutes sur la pérennité des droits à rémunération attachés à la propriété intellectuelle et artistique menacés par le piratage.

Le vote au Parlement de Strasbourg marque la victoire des dé-

fenseurs du « contenu » contre les opérateurs, menés par L'Alliance pour un futur numérique (British Telecom, France Télécom, Nokia, Philips, Bull...) et ayant trouvé des alliés dans les usagers – des bibliothécaires aux francs-tireurs de la musique sur le Net – tous partisans de la gratuité. Les députés ont été sensibles aux artistes. Conduits par la chanteuse grecque et députée européenne Nana Mouskouri (PPE, conservateurs) et le musicien français Jean-Michel Jarre, ils étaient venus s'exprimer la veille du vote à Strasbourg après avoir remis, à la mi-janvier, au président du Parlement, José María Gil-Robles, une pétition signée par quatre cents artistes européens.

La partie n'est pas gagnée, mais elle est bien commencée

pour les sociétés d'auteurs. Ainsi, la société Infogrammes, principal éditeur français de jeux interactifs pour CD-ROM et consoles, a signé le 11 février un accord avec Sesam – organisme créé par les sociétés d'auteurs (Adagp, SACD, Sacem, SCAM et SDRM) afin de gérer les droits dans le multimédia. « Souvent, les producteurs de jeux tentent de traiter directement avec les compositeurs, a notamment déclaré Catherine Kerr-Vignale, directrice générale de Sesam et membre du directoire de la Sacem. Désormais, et le compositeur et la société de jeux auront un cadre juridique rassurant avec des conditions financières négociées par les deux parties. »

Véronique Mortaigne

A l'Est, quoi de nouveau ?

Galeries. Pèlerinage dans le désert de la rue Louise-Weiss, dans le 13^e arrondissement parisien

POUR RESTER BRANCHÉ, le pèlerinage dans le désert de la rue Louise-Weiss, où les espoirs de vie de quartier sont pour l'instant déçus, semble indispensable. Presque une fois par mois, rythme suivi des six galeries émigrées renouvellement, ensemble, leurs expositions qui, prises séparément, ne feraient pas forcément figure d'événement. Ainsi de l'accrochage de la galerie Air de Paris, où l'on voit un pot de peintre de Carsten Holler, un panneau *Bienvenue à Twin Peaks* de Philippe Parreno et un miroir de Liam Gillick qui décuple le nombre de pièces présentées, lesquelles ne sont pas nouvelles, mais signées par des artistes très demandés.

A Art : Concept, le show de photos qui, de Ben à Wegman en passant par Boltanski et Robert Cumming, fixe des petits instants de dérisoire du corps et du geste est plus amusant. Il a aussi le mérite de nous faire découvrir le Néerlandais Bert Sissing entre papa et maman, avec qui il forme une trinité pour le moins chargée.

Chez Almine Rech, la réunion

de Nicky Hoberman, Inez Van Lamsweerde et Miltos Manetas se tient. Les trois artistes ont des préoccupations communes : les images diversément fabriquées du monde de l'enfance. Celles, glaçées, des petites filles modèles de Lamsweerde, photographe championne du siliconage et du retouchage à l'ordinateur, sont inquiétantes. Celles d'Hoberman, qui vous peint ses gamines blafardes entre deux eaux, frisent le cauchemar. Quant à Manetas, il les plonge dans un bain numérique qui les décompose et invite à prendre en compte la corrosion du regard à travers les jeux vidéo.

Côté expositions individuelles, on peut s'attarder dans le Bureau

augmenté de Michel François, une

installation qui investit toute la galerie de Jennifer Flay, en intégrant téléphones, dossiers, courriers et ordinateurs. Un tas de pièces de montaïne jonchent le dessous d'un bureau, des médicaments en gélules recouvrent le dessus d'un autre. L'espace de travail est ponctué d'images parasites et de flashes. Le tout forme l'assez surprenante métaphore d'un cerveau sur le point de disjoncter.

Le vent de Californie qui nous arrive avec Jim Shaw (galerie Praz-Delavallade) est plutôt léger, les monstres et les petites horreurs que l'artiste se plaît à montrer étant sans conséquence. Shaw aime la « sous-culture » qui lui permet de refléter la société. Ce copain de Mike Kelley, qui a fait partie du même groupe de musique bruyante, les Destroy All Monsters, n'en a pas la trempe ni la féroce.

TITILLANTS INCONNUX A l'est de la Scène Est et son enfilade de galeries, il y a Irvy, le Crédac et son sous-sol de béton, où, avec une belle constance, sont présentés de jeunes artistes à peine connus, et où il est rare qu'il n'y ait rien à se mettre sous la dent. Le Centre d'art accueille deux expositions. L'une est intitulée « Avec ou sans titre ». Elle réunit cinq peintres : Aldo Careda, Michel Gullet, Baptiste Roux, Miguel Sancho et Egidio Vilouz, qui ont entrepris, chacun à sa manière, d'« élever » la peinture sans recourir à la figuration. Un exercice périlleux qui ne va pas de soi par les temps qui courrent, où le risque est grand de laisser un



La sous-culture, dominante chez le Californien Jim Shaw.

fort goût de déjâ-vu, quel qui soit l'habitat dans lequel dame peinture se couche. Ici entre mur et mobilier peints, panneaux de tissus à rayures, à carreaux, à pois ou à gâties organiques.

L'autre exposition, plus titillante, montre, à sa façon, comment les artistes traitent la fable et la métaphore. Une bonne douzaine de vidéastes, dessinateurs et installateurs s'y retrouvent autour d'un prétexte original : la « Légende dorée de Jacques de Voragine », dont les récits, au XIII^e siècle et à un sacré bout de temps, ont fourni à l'imagination populaire matière à idolâtrer les martyrs et les saints. Comme aujourd'hui les médias fournissent matière à idolâtrer Marilyn et Diana ? L'occasion d'une ou deux découvertes. Par exemple les jumelles indiennes de Londres, Amrit et Rabindra

D. K. Kaur Singh, qui montrent leur famille, faisant coïncider modernité occidentale et traditions orientales. En mettant la tête dans les patios enchantés et des hot dogs sur la barbecue d'un jardin plein de déesses et de fleurs divines, leurs peintures imitent la maniabilité des miniatures anciennes.

Geneviève Breerette

★ 20-34, rue Louise-Weiss, Paris-NORD, 37^e boulevard de la Chapelle, Paris, 10^e. M^e La Chapelle. Tél. : 01-46-07-34-50. Du mardi au samedi, à 20 heures ; dimanche, à 16 heures. De 70 F à 130 F. Jusqu'au 27 février (puis à Valenciennes, Saint-Brieuc, Cherbourg, Caen, Reims, Toulouse, Metz, Chartres et Dunkerque). Durée : 3 heures.

Stéphane Braunschweig démêle les fils du « Marchand de Venise »

LE MARCHAND DE VENISE, de Shakespeare. Mise en scène : Stéphane Braunschweig. Avec Hugues Quester, Bruno Pesenti, Michel Fau, Emmanuel Renou, Nicolas Pirson, Hélène Lasseur, Claire Aveline, Stéphanie Rongeot...

THÉÂTRE DES BOUFFES DU NORD, 37^e boulevard de la Chapelle, Paris, 10^e. M^e La Chapelle. Tél. : 01-46-07-34-50. Du mardi au samedi, à 20 heures ; dimanche, à 16 heures. De 70 F à 130 F. Jusqu'au 27 février (puis à Valenciennes, Saint-Brieuc, Cherbourg, Caen, Reims, Toulouse, Metz, Chartres et Dunkerque). Durée : 3 heures.

Il y a quatre siècles déjà se posait la question du titre : *Le Marchand de Venise* ou *Le Juif de Venise* ? L'apparition de Shylock avait remué si profondément les spectateurs qu'ils avaient retenu le juif et effacé le marchand. Pourtant, la pièce est imprimée en 1600 sous le titre de *L'Historie comique du marchand de Venise*.

A cette histoire, oui, comique, Stéphane Braunschweig ouvre grand la scène. Quoi de plus attrayant en effet que les jeux d'amour et

de rôles de quelques privilégiés de la Sérénissime, soutenus par le pouvoir, les affaires et la religion. Dégaines d'héritiers insouciants, chez qui l'esprit de caste s'étaigne sans autre façon. Morgue et intolérance. De joyeux antonians, propriétaires de la République comme de Dieu, prêts à se servir étrangement les coudes à l'autre, d'une humanité qui possède la monstruosité en partage. Celle du Vénitien, esclavagiste, raciste et le plus de lui. Shylock (le seul à posséder un nom de consonance anglaise parmi les italiens), qui va s'employer à le surpasser dans le mal.

LA MONSTRUOSITÉ EN PARTAGE Ici, l'argent et la chair s'affinent d'un seul tenant, impossible de songer à pénétrer chez la riche et détestable Portia sans poser auparavant une grosse somme sur la table. Shakespeare met en place un commerce triangulaire pervers, où la femme devient abondante grâce à l'argent du juif. C'est donnant-donnant : la chair de l'homme (le marchand Antonio) contre celle de la femme (Portia). Chale intérêt de consonance, jusqu'au moment où l'interdit sera tranché, par l'intervention de la femme elle-même, travestie en jupe (en homme) pour se délivrer. Rarement, autant de fils auront été émêlés chez Shakespeare, et rarement ils auront été démêlés avec autant de soin et d'élegance que par

Stéphane Braunschweig. La pièce, souvent déclarée injouable, devient ici transparente, traversée par des forces d'autant plus violentes qu'elles sont brèves.

Le metteur en scène a trouvé Antonio et Shylock opposables comme les doigts de la main. Des individus, mais aussi les représentants, l'un et l'autre, d'une humanité qui possède la monstruosité en partage. Celle du Vénitien, esclavagiste, raciste et le plus de lui. Shylock (le seul à posséder un nom de consonance anglaise parmi les italiens), qui va s'employer à le surpasser dans le mal.

Dans l'expression heurtée et le masque ravagé d'Antonio, il est difficile de séparer ce qui appartiennent aux insuffisances de l'acteur (Bruno Pesenti) et à la profonde antipathie qu'il est censé dégager. Chez ce dépressif, seule la répulsion pour le juif excède le dégoût du sol. Antonio est un esprit dérangé, qui a perdu tout intérêt dans les affaires et profité d'explorer de nouvelles épreuves qui sortiraient de la banalité des transactions marchandes. Un assouffle de l'amour et de la reconnaissance des autres, qui aboutit la balance des sentiments de ses agissements morales, auto-sacrificiels. Un provocateur, qui paraît souffrir, en hal-

ciné, les termes du marché de chair à Shylock, et les bras tendus en croix, appeler une injustice qui le transformera en nouveau Christ.

Shylock est la proie, choisie par lui, à laquelle il s'abandonne. A la fin des fins, l'instrument permettant de démontrer sa supériorité absolue : s'il est un peuple élu, c'est celui des marchands vénitiens. Cela se lira dans l'assurance des garçons et l'enjouement des filles. Un code de la distinction, sensible jusque dans l'élocution. Aimable compagnie d'animaux de race dressés à la chasse, pour qui la justice devient le lieu d'un hallal. Scène effroyable du juif cerne par la bonne société, où chacun y va de sa mesure en toute impunité.

Dans le rôle de Shylock, Hugues Quester a remplacé au pied levé Philippe Clévenot, malade. Dans la douleur du père, dans l'avarice et la haine, dans l'aveuglement et la lucidité, immobile dans son paradesse marin et son feutre, bras tendus et poings serrés dans les poches, Hugues Quester donne à suivre en direct les rebonds d'une pensée. Le rasoir qu'il brandit est l'instrument propre à inscrire sa création dans les mémoires.

Jean-Louis Perrier

INSTANTANÉ LE SOUFFLE INFINI DE RENÉE FLEMING

Quand Renée Fleming revient pour les bis qui dureront quarante minutes, elle remercie le public du Palais Garnier, nombreux ce 11 février, pour son attention soutenue. Du coup, le silence se fait et ce public bruyant, toussotant, applaudissant quand il ne faudrait pas cet admirateur hurlant « Bravo ! » avant même la fin de chacune des mélodies – dont un *Morgen de Strauss* dont la saudade, comme disent les Brésiliens, avait quelque chose de tellement vécu qu'il restera à jamais gravé dans notre cœur – vibrant à l'unisson d'une

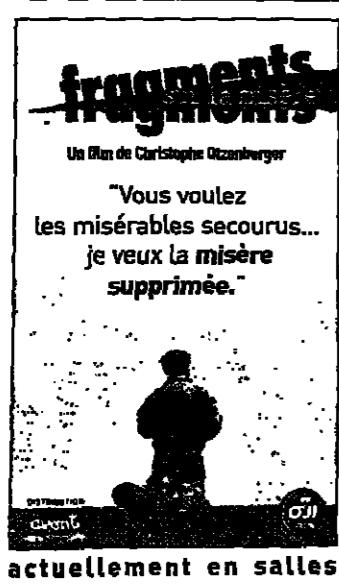
artiste qui réussira même à lui faire chanter – assez juste –, un air de *La Veuve joyeuse* !

Renée Fleming arrive à point nommé dans un monde musical, où nous inflige les trois témoins, avec sa voix moirée, son souffle infini, sa justesse d'intonation impeccable, cette modestie qui la fait s'effacer derrière Schubert, Strauss, Liszt, Glinka, Gershwin – un *Summertime* digne d'Eileen Farrell –, Rachmaninov, Dvorak, Wolf pour révéler la beauté, la douleur, l'hallucination parfois que ces compositeurs ont mis dans leur musique. Il n'y a que Debussy qui lui résiste. Trop présente, trop charnelle, trop belle (!), cette voix manque de l'allure, de l'ellipse qu'il faut mettre aux *Arlettés oubliées*, de la netteté d'élocution qui rend si difficile la mélodie française : faut-il

la dire en la chantant ; la chanter dans le disant ?

Une demi-heure après la fin du récital, Roberto Alagna fait les cent pas devant le Palais Garnier. Il vient à nous : « Je suis tout seul, j'ai perdu la famille. » « Alors ? Fleming 7, lui demande-t-on. – Quelle artiste ! Quelle chanteuse ! Quelle musicienne ! Son air de *Russalka* de Dvorak ! Et vous avez entendu *Eschenbach* ? Quelle sonorité ! Quel artiste lui aussi ! » Roberto, comme vous, on s'incline. Depuis les récitals parisiens de Victoria de Los Angeles, il y a longtemps déjà, on n'était pas sorti d'un récital de chant aussi différent que quand on y était entré. France Musique diffuse ce récital, le 25 février, à 12 h 35. Est-ce la bonne heure ?

Alain Lompech



actuellement en salles

100 F.

SORTIR

PARIS

Les Oranges d'Aziz Chouaki, mise en scène de Laurent Vacher, avec Jean-Claude Leguay et Gilles Andrieux (musicien).

Les Oranges est un beau texte, écrit par la première personne, par l'écrivain algérien Aziz Chouaki. Un chant d'amour pour le siens, qui le conduit à traverser l'histoire de son pays de 1850 à nos jours. De sa fenêtre, où montent comme une rumeur les tragédies et les joies du quotidien algérien, il raconte, observe, commente dans l'attente et l'espérance que « le sang sèche, comme l'encre ».

Cité internationale (Théâtre), 21, boulevard Jourdan, 14^e. RER

Cité-Universitaire. Les 16 et 19,

20 heures ; le 18, 19 heures. Tél. :

01-43-13-50-50. Durée : 1 h 30.

55 F.

Shéryl Crow

Roddy Frame

Dans le registre du mainstream, le courant dominant du rock américain aux angles arrondis et aux refrains calibrés en vue des passages radio, la chanteuse

Shéryl Crow s'élève au-dessus

de la mêlée. Elle possède une

personnalité complexe et une

présence scénique qui font

étrangement défaut à ses

concurrent(e)s. Shéryl Crow

sera précédée d'une première

partie de luxe en la personne

de l'Ecossais Roddy Frame,

ancien dénouement d'Aztec

Camera, auteur en 1998 avec

The North Star

(Independent/Small) d'un

album miraculeux de pop

mélodique et aérienne.

Le Grand Rex, 1, boulevard

Poissonnière, Paris-9^e.

M^e Bonne-Nouvelle. 20 heures, le

15. 140 F.

pour les grandes heures des big bands et des formes plus avancées du genre.

Colombes (92), Salle des fêtes et des spectacles, 88, rue Saint-Denis. Le 13, 20 h 30. Tél. : 01-47-81-69-02.

110 F.

Shéryl Crow

Roddy Frame

Dans le registre du

mainstream,

le courant

dominant du rock américain

aux angles arrondis et aux

refrains calibrés en vue des

passages radio,

la chanteuse

Shéryl Crow s'élève au-dessus

de la mêlée. Elle possède une

personnalité complexe et une

présence scénique qui font

étrangement défaut à ses

concurrent(e)s. Shéryl Crow

sera précédée d'une première

partie de luxe en la personne

de l'Ecossais Roddy Frame,

ancien dénouement d'Aztec

Camera, auteur en 1998 avec

The North Star

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

17.10 **Le Monde des idées.**
Thème : Une France moïse ?
Invité : Philippe Sollier,
Sami Nair. **LCI**

21.30 **Bacon**, un monstre de peinture.
Invité : Michel Archimbaud,
Philippe Dagen, Charles Matton,
Jean-François Maurice.
Invité : André Bauchard.
Forum Planète

23.30 **La Grange d'Espagne**.
Invité : André Bauchard,
Michel Catala, Josephina Cuesta,
Geneviève Dreyfus,
Remy Skoutelsky. Forum Planète

MAGAZINES

19.00 **T.V. +**,
Canal +
21.05 **Thalassa**,
Les Moulins du Cap-Vert. **TV 5**

21.35 **Metropolis**, Stéphane Braunschweig.
Cop. A vos musées ! Le Centre
historique minier de Lewarde,
dans le Nord. **Arte**

22.15 **Envoyé spécial**,
Qui a tué le papa ? Le voyage
de Nira. L'œil de glace. **TV 5**

22.50 **T'es pas une idée ?**
Huguette Bourdache. **Canal Jimmy**

DOCUMENTAIRES

20.30 **Francis Bacon, Au-delà
du réel à la vérité**. Forum Planète

20.35 **Vie et amours
d'Oscar Wilde**. Planète

TELEVISION

ARTE

22.35 **Spectromania**
Session de rattrapage pour les
dix traits qui auraient manqué cette
excellente série de six téléfilms de
BBC 1 déjà programmée il y a un
an sur cette chaîne. Ces scénarios,
qui se lovent dans les profondeurs
obscures et torturées de l'esprit
humain, ont, contre toute attente,
recueilli une des meilleures
audiences d'Arte, par tradition plus
favorable aux intrigues réalistes et
sociales.

20.40 **L'Aventure humaine, la
Montagne secrète de Bouddha**.
Arte

20.55 **Grecs, Byzantins, Ottomans,
enfants de la Macédoine**.
Odyssée

21.00 **Charlie Parker « The Bird »**.
Muzik

21.40 **Planète Terre**,
les voyages d'Alexandre le Grand
(4/4) : Jusqu'au bout du monde. **TMC**

22.00 **Il, la voix du rock'n'roll**.
Canal Jimmy

22.05 **Jazz Collection**.
Planète

22.20 **Futur Fantastique. Le mythe
des extraterrestres**. **13ème Rue**

22.30 **Les Grands Jours du siècle**,
l'Espagne, prédicté à la tragédie. **Forum Planète**

22.55 **Bébés volés**. **France 3**

23.30 **Music Planet**. **Arte**

0.05 **Claude Nougaro par-ci,
par-là**. **France 2**

SPORTS EN DIRECT

20.40 **Basket-ball**,
Pro A : Le Mans - Nancy. **Eurosport**

22.30 **Golf**, PGA américaine. **AB Sport**

3.00 **Le Championnat du monde WBC
du Hoya - Riz Quarry**. **Canal +**

MUSIQUE

20.25 **Thelonious Monk**. **Oso 66**. **Muzik**

20.30 **Orphée aux Enfers**,
Par Forches et les Cheurs de la
Montagne, dir. Patrick Davin. **Mezzo**

21.00 **Le Pêcheur et les Voleurs**,
dir. Alain Goraguer. **Forum Planète**

21.45 **Le Sentinelle**, Quand
les loups descendent sur terre. **M 6**

22.20 **Le Pêcheur et les Voleurs** (v.o.).
Coup de poing (v.o.). **Série Club**

22.35 **Spectromania**,
Mariage fantôme. **Arte**

22.40 **Buffy contre les vampires**,
La bouteille Thésaur. **M 6**

SÉRIES

20.35 **H. Coup de froid**.
Canal +

20.50 **Colonels, un grandes pompe**,
Le Meurtre aux deux visages. **TF 1**

20.50 **Le Caméléon**.
[1/12], Parfumé génétique. **M 6**

20.55 **Blague à part**, Cobaye. **Canal +**

21.00 **Cop Rock, A Three**,
Corps Meut (v.o.). **Canal Jimmy**

21.20 **Spin City**, La chanson. **Canal +**

21.45 **South Park**, L'école, ça craint. **Canal +**

21.45 **Le Sentinelle**, Quand
les loups descendent sur terre. **M 6**

22.20 **Le Pêcheur et les Voleurs** (v.o.).
Coup de poing (v.o.). **Série Club**

22.35 **Spectromania**,
Mariage fantôme. **Arte**

22.40 **Buffy contre les vampires**,
La bouteille Thésaur. **M 6**

CINÉ CLASSICS

0.30 **Leçon de chimie**,
neuf heures

Les élèves d'un collège sont amourees
du séduisant professeur de chimie. Jalouse de Maria, une
disciplinée qui cache un secret, Anna (Alida Valli) provoque une
embrouille qui manque de tourner au tragique. Un hymne à la
jeunesse et aux émois d'adolescentes
signé du bon faiseur Mario Mattioli,
qui fit d'Alida son actrice favorite
dans le registre dramatique.

SAMEDI 13 FÉVRIER

FILMS

22.00 **Jazz 625**, Avec Diane Cilento,
Kenny Barron, James Moody. **Muzik**

22.45 **Jazz 625**, Avec Erol Emre. **Muzik**

23.25 **Jazz 625**, Avec Oscar Peterson,
Ray Brown, Ed Thigpen. **Muzik**

0.35 **Frank Black et Skunk Anansie**,
Londres 94. **Paris Première**

TELEFILMS

20.25 **Marie Galante**,
J.-P. Richard (v.o.). **Ciné Cinéma 2**

20.45 **Les Visiteurs de la nuit**,
Véronique Monet. **13ème Rue**

20.55 **Credit bohème**,
Luc Béraud. **France 3**

SÉRIES

20.35 **H. Coup de froid**.
Canal +

20.50 **Colonels, un grandes pompe**,
Le Meurtre aux deux visages. **TF 1**

20.50 **Le Caméléon**.
[1/12], Parfumé génétique. **M 6**

20.55 **Blague à part**, Cobaye. **Canal +**

21.00 **Cop Rock, A Three**,
Corps Meut (v.o.). **Canal Jimmy**

21.20 **Spin City**, La chanson. **Canal +**

21.45 **South Park**, L'école, ça craint. **Canal +**

21.45 **Le Sentinelle**, Quand
les loups descendent sur terre. **M 6**

22.20 **Le Pêcheur et les Voleurs** (v.o.).
Coup de poing (v.o.). **Série Club**

22.35 **Spectromania**,
Mariage fantôme. **Arte**

22.40 **Buffy contre les vampires**,
La bouteille Thésaur. **M 6**

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

19.05 **Melrose Place**, O. **Ciné Cinéma 2**

19.50 **Bloc notes**. **Météo**

20.00 **Journal**, **Météo**

20.55 **Colombo**, En grandes pompe. **O.**

21.35 **Metropolis**, Stéphane Braunschweig. Cop. A vos
musées !

22.35 **Spectromania**, [2/6].
Mariage fantôme. **O.**

23.30 **Music Planet**, Beastie Boys. **O.**

0.25 **Sweetie**, O. **Météo**

0.45 **TF 1**, Météo. **O.**

FRANCE 2

19.20 **Samedì sur canapé**. **O.**

19.20 **1 000 enfants vers l'an 2000**. **O.**

19.25 **Le monde est petit**. **O.**

20.00 **Journal**, **Météo**

20.55 **Les Enfants**, dernière édition
avant l'an 2000. **O.**

21.00 **Le Monde des idées**,
Antoine Bauchard. **O.**

21.20 **Friends**, Céline qui avait
un cœur d'artichaut (v.o.). **O.**

Céline qui se souvient (v.o.). **O.**

FRANCE 3

18.50 **Un livre, un jour**. **O.**

18.55 **Le 19-20 de l'information**, **Météo**.

20.05 **Le Meilleur du meilleur**,
des Enfants

20.35 **Le sport**, **Météo**

20.55 **Credit bonheur**,
Téléfilm. **O.**

22.55 **Bébés volés**. **O.**

23.55 **Météo**, Soir 3.

23.55 **Le journal de Val**.

0.30 **Qu'est-ce qu'elle dit, Zazie ?**,
Céline qui a tout à faire. **O.**

1.00 **2 10 Satellites**,
Journal des spectacles. **O.**

1.10 **Cycle danse : Humains, dites-vous**.

CANAL +

19.45 **Un drame jusqu'à 20.35**.

19.50 **Le film et l'opéra**, **O.**

20.05 **Le journal de Val**.

20.35 **Le journal du cinéma**.

20.55 **The Crow**, **O.**

21.00 **Le journal de Val**.

21.20 **Le journal de Val**.

21.45 **Le journal de Val**.

22.00 **Le journal de Val**.

22.20 **Le journal de Val**.

22.40 **Le journal de Val**.

23.00 **Le journal de Val**.

23.20 **Le journal de Val**.

23.40 **Le journal de Val**.

23.55 **Le journal de Val**.

0.30 **Le journal de Val**.

0.45 **Le journal de Val**.

0.55 **Le journal de Val**.

0.55 **Le journal de Val**.

1.00 **Le journal de Val**.

1.00

